

DISSERTATION SUR LES PENSIONS, SELON LES LIBERTEZ DE...

Martin Le Metayer, Jean Le
Noir, Nicolas Manessier







13-19. B-54



DISSERTATION.

EXTRAIT SUR LE GÉ.

LES PENSIONS, SELON LES LIBERTÉZ DE L'EGLISE GALLICANE.

Peccator videbit & irascetur.
Psalm. III.



A PARIS,

Chez la Veuve CHARLES SAVREUX, au pied de
la grosse Tour Nôtre-Dame, aux trois Vertus.

& A ROUEN,

Chez EUSTACHE VIRET, dans la Court du Palais.

M. DC. LXXVI.

Avec Privilege du Roy & Approbation.



EXTRAIT DU PRIVILEGE
DU ROY.

PA. Lettres Patentes du Roy données à Paris le faizième jour d'Aoust 1671. Signées PAR LE Roy en son Conseil DALENCE, & seellées du grand Sceau en Cire jaune, il est permis à Marie Duflou veuve de Charles Sayreux Libraire-Juré à Paris de faire imprimer, vendre & debiter un Livre intitulé *Dissertation sur les Pensions, selon les Libertez de l'Eglise Gallicane*, pendant le temps de cinq années entieres, à commencer du jour que le-dit Livre sera achevé d'imprimer la premiere fois en vertu desdites Lettres, avec deffences à tous Libraires, Imprimeurs & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient de l'imprimer, faire imprimer, vendre & debiter durant le-dit temps en aucun lieu du Royaume sans le consentement de la-dite Veuve ou de ceux qui auront droit d'elle, à peine de quinze cens livres d'amende, confiscation des Exemplaires contrefaits, & de tous dépens, dommages & interests. Le tout comme il est plus au long contenu au dit Privilege.

Registré sur le Registre de la Communauté des Marchands Libraires & Imprimeurs de Paris, suivant l'Arrest de la Cour du 8. Avril 1652. le 18. Aoust 1671. Signé, LOUIS SEVESTRE, Syndic.

Ladite Veuve a cedé moitié du Privilege à elle accordé par lesdites Lettres à EUSTACHE VIRET, Imprimeur Libraire à Rouën, pour en jouir suivant l'accord fait entre eux.

Achevé d'imprimer pour la premiere fois en vertu desdites Lettres, le 21. Aoust 1671.

Les Exemplaires ont été fournis.

APPROBATION.

Nous soussignez Docteurs en Theologie de la Faculté de Paris, certifions avoir lu un Livre intitulé *Dissertation sur les Pensions*, par dans lequel Nous n'avons rien trouvé de contraire à la Foy & aux bonnes mœurs. Fait à Paris ce septième Decembre 1670.

N. PETITPIED.

L. MARAIS.

DIS-



DISSERTATION

S U R

LES PENSIONS.

JE reconnois , MONSIEUR , qu'il appartient principalement aux Evêques de veiller sur la discipline , & de retrancher les abus qui pourroient l'attaquer. Mais quoiqu'ils ayent reçu de Dieu une autorité & une benediction singulière pour apporter les remèdes nécessaires aux maux de l'Eglise , & que l'on en doive attendre la guerison de leurs soins & de leur charité , il est néanmoins permis à tous les Chrétiens d'en gémir devant Dieu , de luy en demander le retranchement , & de s'en entretenir quelquefois pour s'en imprimer une sainte horreur. Ainsi , sans m'attribuer aucun droit de corriger les étranges monopoles qui accompagnent ordinairement les Pensions , je me serviray seulement de la liberté qui m'est commune avec tous les Fidèles , pour vous marquer , avec toute l'ouverture de cœur qui doit

A 3

estre

6 DISSERTATION

estre entre des amis, l'extrême douleur que je ressens des pratiques honteuses qui regardent la matiere des Pensions que vous m'avez proposée, & sur laquelle vous desirez mon sentiment.

Quoique la Pension ne soit qu'une portion du revenu du Benefice que reçoit un homme qui n'en a pas le titre, & quoiqu'elle n'enferme pas la totalité des fruits, il faut néanmoins la regarder comme un bien qui appartient à Jesus Christ, lequel ne doit pas estre exposé au pillage, mais qui doit estre dispensé avec fidelité & justice, selon les regles de Jesus-Christ même; c'est-à-dire, pour l'utilité & la nécessité de l'Eglise qui est son épouse. Cependant cette portion si sainte du Patrimoine du Sauveur du monde, est enlevée aujourd'huy avec autant de cupidité que d'impunité. Je ne parle point des Pensions laïques qui sont accordées à des personnes abîmées dans les plaisirs & le luxe du siècle, qui n'étant pas même engagées dans la Clericature, en ont obtenu sur des Benefices pour récompense de services profanes & purement temporels. Car cette sorte de Pensions porte sur le front le caractère de sa réprobation; & non seulement le Clergé de France l'a souvent condamnée,* mais encore

* V. *Con-*
ventus
Cleri
Gallic.

Parisiis an. 1598. Declaration du Clergé tenu à Melun en 1579.
In Collectione Concil. noviss. Gallia. Bochel. Bibliothèque du
droit François au titre des pensions.

SUR LES PENSIONS. 7

encore pour peu de Religion que l'on ait, elle paroît, tout-à-fait abusive. Je m'arrête donc aux Pensions possédées par des Ecclesiastiques, elles sont moins odieuses aux yeux des hommes; & comme elles ont une couverture plus honnête, elles sont moins suspectes & plus communes. Je ne prétens pas les rejeter toutes absolument; je desire seulement vous en représenter les abus ordinaires, & faire voir qu'il n'y a que la seule cause de la pauvreté & de la subsistance nécessaire des Ecclesiastiques qui donne lieu à une Pension legitime; & que tous les autres pretexts dont on s'efforce d'appuyer l'établissement des Pensions, sont contraires à l'esprit & à la discipline de l'Eglise, & qu'ils sont de purs déguisemens dont on se sert pour favoriser le relâchement, & pour couvrir sous un voile specieux une cruelle avarice & une secrette ambition. Je ne doute point, Monsieur, que mon opinion ne soit combattue par quelques préjugés populaires, comme par le torrent de la coutume, & par la qualité de ceux qui possèdent les Pensions, & de ceux qui les accordent: mais je ne m'arrêteray point sur des considerations si foibles, qui ne peuvent jamais, selon Tertullien, * établir * Verita-

A 4

une ti nemo
prescri-
bere po-

test, non spatium temporum non patrocina personarum.
lib. de velandis virgin. c. 1.

8 DISSERTATION

une prescription contre la justice & la vérité. J'ay tout sujet de me persuader que je défens l'une & l'autre, puisque le sentiment que je soutiens à l'égard des Pensions est tout-à-fait conforme à la pensée & aux paroles d'un Concile tenu à Rome dans le dernier siècle. C'est pourquoy comme je me trouve d'abord heureusement uni aux intérêts & aux décisions du Saint Siege, je commenceray la preuve de ma Dissertation par le reglement qu'il a fait sur le sujet des Pensions.

Paul III. avant que d'assembler un Concile general pour apporter le remede aux maux de l'Eglise, appela les plus saints & plus habiles hommes qui se rencontroient alors à Rome, entre lesquels estoient les Cardinaux Sadolet, Contarin, & Pierre Theatin, qui fut depuis élevé au souverain Pontificat sous le nom de Paul IV. Il obligea ces hommes si recommandables par leur pieté & leur sagesse de luy déclarer ingenuement les principaux abus qu'il falloit corriger. Ils en dresserent un memoire, & leur écrit pour ce sujet a esté nommé: *Concilium doctorem Cardinalium & aliorum Prælatorum, de emendanda Ecclesia*. C'étoit une grande esperance pour la reformation des mœurs & de la discipline, & comme un preambule pour le Concile de Trente. Aussi le Pape l'ayant fait imprimer & publier dans Rome en 1538. l'on conçût de

SUR LES PENSIONS. 9

de cette publication de grandes idées pour le rétablissement de la discipline de l'Eglise. Entre les articles de ce Concile, il y en a quelques-uns qui touchent les abus des Pensions. Pour y apporter le remède, ces Peres representoient au Pape que c'étoit un desordre épouventable de donner des Pensions à des personnes accommodées, & qu'on devoit seulement les accorder comme des aumônes. Voicy les paroles: *Alius abusus, quum beneficia conferuntur, seu quum ceduntur aliis, irrepfit in constituendis super eorum fructibus, pensionibus, &c. Quâ in re illud animadvertendum, nullâ aliâ de causâ, nulloque alio jure Pensiones constitui posse, nisi ut quasdam eleemosynas, quæ in pios usus, & indigentibus concedi debent. Et un peu plus bas. Itemque Pensiones dari Clericis dicitibus, qui commodè & honestè vivere queant ex redditibus quos habent, magnus certè abus, tollendus uterque.*

J'examineray, Monsieur, la matiere des Pensions par rapport aux termes & à la pensée de ce Concile. Mais avant que d'entrer dans cet examen, il faut jeter quelques fondemens generaux qui serviront à l'éclaircissement de mon sujet. Je remarque donc premierement comme une verité incontestable, que les Pensions sont opposées au droit commun, & que tous les fruits d'un Benefice appartiennent à ceux qu'il desservent.

TO DISSERTATION

Le Concile des neuf Cardinaux, &c. déclare que les revenus sont attachez aux Benefices comme le corps l'est à l'ame, & que de leur nature ils appartiennent à celui qui possède le Benefice, afin qu'il puisse soutenir les charges, & qu'il remplisse toutes les obligations de son ministère. En effet le Benefice a esté accordé dans la veüe du service que l'on rend à l'Eglise ; *Beneficium propter officium* : & il ne faut pas s'imaginer que des personnes ayent voulu se dépouiller de leurs biens, & en priver leurs heritiers legitimes, pour le laisser à des Ecclesiastiques qui ne travailleroient point, & qui recueil- leroient dans un champ où ils ne semeroient pas. Aussi l'Apôtre ayant dit nettement que ceux-là sont indignes de la nourriture, qui ne s'appliquent point au travail : *Si quis non vult operari, nec manducet* ^b, il n'y a que ceux qui travaillent & qui occupent les Benefices, qui ayent droit d'en recueil- lir les fruits. C'est blesser la justice & l'ordre de l'Eglise, que de les retrancher sans nécessité ; c'est jetter les Beneficiers titulaires dans l'impuissance de s'acquitter comme il faut de leurs fonctions & des charges de leurs Benefices ; c'est violer l'intention des Fondateurs ; c'est enfin

pendat in pios usus. Hæc est enim natura eorum reddituum. Concil. delect. Cardin. & aliorum Prælatorum de emendanda Ecclesiâ sub Paulo 3. an. 1538.

^b 2. Thessal. c. 3.

SUR LES PENSIONS. II

enfin changer l'usage des biens de l'Eglise, qui sont destinez uniquement, après une honnête & frugale subsistance de ses Ministres, pour le ^a sôûtien & la nourriture des Pauvres. Nous voyons aussi que l'Eglise sur ce fondement a toujours empêché la distraction des revenus d'un Benefice, & qu'elle s'est opposée au retranchement qu'on en a voulu faire en faveur de ceux qui ne luy rendoient aucun service. Ainsi les Conciles ^b de Chalon & de Tours défendent de diminuer & de retrancher les biens de l'Eglise, par une division qu'ils appellent cruelle : *Ne res Ecclesiæ sævâ divisione debeant partiri*. Le Droit canonique ^c est rempli de semblables Ordonnances, qui d'ailleurs sont si équitables que les Défenseurs, les Apologistes, & les Partisans des Pensions sont contraints d'avouer qu'elles combattent le droit commun & la discipline de l'Eglise.

Mais cette premiere remarque si peu favorable aux Pensions n'empêche pas qu'il n'arrive quelquefois une occasion legitime dans laquelle on en puisse établir avec justice. Les regles les plus generales & les plus constantes de la discipline souffrent en certaines rencontres des exceptions ; & alors on ne fait une playe à la discipline que pour en tirer une plus grande utilité, de même que l'incision que l'on fait à l'arbre pour y mettre la greffe, est heureusement réparée.

^a Possessio Ecclesiæ sumptus est egenorum.

^{B.} Ambrosius ep.

2. ad Valentinianum.

^b Concilium Cabilon.

2. c. 4. an. 664.

Concilium.

1. Turon. can.

1. an. 1163.

^c Referatur cap.

Majoribus de præ-

bendis & dignis.

& récompensée par la beauté des fruits qui en naissent. Ce n'est donc point blesser les intérêts de l'Eglise, que d'établir en des occasions particulieres & necessaires une Pension pour une cause legitime: ce seroit au contraire une extrême dureté de la refuser. Car comme il y a des conjonctures où les privileges & les dispenses sont justes, necessaires, & conformes à l'esprit de la loy & au dessein du Législateur, qui n'auroit pas manqué de faire une exception favorable s'il avoit pû prévoir tous les cas & tous les evenemens particuliers: de même il y a des occasions tres pressantes, mais tres-rares, qui demandent l'établissement des Pensions; & c'est, Monsieur, la seconde remarque qu'il vous plaira de faire avec moy, laquelle ne combat point la premiere, dans laquelle j'ay montré que les Pensions en general estoient contre la disposition du droit commun. Vous reconnoîtrez aussi qu'elle n'est point desavantageuse au dessein que je me suis proposé, puisque les principales Pensions qui ont esté receuës dans l'Eglise, lesquelles doivent servir de regle à celles que l'on doit établir, n'ont esté admises que pour soutenir des personnes qui sans le secours de ces Pensions auroient esté réduites dans une extrême pauvreté. Sur quoy je rapporteray icy quelques exemples tres considerables qui confirmeront cette verité.

Le Concile de Chalcedoine tenu l'an 451
com.

SUR LES PENSIONS. 13

composé de 600. Evêques, & l'un de ceux qui nous ont laissé les plus beaux réglemens de la discipline Ecclesiastique, après avoir donné atteinte aux Pensions, en défendant

* dans le Canon 10. de rien retenir sur les Eglises quel'on abandonne, ne laisse pas par une sage condescendance de souffrir certaines Pensions, & de les accorder en des cas qui les rendoient également nécessaires & legitimes. Nous en voyons qui sont établies pour des Evêques misérables, chassez de leurs Diocèses, dans lesquels ils estoient entrez par des voyes honteuses: on leur accorde une portion du revenu de leurs Evêchez, afin que le caractère Episcopal ne fût point flétri & avili en leurs personnes par une extrême pauvreté; & que d'ailleurs la nécessité & le desespoir ne les obligeast pas de faire naufrage en la Foy. ^a Dans la Session 9. Maxime d'Antioche pria les Commissaires & les Pères del'Assemblée d'exercer quelque humanité envers Domnus, à la place duquel il avoit esté mis, & de luy assigner une certaine portion des revenus de son Eglise pour sa subsistance. ^b On laissa à la discretion de Maxime de regler la somme nécessaire pour

* Concil. Chalcedonense act. 10.

^a Maximus Reverendissimus Episcopus Antiochiæ dixit:

Deprecor magnificentissimos & gloriosissimos Judices, & sanctam hanc universalem Synodum, ut humanitatem exercere in Dom-

A 7

l'en-

num, qui fuit Antiochiæ Episcopus, dignemini, & statuere ei certos sumptus de Ecclesiâ quæ sub me est.

^b Paschasinus, &c. dixerunt: Siquidem Maximus suo arbitrio Domino voluerit esse consultum, ut sumptus ei de sua Ecclesiâ, *misericordie intuitu*, prout æstimaverit, largiatur, ut contentus alimoniis quiescat in posterum. *ibid.*

« A. 12. l'entretien de Domnus. « Dans la dixième
 Remo- & douzième Session on examina l'affaire de
 vebuntur Bassien Evêque d'Ephese, & d'Estienne
 quidem élu à sa place; le Concile ordonne qu'un
 à sanctâ autre soit mis en leur place, qu'ils retien-
 Ephesio- nent la seule dignité de l'Episcopat, sans
 rum Ec- en exercer les fonctions, & qu'ils tirent leur
 clesia subsistance des revenus de l'Eglise, en tou-
 Bassia- chant chacun d'eux cent sols d'or, qui re-
 nus & viennent à deux cents Ducats, selon la
 Stepha- supputation de Monseigneur l'Evêque de
 nus; ha- Vence *b*. Vous remarquerez, Monsieur, ces
 beant deux exemples de Pensions, qui sont peut-
 autem estre les mieux établis dans l'antiquité; &
 dignita- vous reconnoîtres en même temps qu'el-
 tem Epi- les n'ont esté accordées qu'à des person-
 scopi, & nes malheureuses, pour des sujets qui n'e-
 ex rediti- stoient pas fort honorables, & pour les ti-
 bus me- rer seulement de la misere & de la pauvreté.
 moratz Il y a encore un troisième exemple de
 sanctæ Pension dans le même Concile en faveur
 Ecclesiæ de Sabinien sur l'Eglise de Partha, en cas
 nutri- que l'on rétablît Athanase qui en avoit esté
 menti Evêque, à la place duquel on avoit mis
 gratia Sabinien : mais cette Pension étoit seule-
 & consola- ment accordée pour luy donner lieu de
 tionis an- subsister. *« Sabinianus verò Reverendissimus.*
 nis sin- *Episcopus, & dignitatem Episcopatus ha-*
 gulis so- *beat, & substitutus sit, & pascatur, sicut*
 lidos au- *Reverendissimus Episcopus Antiochenorum*
 reos du- *Maximus, secundum facultatem Parrhenor-*
 centos *um sanctissime Ecclesiæ disposuerit.*
 acci-
 piant.
b. Histo-
 re Eccle-
 siastique
 tom. 2.
 pag. 333.
 « A. 14.

Saint

Saint Gregoire le Grand, qui estoit fort jaloux de l'ordre & de la discipline de l'Eglise, n'a pas crû les blesser en accordant des Pensions à des Ecclesiastiques qui n'auroient pas pû vivre sans ce secours : ainsi dans l'Épître 14. du 3. Livre il recommande Felix Diacre à l'Evêque de Syracuse ; & pour l'obliger davantage à le secourir dans sa pauvreté, il le presse par l'exemple de sa charité, & l'avertit qu'il donne luy même une Pension à ce pauvre Diacre ; *quia ei & nos annuum quid de nostrâ Ecclesiâ dari fecimus.* Dans l'Épître 7. du Livre 11. il reserve une Pension en faveur d'un Evêque infirme, en cas qu'il veuille quitter son Evêche : *Sic tamen ut quousque eundem. Episcopum in hoc seculo vita tenuerit, sumptus ei debiti de eâdem Ecclesiâ ministrentur.* C'est aussi une espece de Pension que la subvention qu'il accorde à des Evêques qui avoient esté chassés de leurs Eglises par la guerre ; il oblige les autres Evêques qui sont en paix de leur fournir ce qui leur est necessaire : * *Episcopos quos è propriis locis hostilitatis furor expulerat, ad eos Episcopos qui nunc usque in locis propriis degunt, pro sustentatione & stipendiis præsentis vitæ esse jungendos ; non quidem ut per communionem Episcopalis throni dignitas dividatur, sed ut ab Ecclesiâ juxta possibilitatem sufficientiæ debeant alimenta percipere.*

* Lib. I.
Regist.
Epist. 43.

Il faut donc reconnoître de bonne foy que l'usage des Pensions peut quelquefois estre legitime, puisque l'on en trouve des exemples, & dans le Concile de Calcedoine, dont les reglemens sont si saints, & dans S. Gregoire, dont la morale est si pure & si éclairée : mais il faut aussi avouer qu' alors elles ont esté seulement accordées pour la nourriture & l'entretien des Ecclesiastiques qui en avoient un extrême besoin. Si on les avoit toujours établies dans cet esprit & avec la même moderation que l'on en usoit dans les temps du Concile de Calcedoine & de S. Gregoire, l'Eglise n'auroit pas tant gemi de la profanation & de la dissipation de son revenu qu'on a mis au pillage dans les siècles suivans sous le pretexte des Pensions. Mais ce desordre n'a jamais esté plus grand que dans le treizième & quatorzième siècle où l'on ne voyoit que des reserves & des Pensions sur les Benefices. L'on n'épargna point les foudres pour arrêter un si grand abus; les Papes & les Conciles frapperent d'anatheme ceux qui les commettoient, comme nous apprenons d'Antonius ^a Augustinus, de ^b Crespet, & de ^c Bochel. Je ne rapporte point les passages de ces Auteurs, je les laisse à votre curiosité. Mais je ne puis me dispenser de vous marquer avec combien d'indignation le Concile ^d d'Oxford s'élevoit contre les Pensions que l'on créoit sur les Benefices qui estoient resignez, lesquel-

a Juris Pontificii veteris epitome, l. 15. tit. 12.

b Summa Catholica fidei, V. Pensio.

c Decreta Eccles. Gallic. l. 7. tit. 20.

d Concil. Oxenien-

se sub Stephano Cantuar. pro reformat-

da Ecclesia Anglicana, an. 1222.

tom. 3. Concil. parte 2. p. 699. ed. Colo.

SUR LES PENSIONS. 17

quelles Pensions paroissent aujourd'hui fort
 legitimes, pour estre revêtues du seul pre-
 texte si specieux de resignation. Ce Concile
 semble les comparer à la lepre dont ^a Giesi <sup>a Lib. 4.
Reg. 6.5.</sup>
 fut frappé, à cause qu'il est bien difficile que
 les pactions Simoniaques n'entrent dans les
 traitez qui donnent lieu à ces Pensions: *Ne
 lepra Giesitica (quod absit) per avaritia cul-
 tum latenter irrumpens, ministros Ecclesiæ col-
 locet extra castra regni æterni districtius in-
 hibemus ne quis Ecclesiæ suæ renunciens reci-
 piat ab eo qui substituitur vicariam, cum ve-
 hementer posset præsumi quod talia fiant per
 pactionem etiam turpem.* Le titre de cette or-
 donnance, qui semble avoir esté ajouté,
 porte: *Ne quis suum beneficium resignans, al-
 quid sibi de eodem retineat.* Mais si le Concile
 d'Oxford s'élevoit contre l'abus des Pen-
 sions qui estoient communes en Angleterre,
 le zele si éclairé de S. Louïs ne permettoit
 pas que cette lepre se répandit davantage
 dans l'Eglise Gallicane. Car ce Prince ayant
 fait une Pragmatique Sanction, ^b qui a esté <sup>b Prag-
matica
Sanctio
S. Ludovi-
ci, anni
1258.</sup>
 depuis peu enrichie des commentaires de M.
 Pinsson, retrancha une infinité de desordre
 qui attaquoient la discipline de l'Eglise, &
 ordonna que toutes les provisions & les col-
 lations des Benefices fussent réglées par la
 disposition du droit commun des saints Ca-
 nons & des reglemens des saints Peres. C'e-
 stoit étouffer la semence de routes les Pen-
 sions: *Item promotiones, collationes, provi-
 siones*

18 DISSERTATION

siones & dispositiones pralaturarum, dignitatum, & aliorum, quorumcunque beneficiorum & officiorum Ecclesiasticorum Regni nostri, secundum dispositionem, ordinationem & determinationem juris communis, sacrorum Conciliorum Ecclesia Dei, atque institutorum antiquorum sanctorum Patrum fieri volumus & ordinamus. Ce Prince ne se contenta pas de ce reglement general, il defendit encore les resignations qui se faisoient avec reserve de fruits; & * au rapport de Guillaume de Nangis il ne donnoit jamais un Benefice à un homme qui en possèdoit déjà un autre, qu'il ne quittât le premier absolument, & sans en retenir Pension: *Nisi primo beneficio simpliciter resignaret.* M. du Puy dans son excellent commentaire sur les libertez de l'Eglise Gallicane art. 50. a remarqué de Benedicti, *in cap. Raynutius*, que S. Louïs avoit particulièrement defendu les Pensions sur les Evêchez, & qu'il ne permettoit point que le Pape en imposât; Que Charles V. avoit fait la même chose par Arrest contre Benedict. XIII. & Louïs XI. par Arrest du 17. Février 1463. Pendant le regne de ce saint & incomparable Monarque, dont la pieté & la sagesse se signaloient dans la distribution & la nomination des Benefices, dont il éloignoit toutes sortes de monopoles, l'Eglise Gallicane fut moins attaquée du mal si dangereux des Pensions: mais la facilité & l'avarice de quelques Officiers

* *Gesta Ludovici, &c. per G. de Nangis, de collatione Beneficiorum & devotione Regis Ludovici.*

ficiers de la Cour de Rome le répandit bientôt dans les siècles suivans.

Je ne pretends pas, Monsieur, décrire tous les desordres arrivez à l'occasion des Pensions depuis le temps de S. Louis jufques à nous : l'histoire en pourroit estre d'autant plus ennuyeufe, qu'elle ne paroîtroit peut-être pas fort neceffaire. C'est pourquoy fans m'engager à vous faire un recit de toutes les tempêtes excitées au fujet des Pensions injuftes & abusives, je vous parleray feulement de la fermeté de nos François & de l'opposition qu'ils ont faite à tous les monopoles dont on s'est voulu fervir pour établir certaines Pensions contre les regles de l'Eglife, par où vous reconnoîtrez que l'Eglife Gallicane n'a jamais beaucoup favorifé l'ufage des Pensions, qu'elle confideroit comme contraires au droit commun & à la pureté de la difcipline ; & que lors qu'elle les a accordées, elle a toujours envifagé le befoin & la pauvreté de ceux qui les recevoient. Mais pour fuivre en quelque façon l'ordre des temps, vous remarquerez, s'il vous plaît, avec moy, que vers la fin du quinziesme fiesle la corruption & la facilité fut fi grande pour accorder les Pensions, que l'on ne fe contentoit pas d'un fimple retranchement des fruits d'un Benefice, mais on en faisoit impunément une réferve entiere en faveur des réfignans. L'on void sur ce
fujet

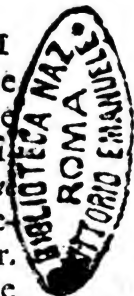
sujet deux Arrests celebres qui ont esté rendus contre ces réserves abusives ; ils sont rapportez bien au long dans le second volume des libertez de l'Eglise Gallicane. Le premier est donné par le Parlement de Thoulouze en 1493. Le second est du Parlement de Paris en 1496. rendu sur les Conclusions & les Remontrances de M. le Procureur General qui parla contre la signature de Rome accordée sur la réserve, comme étant contraire aux saints Conciles, à la Pragmatique Sanction & aux Ordonnances du Royaume. Ses Conclusions furent exactement suivies, & le Parlement défendit d'user de semblables réserves, comme étant opposées aux saints Decrets, aux Reglemens du Parlement, & à la Pragmatique Sanction. Voici, Monsieur, une jurisprudence bien differente de celle d'Italie ; mais il n'y a pas lieu de s'en étonner si vous considerez les fondemens de l'une & de l'autre. Car le Parlement de Paris regarde le Pape comme un dispensateur du revenu des Benefices, & s'il en dispose sans une cause legitime & contre l'usage prescrit par les saints Canons, la Cour n'estime pas que toutes les graces, les Pensions, & les réserves qu'il accorde pour lors soient legitimes ; au contraire plusieurs Docteurs Ultramontains, & presque tous les Officiers de la Cour de Rome canonisent & justifient toutes les réserves & toutes les Pensions quelques vicieuses qu'elles soient & qu'elles

qu'elles paroissent ; & se persuadant par une Morale lâche & accommodante , que le Pape est le maître absolu de tous les Benefices , ils soutiennent qu'il peut disposer *sine causa* des Benefices , & qu'il en peut re-

trancher les revenus selon son bon plaisir. Je veux vous en rapporter un exemple qui peut être vous surprendra. * Un Témoin irréprochable dit avoir vu la Bulle d'une Pension accordée par Clement VII. en l'année 1530. en faveur d'un enfant de quatre ans , qui estoit bâtard : cette pension devoit estre prise sur le revenu d'une Eglise Paroissiale aussi-tost que l'enfant auroit eu la Tonsure , qu'il avoit permission de recevoir dans un âge si peu avancé. Gigas qui parle comme témoin oculaire , assure avoir lû ces Patentes du Pape , lors qu'il estoit à Bologne pour voir la ceremonie du Couronnement de Charles Quint. Certainement c'estoit là une terrible dissipation du bien de l'Eglise , & il faut avoüer que des Theolo-

* Gigas
q. 13. de
pensionibus. n. 4.
Ego dum
essem Bononiæ
tempore coronationis
Cæsareæ Majestatis Caroli V. quæ facta fuit sub die 25. mensis Februarii
1530. vi-

dilitteras Apostolicas in quibus Clemens VII. reservabat pensionem annuam ducatorum 24. auri de camera cuidam Progne de Purcinigo infanti Concordiensis Diœcesis , qui etiam defectum natalium patiebatur , ex Clerico de solutâ genitus , constituto in quarto suo ætatis anno : quæ assignatio fiebat postquam esset insignitus Clericali charactere , cum illo dispensando quod in illa ætate annorum quatuor promoveri posset ad primam tonsuram , & pensionem ex tunc percipere valeret : & erat constituta dicta pensio super fructibus parochialis Ecclesiæ sancti Zenonis de sancto Aniano Concordiensis Diœcesis : & aderat clausula , quod ex quavis causa etiam urgentissima , non posset reduci ad minorem.



giens & des Jurisconsultes font dans un étrange aveuglement & dans un relâchement bien grand, pour soutenir que le Pape peut avec justice dispenser d'une manière si irreguliere le patrimoine des pauvres. Cependant quoique la Pension rapportée par Gigas paroisse aujourd'hui monstrueuse, il se trouve des Docteurs en Italie qui sur le même principe qu'elle a esté accordée, en justifieroient encore de plus insoutenables. C'est assez qu'ils disent & qu'ils crient que le Pape est le maître absolu des Benefices, & l'Ordinaire des Ordinaires, sans estre attaché aux loix de la discipline & des canons. Ils accuseroient de singularité & de nouveauté ceux qui seroient dans des sentimens contraires, & ils n'épargneroient pas la personne du Pape s'il avoit entrepris de réformer tous les abus des Pensions, de même qu'ils reprocherent autrefois à * Pie V. qui vouloit soumettre à l'examen ceux qui entroient dans les Benefices, que c'estoit détruire la Cour de Rome d'en user de cette manière. Surquoy ce Pape répondit genereusement qu'il valloit mieux détruire la Cour, que de negliger le service de Dieu.

Mais quoique les Officiers de la Cour de Rome trouvent leur compte & leur interest dans l'établissement des réserves, des Pensions, & autres pratiques de la Datte-rie & de la Chancellerie, & quoiqu'il y ait

* Cum-
que sta-
tuisset
nemi-
nem sine
prævio
examine
ad bene-
ficium
admit-
tendum,
eaque de
causa
quidam
illi dixif-
set, id ef-
se curiam
destrue-
re, re-
spondit
minus
malum
esse de-
struere
curiam,
quam
cultum
Dei ne-
gligere.
Vita Pii
V. tom. 5.
Concil.

ait en ce pays là des gens fort délicats sur les moindres sujets de réformation qui regardent la discipline, il ne faut pas néanmoins confondre l'ignorance & la lâcheté de certains flatteurs interressez, avec les sentimens des autres Theologiens de la même nation, ni douter de la vigueur de quelques Papes, à cause de la trop grande facilité des autres: mais au contraire il faut demeurer d'accord qu'il y a toujours à Rome des personnes qui gemissent des déreglemens qui arrivent dans la discipline de l'Eglise, & qui ne manquent point d'en représenter les abus lors que Dieu leur en fait naître l'occasion, & qu'il donne un Pape qui les écoute favorablement. C'est ce qui arriva après le décès de Clement VII. Car Paul III. luy ayant immédiatement succédé, & voulant déraciner les plus grands maux de l'Eglise, assembla, comme j'ay déjà remarqué, ces neuf excellens Prelats qui les luy représenterent avec autant de sincerité que de sagesse; & entre les principaux desordres, ils luy marquerent l'opinion de certains Theologiens qui disoient que le Pape estoit le maître absolu de tous les revenus de l'Eglise, *qui docerent Pontificem esse dominum beneficiorum omnium*: que le Pape pour ce sujet ne pouvoit commettre aucune simonie, puisqu'il pouvoit vendre, comme un maître, ce qui luy appartenoit; *ac ideo cum dominus jure vendat id quod suum est.*

est, necessario sequi in Pontificem non posse cadere simoniam: que la volonté du Pape estoit la regle de toutes ses actions, de sorte que ce qui luy plaisoit estoit permis; ita quod voluntas Pontificis, qualiscunque ea fuerit, sit regula quâ ejus operationes & actiones dirigantur, ex quo procul dubio effici ut quidquid libeat, id etiam liceat. Voila, disent ces Pères, la source funeste de tous les abus & de toutes les maladies de l'Eglise, qui ne peut recevoir des remedes convenables qu'en supposant des principes contraires. *Ex hoc fonte, sancte Pater, irrupere in Ecclesiam Dei tot abusus & tam gravissimi morbi.* C'estoit l'opinion flateuse de ces Theologiens lâches & ignorans; *assentatoria doctrina*, * qui avoit donné lieu à l'établissement des Pensions & des réserves, selon la judicieuse remarque du Concile des neuf Prelats: ce fut aussi cette assemblée si genereuse & si éclairée qui en representa au Pape les abus, & qui en demanda le retranchement avec toute l'instance possible.

* Videat
sanctitas
tua quò
processit
assentatoria illa
doctrina.
Concil. 9.
Cardin.

On pourroit croire que cette proposition du Concile auroit esté executée avec autant de fidelité, qu'elle avoit esté faite avec justice, & qu'elle avoit esté favorablement reçue du Pape; mais on n'en remarque aucun heureux succès: au contraire il semble qu'un reglement si saint irrita l'avarice des Courtisans & des Officiers du Pape, & qu'il les fit tous soulever. On void leurs plaintes
qui

qui marquent l'éloignement qu'ils avoient des Ordonnances de ce Concile sur le sujet des Pensions. Messieurs les Gens du Roy du Parlement de Paris firent réponse aux articles de ces Officiers interressez : voicy celle

qui regarde l'onzième article : *a Au onzième article qui parle de la prohibition des Pensions, la prohibition est tres raisonnable ; parceque si telles Pensions estoient indistincte receues, le titulaire n'auroit pas puissance de faire le service divin, & soutenir les droits de l'Eglise, &c.* Cetteréponse est signée de Messieurs Brulart & Marillac, & elle témoigne ouvertement le genereux sentiment du Parlement de Paris, le relâchement de la Cour de Rome, où l'on avoit depuis peu condamné l'abus des Pensions. Mais pour découvrir encore plus nettement l'opposition que les Officiers de la Cour de Rome apportoit aux Decrets de ce Concile, qu'ils devoient favoriser par toutes les considerations de l'honneur & de la Religion, je transcriray quelques lignes des Memoires que le même M. Brulart Procureur General de Paris dressa en 1548. dans lesquels il fait mention des reglemens de cette assemblée tenue sous Paul III. sur le sujet des Pensions :

„ Plus par les Concordats même
 „ toutes reserves generales & speciales sont
 „ prohibées. Davantage il est vraisem-
 „ blable que ce sont les officiers de Cour
 „ de Rome, & non le Pape, qui deman-

B

dent

a 2. Vol.
 des Li-
 bertez de
 l'Eglise
 Gallica-
 ne im-
 pression
 de Rouen
 p. 878. &
 879. cap.
 36. num.
 17.

b 1. Vol.
 des Li-
 bertez de
 l'Eglise
 Gallica-
 ne, p. 60.

„dent user de telles choses és pays de Bre-
 „tagne & Provence. Car le Pape Paul mo-
 „derne depuis sept ou huit ans a député cer-
 „tains Cardinaux & grands Personnages
 „pour aviser à réformer les abus de l'Eglise,
 „par lesquels ont esté arrétez & declarez
 „au Pape, entr'autres abus, les Pensions
 „excessives, &c. & autres choses dont est
 „aujourd'huy question; & ont lesdits de-
 „putez donné avis au Pape qu'il falloit abo-
 „lir & extirper les choses susdites, comme
 „abusives: *Et a esté leur avis écrit Et pu-
 „blié par Ordonnance du Pape, Et est im-
 „primé, Et se vend publiquement.*

* Titre du
Concile.

Conci-
 lium de-
 lectorum
 Cardina-
 lium, &c.
 S. D. N.
 D. Paulo
 III. ipso
 jubente
 conscri-
 ptum &
 exhibi-
 tum an.
 1538.
 Accessit
 aequitatis
 discussio,
 &c. au-
 ctore
 Johanne
 Cochlezo
 1539.

Remarquez, Monsieur, ces derniers
 mots qui servent à confondre la hardiesse de
 certains Italiens qui disent que le Concile
 des neuf Cardinaux a esté supposé par des
 Heretiques. Outre ces paroles si claires & si
 decisives de M. Brulart, je vous diray en
 passant que je me sers presentement d'un ex-
 emplaire de ce Concile * imprimé à Anvers
 en 1539. c'est-à-dire, quelque mois après
 qu'il fut tenu. Dans la même année ce Con-
 cile fut attaqué par Sturmius Lutherien,
 auquel Cochlaeus répondit en même temps.
 J'ay entre les mains la réponse imprimée de
 ce Docteur Aleman, qui estoit le fleau des
 Heretiques, & un genereux défenseur de la
 foy Catholique. Vous sçavez aussi que ce
 Concile se trouve dans la collection ancien-
 ne des Conciles de Crabre, & qu'il n'a ja-
 mais

mais esté attaqué, & par aucun décret de l'Inquisition qui ne l'auroit pas épargné. Le Cardinal Sadolet dans la lettre qu'il adressa à Sturmius, & le Cardinal Contarini dans celle qu'il écrivit à Cochläus, ont reconnu la verité de ce Concile, comme on peut voir dans le Livre qu'il a composé de la vie & des actions de Luther sur l'année 1539. M. Despenfe en fait aussi mention sur le premier Chapitre de l'Épître à Tite, où il parle de plusieurs abus de la Cour de Rome qui avoient esté condamnez par ce Concile. Le sçavant Gentien Hervet parle de ce Concile dans l'excellente lettre qu'il a écrite sur la residence. Enfin il a esté reconnu & cité par une foule d'Auteurs qui vivoient au milieu du seizième siècle. Pardonnez-moy cette petite digression: je la quitte pour rentrer dans les Memoires de M. Brulart.

„ Plus fait à considerer touchant le fait
 „ des Pensions excessives, que les tolerer
 „ & permettre, c'est apertement ouvrir la
 „ voye à toutes simonies: un voulant ven-
 „ dre un Benefice, resignera, retenus les
 „ fruits pour Pension; a trois jours après
 „ la resignation, racheter la Pension du
 „ prix convenu entr'eux, & sous telles
 „ couvertures se commettent cent mille si-
 „ monies; & ainsi en ont cy-devant usé les
 „ officiers de Cour de Rome. Pour montrer
 „ qu'ils ne demandent lesdites Pensions à

* En
1537. les
facultez
de ce Le-
gat fu-
rent mo-
difiées
en Parle-
ment
même
sur le su-
jet des
Pen-
sions.
Voyez le
2. Vol.
des Li-
bertez de
l'Eglise
Gallica-
ne f. 536.
qui en
rappor-
terent
bien au
long la
modifi-
cation
ch. 23.
num. 50.

„ autre fin , le Cardinal de S. Georges au
„ voile d'or, dernier Legat * en France, en-
„ tr'autres ses facultez avoit pouvoir d'ad-
„ mettre toutes resignations , retenus tous
„ les fruits pour Pension , & de faire la
„ Pension rachetable à deniers ; qui estoit,
„ en bon langage , faculté de permettre la
„ vendition des Benefices en France ; chose
„ qui fut trouvée par la Cour de Parlement
„ tres-pernicieuse & de mauvais exemple ,
„ qui fut reprimée & condamnée par ladi-
„ te Cour , & autres aussi : clause de dispen-
„ ser & abolir le crime d'heresie aux accu-
„ sez , *acceptâ pecuniâ Camera Apostolica*
„ *applicandâ* , chose pareillement qui fut
„ reprimée par la Cour. Et pour l'indigni-
„ té desdites deux clauses , & aussi afin
„ de n'engendrer scandale au peuple con-
„ tre le Pape en l'Eglise Romaine , les Bul-
„ les de sa Legation ne furent leues entiere-
„ ment , mais seulement quatre ou cinq
„ lignes du commencement & autant vers
„ la fin. Davantage ce que le Pape deman-
„ de desdites Pensions a toujours esté repri-
„ mé en ce Royaume par plusieurs du Par-
„ lement de la Cour , &c.

Ces paroles de ce sçavant & genereux
Magistrat representent également l'opiniâ-
treté de la Cour de Rome pour soutenir
toutes sortes de Pensions , & la vigueur
du Parlement de Paris pour les combattre.
Mais comme les Italiens ne se lassent jamais
dans

dans de semblables pretentions, & qu'ils renouvellent de temps en temps leurs entreprises avec une adresse incroyable qui fait enfin revivre leurs premiers desseins, l'on creut en France qu'il falloit se servir du dernier remede, & que toutes les oppositions que l'on apportoit aux reserves estant inutiles, il estoit plus seur & plus avantageux de les défendre absolument, que de pretendre les retenir dans une juste moderation. C'est ce qui obligea le Roy Charles IX. d'en demander l'extinction entiere par ses Ambassadeurs dans le Concile de Trente. Le Conseil de ce Prince estoit persuadé qu'il y avoit certaines occasions, quoique tres-rares, dans lesquelles on pouvoit permettre les Pensions. Mais comme on étoit indifferemment cette permission, & qu'il estoit presque impossible de prescrire des bornes à la cupidité des hommes, parce qu'estant ingenieuse, elle fournissoit mille faux pretextes de pensions, on prit resolution d'en poursuivre la suppression en plein Concile. Pour ce sujet on dressa des memoires par ordre du Roy, qui furent envoyez à ses Ambassadeurs qui estoient au Concile de Trente. Ces memoires seront des monumens eternels de l'aver- sion que les veritables François ont eue des Pensions, & du zele de nos Princes pour la reformation de la discipline Ecclesiastique.

a Me-
moires
du Con-
cile de
Trente
p. 168.
& 174.
chez Cra-
moisy à
Paris en
1654.

a L'instruction baillée à M. de Lansac quand il fut envoyé Ambassadeur au Concile en Avril 1562. porte que d'oresnavant ne se puissent tenir. Pensons sur les Benefices que l'on resignera, ne pareillement constituer sur les Benefices pour droit pretendu. Cette instruction fut suivie exactement par les Ambassadeurs de Charles IX. au Concile; & l'on voit dans les Memoires pour le Concile de Trente recueillis par feu M. du Puy Bibliothecaire du Roy, & imprimez chez Cramoisy en 1654. la demande qu'ils firent au nom du Roy pour l'extinction des Pensions: b. *Pensionēs super beneficiis non constituantur, & quę sunt constitutę tollantur, quō redditus Ecclesiastici in alimenta Pastorum & pauperum, aliosque usus pios transferantur.* Les Legats du Concile donnerent avis au Pape de cette proposition, qui ne fut pas trop favorablement receüe à Rome. Voicy le sentiment de Pie IV. que nous apprenons d'une lettre de M. de Lisle Ambassadeur du Roy à Rome, écrite à la Reine Catherine de Medicis Regente en France: c. *Madame, le Pape a receu les articles de reformation presentez au Concile par les Ambassadeurs du Roy. M. le Cardinal Borromeo m'a dit que sa Sainteté les approuvoit en grande partie, mais non en tout, parce qu'ils prejudicient aux preventions de quelques autres droits; mais principalement il trouve mauvais que les Pensions sont tolluēs par ladite re-*
forma-

b Pag.
372.
ibid.

c Pag.
374.
ibid.

SUR LES PENSIONS. 31

formation, disant que ce sont des aumônes que la Sainteté a droit de faire par tout. C'est avec beaucoup de justice que l'on appelle les Pensions des aumônes, parce qu'elles ne doivent pas estre accordées à des personnes riches, mais seulement à de pauvres Ecclesiastiques. Cette charité aussi doit estre faite avec équité, & sans blesser les Titulaires. Il ne faut pas enfin se persuader que le droit de faire de telles aumônes appartienne au Pape à cause du pouvoir absolu que quelques Italiens luy attribuent sur tous les revenus des Benefices du monde. Il n'y a rien de plus faux que cette imagination. Mais quoy qu'il en soit, le Pape Pie IV. n'approuvoit pas l'article de réformation qui regardoit l'abolition des Pensions; cependant l'on void dans l'histoire du Concile de Trente *, que M. du Ferrier Ambassadeur du Roy en ce Concile, suivant le pouvoir qui luy avoit esté donné, ne laissa pas de parler fortement contre les Pensions dans une Congregation qui fut tenuë le 22. Decembre 1563. où il fit quelques plaintes qu'on les favorisoit trop ouvertement. Je vous supplie, Monsieur, de lire cet endroit de l'histoire qui parle de plusieurs matieres assez delicates, à l'occasion d'une protestation faite par M. du Ferrier. Prenez aussi la peine de voir entierement l'Ecrit Latin que composa cet Ambassadeur, lequel a pour titre : *Expostulatio Oratorum Regis Christianissimi*

* Histoire
re du
Concile
de Trente
l. 8.
p. 723.
de l'im-
pression
de Troyes
in fol.

a *Memoi-
res du
Concile
p. 490.*

anno 1563. a vous y trouverez des sujets assez rares qui satisferont vôtre curiosité, & vous y remarquerez principalement un passage qui regarde les Pensions, dont je vas vous transcrire quelques lignes : *Non prohibere Episcopum qui neque sacras literas docere, neque predicare unquam didicerit, se Episcopatu, si velit, uti debet, abdicare : bene meritum autem, qui per aetatem aut morbum amplius Episcopi munere fungi non potest, Coadjutorem accipere, & in hac tantum specie pensionem retinere. Nam extra hanc speciem si quis velit colore pensionis quæsit, ut pluralitatis prohibitionem eludat, super Beneficio Pensionem constituere, aut in favorem renuntiare, aut cum regressu aut causari & defendere pluralitatem beneficiorum ex nova & bonis seculis incognita personarum & Sacerdotiorum differentiâ, &c.*

L'Ecrit Latin de M. du Ferrier ayant fait soulever plusieurs personnes, cet illustre Ambassadeur se sentit obligé pour le justifier, d'en composer un autre ; & pour étouffer aussi quelques bruits defavantageux que ses ennemis avoient répandus à l'occasion d'une harangue qu'il avoit faite, dont ils avoient empoisonné les paroles qui estoient très-judicieuses & très-innocentes. Dans ce second Ecrit, non seulement il n'approuve point les Pensions qu'il avoit combattuës ; mais au contraire il semble estre surpris que

b *p. 545.
ibid.*

Nec prænitet dixisse multa esse in his articulis quæ cum Patrum antiquis

tiquis decretis pugnans, ut de beneficiis pluralitate, pensionibus, resignationibus in favorem, &c. Dans une lettre qu'il écrit de Venise au Roy le 6 Decembre 1563. il avouë nettement l'opposition qu'il avoit formée sur le sujet des Pensions, & il declare combien elles estoient contraires aux anciens Conciles. L'on void même des remarques *a* qu'il fit conjointement avec M. de Pibrac son Collegue, sur les articles de réformation du Concile, lesquelles font assez voir combien il estoit éloigné d'approuver l'usage des Pensions: *qua de Pensionibus decernuntur, non placent.* Enfin pour connoître quel estoit le sentiment du Conseil du Roy & de ses Ambassadeurs au Concile sur le sujet des Pensions, il ne faut que lire les Notes de M. de Pibrac l'un des Ambassadeurs, sur quelques articles de réformation de la Session 24. du Concile. Voici celle qui regarde les Pensions, laquelle il écrivit de Venise où il s'estoit retiré avec M. du Ferrier après la protestation faite: *b Nota. Hic non obscure significatur Pensiones constitui, & reservationes fructuum fieri posse, tum in Cathedralibus, tum in parochiis, si modo summam centum aureorum annuus eorum redditus excedat. Quod tum maxime adversatur iis quæ in mandatis à Rege nostro accepimus. Nulla enim ratione nulloque casu fructus, aut eorum partem reservari vult Rex; neque conditionaliter aut dimidiatè, sed simpliciter tantummodo ejurari beneficia, ut integri fructus ad eum qui beneficio incumbit per-*

a Observations atque animadversiones Oratorum Regis Christianissimi in eos articulos Reformationis &c.

Dans les Mémoires du Concile, pag. 573. & 575.

b Pag. 57. ibid.

veniant. Et sanè si aliter fiat, frustra aliquid statuetur posthac adversus eos qui plura possident beneficia. Facile enim cedent beneficiis, si eorum fructus liceat retinere. Il est impossible de marquer plus nettement, & le dessein qu'avoit le Conseil du Roy d'abolir entierement les Pensions, & l'ordre qu'il avoit donné aux Ambassadeurs d'en former des plaintes, & d'en poursuivre une entiere suppression. Cette remarque de M. de Pibrac sur les Pensions est conforme à celle que firent ensuite Messieurs du Parlement de Paris, lesquels, au rapport de l'histoire du Concile, disoient que c'estoit contre le droit & contre les coutumes de France, que les Benefices fussent chargez de Pensions, ou de reserves de fruits, ainsi qu'obliquement avoit esté determinee.

Histoire
du
Concile
sous Pie
IV. pag.
772. l. 7.
vers la
fin.

Si j'ay rapporté, Monsieur, le sentiment que l'on avoit en France sur le sujet des Pensions, ce n'a pas esté pour affoiblir en aucune maniere le respect que l'on doit aux Decrets de cette sainte Assemblée; je les révere & je les reçois avec une entiere soumission. J'ay voulu seulement marquer l'opinion de nos François, & l'opposition qu'ils formoient à l'établissement des Pensions. Je vous ay dit d'abord que j'estimois qu'il pouvoit arriver des occasions où l'on en pouvoit créer de legitimes, & j'en ay même remarqué quelques exemples. Je suppose donc la justice des Pensions que ce
saint

saint Concile admet ; & je suis aussi tres persuadé qu'il n'autorise point les pratiques honteuses qui se commettent aujourd'huy dans la creation d'une infinité de Pensions.

Au contraire , tous les Reglemens qu'il a faits les combattent ouvertement , & il n'en favorise pas trop l'usage , quoiqu'il ne consente pas à leur entiere suppression. C'en est pas que dans le * Concile il n'y eust plusieurs Peres qui la demandassent , mais leur sentiment ne fut point suivi , non plus que les justes remontrances des Ambassadeurs du Roy. Cependant l'on reconnut bientost après qu'il estoit plus facile & plus avantageux d'empescher absolument les Pensions , que de les retenir dans un juste temperament & dans les bornes necessaires. Car S. Charles Borromée , qui estoit fort attaché aux Decrets du Concile de Trente , & qui avoit fait aux Ambassadeurs du Roy , au nom de Pie IV. son Oncle , la réponse que j'ay rapportée cy-dessus , qui sembloit favoriser les Pensions , fut contraint de prendre des mesures contraires , & de s'opposer avec une vigueur Episcopale à l'établissement des Pensions. Le Docteur Pierre Giussano , qui a composé la vie de ce grand Cardinal , rapporte exactement au 30. chap. du 3. livre , la maniere dont il se servoit dans la collation des Benefices Ecclesiastiques où il remarque l'éloignement qu'il avoit des Pensions. Voici les paroles de cet

* Sous Paul III. en 1546. Hist. du Concile. l. 2. p. 137.

Auteur, selon l'ancienne traduction Française.

„ Plus il ne vouloit conferer Benefice à
 „ personne aucune pour récompense de ser-
 „ vice, tenant pour chose non convenable
 „ de récompenser personne pour iceux avec
 „ le patrimoine de Jesus-Christ, ainsi ap-
 „ peloit-il les revenus Ecclesiastiques: il ne
 „ se trouva jamais qu'il conferât Benefice
 „ sous ce pretexte, ou qu'il assignât Pension
 „ à aucun de ses domestiques ou Officiers,
 „ les services & merites desquels il ne laissoit
 „ néanmoins de reconnoître tres-liberale-
 „ ment par une autre voye, ou avec bons
 „ gages, ou leur donnant quelque chose
 „ d'importance, ou leur constituant des
 „ Pensions sur son Patrimoine. *Et plus bas.*
 „ Il avoit en grande aversion qu'on chargeât
 „ les Benefices de Pensions, tant pour ce
 „ qu'il luy déplaisoit qu'aucun jouit d'un
 „ bien pour lequel il ne travailloit pas, com-
 „ me pour le damage qu'en recevoient les
 „ Eglises ausquelles on ne peut pourvoir de
 „ dignes sujets pour les desservir quand on
 „ leur oste les revenus; & ceux même qui
 „ en sont pourvus ne peuvent user ne mon-
 „ trer la charité qu'ils doivent à leurs sujets,
 „ estant d'abondant contre l'intention des
 „ pieux & fidelles Fondateurs lesquels ont
 „ doté les Eglises de leurs moyens & facul-
 „ tez à ce que les rentes & revenus fussent
 „ employez à son bien & utilité, & non à
 „ ceux

ceux qui n'y rendent point de service. Il disoit qu'un Evêque n'a pas l'esprit Episcopal, qui tient la main à charger de Pensions les Benefices de résidence, & spécialement ceux qui ont charge d'âmes. S. Charles regardoit encore avec indignation la pratique honteuse de certains Ecclesiastiques qui acceptoient des Benefices avec intention de les résigner avec une Pension réservée, & les mettre en autres mains de neveux ou autres parens; chose qu'il disoit estre lamentable, & plutôt une espece de trafic & *merchandise de Benefices, qu'une vraie disposition d'iceux.*

* L'Auteur qui a composé en latin la vie de ce grand Saint, laquelle se trouve à la fin des actes de l'Eglise de Milan, rapporte plusieurs exemples de l'aversion qu'il avoit pour les Pensions, & du soin qu'il prenoit de conserver les fruits entiers d'un Benefice pour celui qui le desservoit. Il connoissoit, dit-il, par experience que le retranchement que l'on en faisoit empeschoit que

* *Fru-
ctus suos
unicui-
que Ec-
clesiæ,
Presby-
terisque
singulis
integros
relinqui
curavit
vehement-
& effe-
cit. Eo
namque
primum
capessente
Eccle-
siam, vel
magna*

B 7

l'on

ex parte, vel toti alienis hominibus erant reservati, ex quo fiebat ut qui essent aliquo numero Presbyteri, sacerdotia recusarent, quorum facultatibus, pro dignitate vitæ cultum, minimè possent conservare. Qui verò accipiebant, parvi pretii homines, neque doctrinâ, neque auctoritate satis muneri suo facere valebant, ut præter sacerdotis, ut tempora sunt, ex ea re contemptum, neque sacra suppellex pro decore parari, neque refici vel ornari Ecclesiæ, neque sacra testa haberi possent. *Vita S. Caroli lib. 7. cap. 35.*

Pon ne s'acquîtât des charges & des obligations d'un Benefice; & comme il donnoit lieu aux Prestres peu capables & ignorans d'y entrer, il en éloignoit également ceux qui d'ailleurs auroient pû rendre service à l'Eglise, mais qui en estoient empeschez par des Pensions lesquelles leur ostoient le moyen de satisfaire à leur devoir. Cette conduite de S. Charles contribua beaucoup au rétablissement de la discipline Ecclesiastique dans son Diocèse. Il en avoit luy même reconnu l'importance. Car désirant suivre & executer les decrets du Concile de Trente qui defendent la pluralité des Benefices, & voyant que l'on s'en prive facilement pourveu que l'on retienne de grosses Pensions; non seulement il quitta tous ses Benefices, & se réserva le seul Archevesché de Milan, mais il relâcha encore tout d'un coup plusieurs Pensions qu'il avoit, & ne retint qu'une somme fort modique, qu'il ne conservoit pas pour son entretien particulier, mais qu'il affecta aux besoins de certaines Eglises & de quelques maisons Religieuses, & à la subsistance des Seminaires & des pauvres. Enfin S. Charles ne voulut jamais charger aucune Eglise de Pension, & il empêcha de toutes ses forces & de tout son credit que l'on employât une autorité

* *Ibid.* supérieure pour en obtenir. * *Igitur neque pensionis onus vel minimum cuiquam Ecclesia imposuit unquam; Et si quis forte per aucto-*

ritate

ritatem superiorem obtinere vellet, contra totis viribus pugnavit. S'il est donc permis de juger des décisions du Concile de Trente par le sentiment & par la pratique de saint Charles qui en avoit procuré la conclusion, & qui en faisoit observer si exactement les Ordonnances, on peut dire que les Pensions y ont esté souffertes, ou plutôt modifiées sous des conditions tres-equitables, qui condamnent l'horrible cupidité de certains Ecclesiastiques qui pillent par des Pensions injustes le patrimoine de Jesus Christ.

Certainement si l'on consideroit attentivement les decrets du Concile de Trente, l'on verroit que bien loin d'appuyer les Pensions il les a tacitement détruites. Cependant à cause qu'il en a parlé pour en retrancher seulement certains abus, il y a des gens qui se persuadent faussement qu'il n'a pas improuvé les autres pratiques ordinaires des Pensions. Mais où trouveront-ils que le Concile approuve les Pensions établies pour cause de permutation & pour des droits litigieux? Où trouveront-ils qu'il approuve les Pensions pour des résignations faites en faveur du Nepotisme, ou par des Ecclesiastiques riches & accommodés? Où trouveront-ils enfin qu'il approuve le trafic honteux qui se commet dans les Benefices, duquel les Pensions sont inséparables? Au contraire, que l'on regarde la conduite du Concile de Trente, on verra qu'il ne recom-

commande rien davantage aux Ecclesiastiques que le désintéressement que la frugalité, qu'une sainte dispensation des revenus de l'Eglise, que la singularité & la résidence des Benefices. Que l'on accorde si l'on peut avec des maximes si pures le relâchement de la discipline que l'on void sur le sujet des Pensions. Après tout, le Concile de Trente ayant recommandé & renouvelé autant qu'il a pû l'observation des saints Canons, & ayant exhorté les Evêques d'y apporter la main, ne fournit-il pas aux Prelats des armes pour rejeter & pour combattre les Pensions abusives, & ne couvre-t-il pas de honte ceux qui les demandent ? Mais quand dans un siècle aussi malheureux que celui de ce Concile, & dans une dépravation de mœurs aussi grande, on n'auroit pas pû d'abord employer les remèdes qu'on auroit jugé estre les plus nécessaires, il ne faudroit pas accuser une retenue judicieuse qui se sert quelquefois des remèdes plus doux, en attendant que Dieu donne l'occasion de se servir de plus forts & de plus efficaces, selon l'excellente remarque que fit sur un sujet tout semblable le Cardinal * de Lorraine parlant au nom de l'Eglise de France dans le Concile de Trente.

* Declarationes & protectiones Illustrissimi Cardinalis à Lotharingia, &c.

Mais Non quid ea judicem satis esse ad integram ægotantis Reipublicæ curationem, sed quod sperem his prius lenioribus fomentis adhibitis, quum graviora medicamenta pati poterit Ecclesia, &c. Dans les mémoires pour le Concile de Trente.

II. pag. 574.

Mais sans m'étendre davantage sur le sentiment qu'avoit le Concile touchant les Pensions il me suffit de remarquer que non seulement depuis ce tems là saint Charles les a eues plus que jamais en horreur, mais aussi qu'elles ont esté plus odieuses qu'auparavant dans les Cours Souveraines, & principalement dans le Parlement de Paris, qui ne laissoit point échaper d'occasion de leur donner quelque atteinte. En 1570. M. le Procureur General appella *a* comme d'abus d'une Pension créée sur l'Evêché de Luçon, qui avoit esté approuvée par le Placet du Roy, & homologuée par le Pape, & sur les Conclusions de M. de Pibrac Advocat General, qui avoit esté Ambassadeur au Concile, cette Pension fut déclarée nulle & abusive, & la Cour condamna aux dépens celui qui la poursuivoit. On en usoit de même pour les Cures, & on cassoit toutes les Pensions qu'on établissoit sur ces sortes de Benefices qui ont charge d'ames. Il y a eu aussi quelques *b* Jurisconsultes fort habiles sur la fin du dernier siecle & dans le commencement de celui-cy, qui ont absolument rejeté la creation des Pensions, à cause des perils qui en sont presque inseparables: & quoique leur opinion semble rigoureuse, je ne puis dissimuler qu'ils n'ayent apporté des raisons considerables pour l'appuyer: Enfin l'Ordonnance de Louis XIII. en 1629. sembloit avoir donné le coup mortel

aux

a Commentaires sur les Libertez de l'Eglise Gallicane, art. 50. f. 171

b M. Guy Coquille sur la reformation de l'estat Ecclesiastique, dans ses Oeuvres posthumes, in 4 M. Anne Ribere dans ses Plaidoyers, l. 1. c. 7.

aux Pensions, & les avoir entierement abolies par l'article 15. qui porte que les *Archevêchez, Evêchez, Cures, Hôpitaux, ne seront à l'avenir chargez d'aucunes Pensions.* Mais un règlement si saint n'a point été observé; il en faut néanmoins espérer l'exécution du zèle si éclairé de nôtre invincible Monarque, qui s'applique à la reformation de la discipline de l'Eglise avec tant de soin.

Je crains, Monsieur, de m'estre trop arrêté sur les différentes oppositions que l'on a faites, & sur la résistance genereuse de nos François pour empêcher l'usage des Pensions, mais quelques atteintes qu'elles ayent receuës, on n'a pû les déraciner, & l'on en souffre encore aujourd'huy en France trois especes que je vas bien-tost examiner. L'on croit que dans nôtre malheur nous avons un grand avantage sur l'Italie & sur tous les Estats voisins qui reçoivent indifferemment toutes sortes de Pensions, mêmes celles que l'on appelle *sine causa*. Mais en verité le nombre en est encore trop grand en France, & l'on ne doit pas aussi s'imaginer que ces trois sortes de Pensions, sçavoir pour permutation, pour le bien de la paix, & au profit des resignans, soient tout-à-fait canoniques & legitimes, à cause qu'elles sont tolerées & permises en France. Il y a des usages que l'on n'approuve pas, & que l'on souffre néanmoins *ad duritiem cordis*, à cause de la dureté du cœur, c'est-à-dire,

SUR LES PENSIONS. 43

à-dire, ou pour éviter un plus grand mal, ou parce que l'on ne peut pas l'empêcher, ou pour conserver la paix, ou parce que l'on ne peut pas regler & déterminer toutes les occasions particulieres. Ainsi l'on permet en France la pluralité des Benefices, encore que nos Roys ayent fait tous leurs efforts & toutes les remontrances possibles pour l'empêcher, & qu'ils l'ayent regardée comme un grand abus, ainsi qu'on void dans les Memoires *a* du Concile de Trente, & dans les instructions données aux Ambassadeurs. *Unum tantum beneficium uni conferatur, sublatâ quod attinet pluralitatem compatibilium & incompatibilium beneficiorum differentiâ; quæ distinctio ut est nova, & antiquis decretis incognita, ita Ecclesiæ Catholica magnam calamitatem attulit.* On ne peut pas aussi soutenir que cette même coutume de posseder en France, sans nécessité plusieurs Benefices, qui étoit établie dès le tems d'Alexandre III. selon la plainte de ce Pape, *b* fût juste pour avoir été tolérée. Ainsi quoique l'on ait souffert l'établissement des Pensions, pour les accommodemens de procès, dans les permutations de Benefices, & dans une infinité de resignations faites sans nécessité, & contre les regles de l'Eglise, il ne faut pas croire que les Parlemens & l'Eglise Gallicane les ayent approuvées. L'Eglise accorde seulement des Pensions pour soulager & pour prevenir la

a Memoires du Concile, pag. 170. & 171. b Et in Episcopatu tuo inducere consuetudinem Ecclesiæ Gallicanæ, quæ cum unum ad plura beneficia recipiat, contra sacrorum Canonum instituta non comprobatur à nobis, licet non possit pro multitudine delinquentium emendari. Alex. III. Fanuensis Episc.

44 DISSERTATION

la pauvreté des Ecclesiastiques ; mais si elle approuve celles là , elle combat également les autres que l'on obtient sous prétexte de compensation de Benefices , de droits litigieux , & sous le voile d'une prétendue pauvreté. Ce sont là les Pensions qu'elle est obligée de souffrir parce qu'elle n'est pas assez heureuse de les pouvoir abolir. Je m'efforceray , Monsieur , d'en faire voir l'injustice & l'abus , & je tâcheray de marquer que de semblables Pensions n'attaquent pas moins les regles de la discipline de l'Eglise , que celles de la Morale Chrétienne , & les maximes les plus constantes des Libertez de l'Eglise Gallicane. Je n'examineray que les Pensions qui ont lieu presentement en ce Royaume. Je commence par celles qui se rencontrent dans les permutations.

PENSIONS POUR CAUSE de permutation.

IL n'est point permis de quitter un Benefice pour entrer dans un autre , sans une cause qui soit fondée sur le besoin & l'utilité de l'Eglise. Aussi les translations ont toujours esté tres-odieuses , & elles ont esté combattues par plusieurs * Conciles. Celui de

* Concil.
Nicæn.
can. 16.
Concil.
Carth. 4.
can. 27.

Sar-

Chalced. cap. 5. Hil. Pont. ep. 7. Conc. Turon. 3. can. 14.
Meldenſe can. 3. Capitul. Carolo M. lib. 2. cap. 37. Ut Presbyteri qui in titulis consecrantur secundum Canones , antiquam ordinantur promissionem stabilitatis loci illius faciant.

Sardique tenu en 347. en a fait une terrible plainture dans le premier Canon, & les a condamnées comme les effets ordinaires de l'avarice & de l'ambition. *Manifesta est enim causa quâ hoc facere tentant, cum nullus in hac re inventus sit Episcopus qui de majore civitate transfret ad minorem: unde apparet avaritiæ eos ardore inflammari & ambitioni servire, & ut dominationem exerçant.* Dans

le Concile de Troyes a qui condamne les translations, on leut, au rapport d'Aiminius, des Canons du Concile d'Afrique, qui semblent ne defendre pas moins de passer sans necessité d'un Evêché à un autre que de rebaptizer & de reordonner. *In quo Concilio lecti sunt Canones Concilii Africani, ut non fiant Episcoporum translationes, sicut nec rebaptizationes & reordinationes.* Antonius Augustinus a recueilli fort exactement les principaux lieux de l'Antiquité, qui regardent la matiere des translations, & il en rapporte qui nous font voir que, non seulement on privoit de leurs pretentions ceux qui par mépris & par ambition quittoient un siege pour entrer à un autre; mais que même on les dépouilloit de celui qu'ils occupoient.

b Si quis Episcopus mediocritate civitatis suæ despectâ, administrationem loci celebrioris ambierit, & ad majorem se plebem quacunque occasione transtulerit, non solum a Cathedrâ quidem pellatur alienâ, sed carebit & propriâ, ut nec illis præsideat quos

a Concil.
Tricass.
2. anni
878. sub
Ludovico Balbo
apud Sirmundum
tom. 3.
Concil.
Gallic.
Aiminius l. 5.
cap. 37.

b Antonius Augustinus in epit.
juris Pontif. veteris, I. parte l. 4.
tit. 78.

per

per avaritiam concupivit, nec illis quos per superbiam sprexit. Enfin la translation du Pape Formose qui passa de l'Evêché de Porto à celui de Rome, eut des suites tellement funestes, qu'un exemple si tragique auroit dû arrêter le cours des translations. Ce n'est pas qu'absolument les translations soient défendues, puis qu'outre l'exemple de plusieurs saints qui ont changé d'Evêché, il y a de certains cas où un Evêque même très-attaché à son Eglise, peut la quitter. En effet, selon la remarque du Pape Pelage II. dans une lettre dont Baronius * nous a donné un fragment, quand les Canons défendent aux Evêques de passer d'une ville à une autre, cela ne s'entend pas de ceux qui y sont forcez, ou que l'on a chassés, ou qui le sont par l'autorité de leurs supérieurs; mais de ceux qui étant enflammés d'avarice & d'ambition, songent plutôt en changeant à contenter ces passions qu'à servir l'Eglise. Ainsi les premiers ne changent pas, mais ils sont changez, parce que ce n'est pas par leur recherche ny de leur bon gré qu'ils laissent leurs Eglises. Personne de sain jugement ne peut accuser S. Pierre Prince des

* Quod enim in canonibus legitur, non debere Episcopum de civitate in civitatem transire vel transferri, non de his dicitur qui aut vi expulsi, aut necessitate coacti,

autoritate majorum hoc agunt, sed de his qui avaritiæ ardore inflammati, sponte suâ prosiliunt, & potius ambitioni, quam utilitati Ecclesiæ servire, & ut dominationem agant insistere cupiunt, &c. Aliud enim est mutare, aliud mutari, *Baronius tom. 6. ad an. 590. & Anton. Augustin. loco sup. citato.*

dés Apôtres d'avoir passé du siege d'Antioche à celui de Rome, & pour cela estre déchu du mérite de l'Apostolat. On ne peut non plus blâmer tous les saints Evêques qui ont changé de Diocese, comme ont fait Alexandre de Jerusalem, Gregoire de Nazianze & Proclus de Cytique. Enfin ces translations sont licites, dit le Pape Pelage, lors que la necessité ou l'utilité publique le requierent. Surquoy Monseigneur l'Evêque de Vence fait cette judicieuse réflexion :

„ si les Prelats qui dans nôtre siecle chan-
 „ gent si volontiers d'Evêché pour avoir
 „ plus de revenu, ou estre placez en de
 „ grandes villes & plus commodés, son-
 „ geoient à observer ces regles, ils modere-
 „ roient sans doute l'ardeur qui leur fait sol-
 „ liciter ces changemens. Mais ils seroient
 „ bien moins capables de faire tant de lâche-
 „ rez, & de trahir l'honneur de leur ca-
 „ ractere, & quelquefois même la verité
 „ qu'ils connoissent & qu'ils doivent défen-
 „ dre au peril de leur vie. Le Siege Episco-
 „ pal est un poste, où l'Eglise qui se nomme
 „ terrible comme une armée rangée en ba-
 „ taille, a placé chaque Evêque, & elle
 „ seule l'en doit retirer pour la gloire de son
 „ Epoux, & le bien des ames de ses enfans.
 „ Il y a toujourns assez de revenu pour celui
 „ qui songe qu'il n'est pas le maître des biens
 „ Ecclesiastiques, mais le dispensateur seu-
 „ lement. Les ames des Païsans sont rache-
 „ tées

*Hist. Ec-
 clesiasti-
 que sur
 l'année
 590.*

„tées du même prix que celles des Rois.
 „ Dans les petits lieux il se trouve plus de so-
 „ litude, plus d'innocence, moins d'em-
 „ barras, moins d'affaires, moins de que-
 „ relles, & plus de temps pour l'étude &
 „ pour l'oraison, qui doivent estre les deux
 „ occupations de l'Evêque, après celles de
 „ sa charge. L'expérience même devroit
 „ servir de leçon en cette rencontre. Car
 „ on n'a point encore veu d'Evêque qui ne
 „ se soit repenti d'avoir changé, & n'ait
 „ trouvé l'inquietude, les dégoûts, les con-
 „ tradictions & les mauvaises affaires dans
 „ le Diocèse qu'il avoit désiré, ou par l'es-
 „ prit d'avarice ou d'ambition, ou par le-
 „ gereté.

* Res est
 facilis
 transla-
 tio Epif-
 coporum
 de una
 Ecclesia
 ad aliam.
 Transla-
 tio enim
 Episco-

Le Cardinal Bellarmin * se sentit autre-
 fois obligé de se plaindre des translations, &
 d'en

porum, secundum canones atque usum veteris Ecclesiæ non
 debet fieri, nisi ob Ecclesiæ necessitatem, vel majorem uti-
 litatem. Neque enim institutæ sunt Ecclesiæ propter Epif-
 copos, sed Episcopi propter Ecclesias. Nunc autem quotidie
 translationes fieri videmus eâ solum de causa ut Episcopi vel
 honore, vel opibus augeantur. Præterea notum est ex cap. In-
 ter corporal. de translatione Episcoporum vinculum matri-
 monii spiritualis esse aliquomodo, majusque vinculo ma-
 trimonii corporalis, & ideo non posse solvi nisi à Deo, sive
 à Vicario Dei declarante voluntatem Domini sui. Quis au-
 tem credat velle Deum ut ob solum temporale lucrum, vel
 honorem, vinculum sancti hujus conjugii dissolvatur, præ-
 fertim cum id sine detrimento animarum fieri nequeat, ut
 experimentum ipsum docet. Neque enim Episcopi Eccle-
 sias diligunt, quas brevi se deserturos sperant, ut ad alias
 commodiores transeant. *Vita Bellarmini lib. 3. p. 257. edi-
 tionis Antverpiensis anni 1631.*

d'en remarquer les abus, dans l'écrit des avis importans qu'il donna à Clement VIII. l'on ne void pas que l'on les ait suivis exactement en Italie, où ces changemens d'Evêchez sont pour le moins aussi ordinaires qu'en France. Je n'ose pas les condamner tous, mais je puis bien dire après un grand Prelat *, qu'il faut que ce changement soit pur & si éloigné d'avarice, de paresse, de vanité, & d'impatience, que le soupçon de ces mauvais motifs, qui sont les plus ordinaires en ces derniers temps, ne s'y rencontre pas seulement. Aussi lors que les translations ont esté tolerées en certaines occasions assez rares qui regardoient le bien de l'Eglise, l'on apportoit bien des precautions, & l'on n'envisageoit, comme l'on fait aujourd'huy, l'intérest particulier de ceux qui sortoient d'un Evêché pour entrer dans un autre, mais on regardoit l'utilité publique, & l'on ne faisoit pas des translations pour des personnes que l'on croyoit les desirer, mais auxquelles on les engageoit comme par force, & en vertu de l'obeissance qu'ils devoient à l'Eglise. Après tout, l'Evêché ou le Benefice dans lequel on entroit, estoit necessairement vacant, & l'on ne connoissoit point encore le nom de permutation, par laquelle l'on quitte & l'on reçoit des Benefices qui ne sont point vacans. Aussi Duarenus, qui estoit tres-éclairé dans les

* Monseigneur l'Evêque de Vence sur l'année 347.

matieres Ecclesiastiques , remarque fort exactement , que l'on ne void aucune trace de ces permutations dans toute l'Antiquité , laquelle , dit-il , n'auroit pas reçu ce trafic , que l'on couvre aujourd'huy , comme plusieurs autres pratiques semblables, du voile

*a De sa-
cris Eccle-
sia mini-
steriis &
beneficiis*
l. 5. c. 3. de l'utilité. *a Nec prisca severitas hoc com-
merciis genus recipiebat , quod hodie utilitatis
velamento , ut pleraque alia adumbrari solet.*
Le Cardinal Bellarmin , qui estoit tres-in-

struit du sentiment de l'Antiquité sur cet article , estant pressé par ses domestiques & par ses parens , de changer son Archevêché , contre l'Evêché du lieu de sa naissance , répondit assez agreablement au Seigneur Pietro Quiddoto son Intendant , qui tâchoit de luy persuader de faire cette permutation :

*b Roberti b Petre , caro & sanguis revelavit tibi. Hac
Cardina- argumenta suggerunt affines mei ; sed nihil
lis Bel- fiet. Nam Ecclesias per mercaturam distrahe-
larmini re , non est vita quâ itur ad cælum.*
vita l. 6. c. 5. Le Con-

cile de Bourges tenu en 1557. traite les permutations des Cures d'une maniere qui paroît bien rude aujourd'huy , & les regarde comme un marché & comme un trafic. *Sacerdos in illa Ecclesia permaneat , sub cujus titulo promotus fuit , nec cautionariam beneficiorum permutationem exerceat.* Mais non seulement les permutations n'ont point esté reçues anciennement dans l'Eglise , elles ont même esté traitées peu favorablement dans les derniers siècles. Le Concile des
neuf

SUR LES PENSIONS. 51

neuf Cardinaux les condamne comme abusives, principalement lorsqu'elles sont accompagnées de traitez comme Pensions, &c. Item *abusum in permutationibus beneficiorum, quæ fiunt cum pactationibus, quæ simoniacæ omnes sunt, nulloque respectu habito, nisi lucri.*

Que si c'est un grand abus de permettre indifferemment toutes sortes de permutations de Benefices, c'en est encore un plus grand d'exiger une Pension en permutant des Benefices. Ce desordre estoit reservé pour nôtre siècle, qui est la lie des autres. En effet on trouve bien dans le dernier siècle, qui estoit assez corrompu, des Auteurs qui n'ont pas condamné toutes sortes de Pensions; qui n'estoient gueres en usage auparavant, comme des Pensions pour droits litigieux, mais il n'y a pas d'Auteurs celebres qui ayent admis les Pensions pour permutation. Les deux volumes des libertez de l'Eglise Gallicane comprennent beaucoup de traitez où l'on fait mention des Pensions, mais l'on n'y void pas un mot qui regarde celles des permutations. Enfin le 50. article des mêmes libertez, qui regle l'usage des pensions, & qui en marque les differentes especes, n'auroit pas ômis celles des permutations, si dans l'année 1594. que les articles furent compilez par M. Pithou, elles avoient esté tolerées en France. Mais je ne pretens pas seulement montrer que

cette espèce , pour cause de permutation n'est point établie en France par aucune loy , je desire encore faire voir qu'elle combat les regles de l'Eglise , l'équité naturelle & la bonne foy.

Le Concile de Chalcedoine tenu en 451. dans le Canon 10. ordonne que dans les translations on ne retranche point le revenu du lieu que l'on abandonne. *Si verò jam quis translatus ex aliâ in aliam Ecclesiam, prioris Ecclesie, vel martyriorum quæ sub ea sunt, aut prochochiorum, aut Xenodochiorum rebus in nullo communicet.* Il faut dire la même chose pour les permutations. Car comme dans les permutations il n'est pas juste que l'on pille une Eglise d'où l'on sort, que l'on recueille dans un champ où l'on ne sème plus, & que l'on diminue un revenu lequel après la subsistance des Ministres de l'Eglise qui travaillent, est destiné pour l'entretien des pauvres, pour les réparations, pour l'hospitalité, & pour mille saints usages: de même ce seroit ajouter une nouvelle injustice aux permutations que de les accompagner de Pensions, en retranchant les fruits d'un Benefice que l'on abandonne & où l'on ne travaille plus. C'est assez de le quitter, sans augmenter les perils d'une sortie qui devoit causer beaucoup de peine, si on l'examinait soigneusement devant Dieu. Mais pour marquer que ceux qui retiennent des Pensions sur les Benefices

ces qu'ils permittent , violent non seulement les regles de l'Eglise , mais aussi l'équité naturelle , il suffit de représenter un exemple de permutation. Supposons donc un Curé qui échange , ou , pour parler plus doucement , qui permute sa Cure contre une autre Cure : ou bien celle qu'il abandonne est suffisante pour entretenir un Ecclesiastique , ou bien elle ne l'est pas : si elle n'est pas suffisante , c'est une injustice & une dureté extrême d'en diminuer encore le revenu par une Pension : si elle est suffisante , le Curé ne doit pas l'abandonner ; mais s'il desire entrer dans une autre , qu'il se contente du revenu qu'il y peut recevoir , sans retrancher les fruits d'un Benefice , lesquels après l'entretien d'un Curé doivent estre employez pour les pauvres de la Paroisse , ou pour d'autres necessitez de l'Eglise : en un mot , s'il aime son repos , ou s'il trouve plus de satisfaction dans le lieu qu'il recherche , ou bien s'il a d'autres motifs bas & purement humains , comme ceux-là , il doit acheter sa commodité à ses dépens , & non aux dépens de l'Eglise qu'il abandonne. Car si le repos , si l'avarice , si l'ambition l'appelle d'un autre côté , & si sans consulter les regles de l'Evangile , l'ordre de l'Eglise & les sentimens de son Evêque , il veut satisfaire les mouvemens d'une passion ambitieuse & intéressée , il n'est pas juste que sa lâcheté soit recompensée , & qu'une Cure

qu'il abandonne sans nécessité & sans la permission de son Prelat, luy fournisse les moyens d'entretenir ou sa faincantise, ou sa vanité.

Mais l'on dira peutêtre que l'on quitte un Benefice qui est considerable, que l'on en permute un grand contre un petit, un fort contre un foible, un gras contre un maigre, un gros contre un menu; on permet de semblables discours dans le commerce, dans le trafic, & dans la marchandise, où l'on peut harder, troquer, changer, & faire des évaluations & des compensations; mais c'est une étrange prophanation que de vouloir en user de la sorte dans les Benefices, & que de pretendre en disposer comme d'une chose purement temporelle, telle que seroit une marchandise ou un arpent de terre qui nous appartiendrait. Cependant je ne puis dissimuler que plusieurs Ecclesiastiques sur un principe si ruineux prennent dans les signatures de Cour de Rome l'inégalité du revenu pour pretexte des Pensions causées par permutation; *quia fructus unus sunt uberiores fructibus alterius*. Mais peut-on dire avec justice & avec raison qu'un Beneficier qui permute un Benefice, puisse traiter ainsi des choses spirituelles, & que par une precision d'esprit il separe le revenu temporel dont il veut disposer comme de ses biens patrimoniaux, ou comme d'une acquisition qu'il auroit faite, qu'il échangerait contre quel-

quelque autre revenu ? Car , pour m'ar-
 rêter seulement à ce prétendu pouvoir qu'il
 s'attribuë dans la disposition & dans l'é-
 change des revenus d'un Benefice , il n'y a
 point d'illusion plus grande que de se per-
 suader qu'un Beneficier est le maître absolu
 de son Benefice , il en est seulement l'œco-
 nome , le dispensateur , le procureur , selon
 les loix & les maximes de l'Eglise , & non
 pas le propriétaire pour en disposer selon sa
 fantaisie , comme nous l'enseigne S. Augu-
 stin dans l'Epître 50. à Bonifac. *Si autem pri-
 vatim quæ nobis sufficient possidemus , non
 sunt nostra , sed pauperum , quorum procuratio-
 nem quodammodo gerimus , non proprietatem
 nobis usurpatione damnabili vindicamus.*

Comme donc un œconome en quittant le
 service de son maître , doit être content des
 gages qu'il a reçus ; de même un Beneficier
 ayant esté entretenu des fruits d'un Benefice
 lors qu'il en jouïssoit , ne doit rien exiger
 pour sa sortie , principalement lors qu'il
 quitte volontairement le Benefice ; autre-
 ment , selon la remarque d'un sçavant Theo-
 logien * de ce temps , s'il prétend une Pen-
 sion comme une recompense & comme le
 prix du Benefice qu'il possédoit & qu'il aban-
 donne , il commet une simonie , ou pour le
 moins il s'en rend suspect. Ainsi l'inégalité
 des revenus d'un Benefice que l'on permute ,
 n'est point un fondement suffisant pour éta-
 blir une Pension , puisque celui qui aban-

* Theo-
 philus
 Raynan-
 dus de
 benef. l. I.
 si §. 2. c.
 I. §. 12.

donne un Benefice n'en est pas le maître , & que d'ailleurs ce n'est pas une cause suffisante & legitime d'avoir esté titulaire & possesseur d'un Benefice.

Aussi ceux qui demandent des Pensions pour cause de permutation, ne se contentent pas du pretexte seul de l'inégalité du revenu ; *quia fructus unius sunt uberiores fructibus alterius*, il ne leur paroît pas suffisant, & je ne croy pas que sur ce simple exposé on leur accordast des Pensions à Rome. Ils joignent donc à un pretexte si foible un autre pretexte qui n'est, ni plus specieux, ni plus honorable. Ils representent que sans une Pension ils seroient trop blesez dans leur permutation ; *ne nimium dispendium pateretur ex sua permutatione*. Mais quel pourroit estre ce prejudice que reçoit un compermutant ? Il cherche son repos & sa commodité, il trouve l'un & l'autre dans sa permutation qui est tout-à-fait volontaire. Un Curé s'ennuye de travailler, ou bien, si vous voulez, il ne se plaist pas au village ; le séjour de la ville est plus commode, & la vie d'un Chanoine luy paroist extrêmement douce : il regarde les Curez comme des gens qui vivent de la sueur de leurs bras, & les Chanoines, comme ceux qui sans travailler vivent de leurs rentes ; ainsi il change son Estolle contre une Homusse : mais s'il veut retenir une Pension *subventionis causa*, & *ne nimium patiatur dispendium*, parce que
son

son revenu est un peu diminué par une permutation qu'il a faite avec une entière liberté, il demande cette Pension comme un pauvre feroit l'aumône, *subventionis causa*, & comme feroit un soldat estropié qui demanderoit une Pension de cent francs, & une charge de portier & de frere oblat dans une Abbaye. Cependant ce Beneficier si interessé peut encore vivre tres-grassement & tres-honnêtement & avec le revenu de son patrimoine, & avec le revenu du Benefice qu'il reçoit par permutation. Où est donc cette perte qu'il oblige de demander l'aumône au Pape, *subventionis causa*, & *ne nimium despendium patiatur*? Certes il faut croire que ceux qui parlent de la sorte n'agissent pas de bonne foy, & que leurs paroles ne sont pas sinceres. Et c'est ce qui paroist davantage lors que l'on examine la conduite qu'ils tiennent après qu'ils ont obtenu leurs Pensions. Car n'en void-on pas qui les vendent, ou qui en souffrent aussi-tôt le rachat? S'ils peuvent si facilement se priver des Pensions qui leur sont ordonnées, elles ne leur étoient donc pas necessaires, & on ne leur eût fait aucun prejudice si on les eût refusées. Je ne dis rien davantage icy de ces Pensions redimées, & il me suffit d'en gemir devant Dieu, & de vous témoigner simplement que si la redemption des captifs est un ouvrage autant agreable à Dieu, qu'il édifie l'Eglise, la redemption des

Pensions est un trafic aussi honteux & aussi injuste, qu'il est devenu commun, & qu'il semble estre legitime à cause que l'on le souffre publiquement: *a consensere jura peccatis, & capit esse licitum quod publicum est.*

a S. Cy-
prius
Epist. I.
ad Do-
natum.

Mais pour rentrer dans le sujet de cette perte prétendue qui arrive dans les permutations des Benefices, & qui doit estre récompensée par la creation d'une Pension, quel droit ont sur les fruits d'un Benefice ceux qui l'ont

b Vota fi-
delium,
patrimo-
nia pau-
perum,
pretia
peccato-
rum.

abandonné sans contrainte, ou plustost qui ont fait violence & une playe à la discipline pour en sortir? Est-ce que l'Eglise perdra si l'un des compermutans ne reçoit une Pension? Mais au contraire on en pille le revenu, qui est *b l'oblation des fidelles, le patri-*

Apud
auctorem
libri de
vita con-
templ. a-
pud Conc.

moine des pauvres, & la rançon des pechez, & on se l'approprie par une usurpation sacrilege. Puis donc que toutes ces permutations sont ordinairement fondées sur l'a-

Aquisg.
& in lib.
I. Capit.
Caroli
& Ludo-
vici Pii,
& alibi

puisqu'elles sont faites contre les regles & l'utilité de l'Eglise, il faut dire que les Pen- sions qui les accompagnent sont vicieuses, injustes, & insoutenables; quoique d'ail-

passim.
c Benedic-
ti in cap.

leurs pour les couvrir & pour les pallier l'on ait obtenu par surprise une dispense en Cour de Rome. *c Causa autem imponendi pensio-*

Raynu-
tius de fi-
dei com-
missaria

nem semper injusta censetur, si non concernat utilitatem Ecclesie cui pensio imponitur. Sine ergo causâ legitimâ utilitatem Ecclesie pensio-

substitutione, parte 2.

naria

varia concernente, non valet etiam à Papâ imposita pensio.

Mais ce pretexte d'une perte qui est purement imaginaire , ajoute à l'injustice la fausseté & le mensonge. Car l'on impose hardiment au Pape que l'on ne peut pas vivre sans cette Pension que l'on luy demande *subventionis causâ*, & *ne nimium patiaturs dispendium* &c. Ainsi la supplique qui est faite à sa Sainteté estant faulse , la Pension qu'on obtient en consequence , est tout-à-fait abusive. Mais pour faire voir fortement & clairement la fausseté de l'énoncé employé dans la demande faite au Pape , il n'y a qu'à remarquer que ces Messieurs qui demandent des Pensions *subventionis causâ*, & *ne nimium patianturs dispendium* , peuvent vivre fort honnestement , ou du seul revenu de leur patrimoine , ou des fruits du Benefice qu'ils reçoivent en échange : on n'a qu'à considerer qu'ils menent une vie molle , delicieuse , commode , & qu'ils ne voudroient pas estre estimez dans le monde pour des personnes pauvres & miserables. Il n'y a donc point en eux d'autre pauvreté veritable que celle de leur ame , laquelle estant insatiable tombe dans cette malheureuse disette des riches avarés , lesquels sont d'autant plus indigens , qu'ils possèdent plus de richesses. *a Plus egent , quanto plus habent, desiderijs vastantur , cupiditatibus dissipantur , timoribus cruciantur , tristitiâ contabescunt.*

a S. Augustinus
in Psal.
29.

cunt. Or si le pretexte de la Pension est évidemment faux, on ne peut la recevoir avec seureté de conscience. Car toutes les dispenses & toutes les graces que le Pape accorde supposent toujours la verité des demandes qu'on luy fait, & cette clause est sous-entendue; *si preces veritate nitantur*, si la supplique est conforme à la verité. C'est pourquoy il est inutile d'excuser ces sortes de Pensions par des rescrits de Rome, que l'on obtient facilement pour de l'argent, & que l'on ne refuse à personne; ces signatures expédiées & obtenues ainsi sans une cause juste & veritable, ne sont que des bandages qui couvrent un ulcere, & qui ne le guerissent pas, qui appaisent quelque fois le remords de la conscience, & qui n'en ôtent pas le poison, selon le sentiment & l'expression de S. Bernard. * *Remorsas ac remordentes conscientias Apostolicâ conati estis delinire licentiâ. O frivolum satis remedium, quod non est aliud nisi more protoplastorum cauteriatis conscientiiis texere perizomata, non ad medicamentum, sed ad velamentum!* Ceux qui ont obtenu de semblables Pensions sur des expositions qui n'étoient pas veritables, doivent beaucoup trembler & réparer au plûtost les fautes qu'ils ont commises, en joignant dans leurs miserables permutations le déguisement & le mensonge à une sortie d'un Benefice, & à l'entrée dans un autre, qui sont beaucoup suspectes. * *Erraverunt ab utero,*

* *Epist.*
7. *ad Adam Monachum.*

Psal. 51.

locu-

locuti sunt falsa. Mais il y a peu de personnes qui reviennent d'un si étrange égarement : l'on demeure dans une fausse paix ; & parce que l'on n'est point troublé dans la jouissance d'une Pension, l'on se persuade souvent qu'elle est legitime. Il y a des pratiques abusives que les Loix civiles ne condamnent pas ouvertement, parce que le fore exterieur ne juge point de la disposition interieure, qui rend ces mêmes pratiques criminelles aux yeux de Dieu, & il n'envisage pas même certaines circonstances exterieures qui les rendent odieuses aux personnes interessées. Cependant l'on peut dire, & de ces pratiques vicieuses contre lesquelles on ne s'eleve point, & des permutations miserables, & des Pensions injustes qui les accompagnent, quelque impunité qu'elles aient acquises, ce que l'on void dans un ouvrage attribué à S.

Augustin * : *Valent in foro soli, sed non in foro poli* : c'est-à dire qu'on les souffre dans la terre, mais qu'on les condamne dans le Ciel.

* Ser. I.
de vita
Clerico-
rum inter
opera S.
Augusti-
ni, refer-
turque
causa 18.
q. 17.
can. Qui-
cunque.

Après avoir renversé les fondemens des Pensions injustes qui prennent naissance des permutations, je me sens obligé de répondre à une objection que l'on peut faire, laquelle est tres-specieuse. On peut dire qu'il y a quelque-fois des occasions importantes de détacher un miserable de son Benefice, d'où l'on ne peut le faire sortir que par permutation ; & pour me renfermer dans

un cas qui ne soit point si odieux , il ne faut pas qu'un enfant illegitime succede au Benefice de son pere , & qu'il y demeure. Le Concile de Trente souffre la permutation dans cette rencontre , pour épargner la confusion du fils , & pour éloigner les marques del'incontinence du pere. On suppose donc un vertueux Ecclesiastique que l'on oblige de quitter un Benefice d'un revenu considerable , pour entrer dans un autre d'un revenu modique , qui étoit occupé par un homme qui n'est pas né dans un legitime mariage. Il semble qu'une Pension pourroit estre accordée à ce sage Ecclesiastique qui sacrifie si genereusement ses interêts , son repos & sa commodité pour l'honneur de l'Eglise. Je n'ose pas , Monsieur , disputer la justice d'une Pension dans un cas si favorable , & qui est revêtu de circonstances si avantageuses. Mais quelque legitime que paroisse cette Pension , l'Eglise peut s'en dispenser par plusieurs moyens , & soutenir d'ailleurs cet Ecclesiastique qu'elle oblige de permuter. Car supposé qu'il n'ait rien de son patrimoine , & qu'absolument le Benefice qu'il reçoit ne soit pas capable de l'entretenir , l'Evêque ou le Superieur qui l'a engagé dans la permutation , doit par honnêteté luy fournir quelque chose de son revenu , ou bien unir au Benefice qu'il luy a procure , quelque autre Petit Benefice , si le premier n'est pas
suffi-

suffisant ; & si l'union en est possible. Il faut enfin tenter quelque autre voye juste & canonique , plutost que d'établir une Pension pour cause de permutation. En effet , outre que les permutations sont assez odieuses , il ne faut pas sans une indispensable nécessité , faire une nouvelle playe à la discipline , ny donner scandale aux foibles , en creant une Pension, quoique legitime , dont l'exemple aura des suites tres-pernicieuses. D'abord les Pensions ont esté établies pour des sujets tres justes ; mais au lieu de regler sur les premieres celles qui ont esté depuis admises , on s'est contenté d'un pretexte vague , & l'on n'a pas eu d'égard aux circonstances particulieres. *Omnia mala exempla ex bonis initiis orta sunt.* Ainsi l'on a étrangement abusé d'un exemple de Pension en cause de permutation ; lequel neanmoins n'a aucun rapport à celles que l'on souffre aujourd'huy. Je le proposeray pour vous marquer combien il est important des'opposer à l'établissement de certaines pratiques honteuses qui prennent naissance de sujets qui paroissent favorables. Clement III. a est consulté sur une permutation entre deux Eglises conventuelles qui avoient chacune une annexe , dont la situation estoit fort incommode ; car chaque annexe estoit éloignée de l'Eglise dont elle dépendoit , & voisine de celle dont elle ne dépendoit pas. Ce Pape consent à une permutation des annexes ,

a Cap. ad
questio-
nes, extr.
de rerum
permuta-
tione.

nexes, en veüe de la commodité qui en arriveroit aux deux Eglises conventuelles, & pour compenser l'inégalité de leur revenu, il ordonne une certaine somme d'argent qui sera payée par une des deux Eglises. Qui ne voit que ce cas tout différent des Pensions quel'on établit aujourd'huy dans les permutations. Car. 10. on ne peut pas donner de l'argent à un compermutant, comme il semble que le Pape suppose quel'on en peut donner pour le cas allegué, en ne specifying pas si cét argent doit estre une Pension annuelle, ou bien une somme payable en une seule fois, *refus à certa pecunia quantitate, poterit contractus permutationis iniuri.* 20. Ce contrat n'estoit point entre deux compermutans, qui ne sont que de simples oëconomes d'un Benefice, qui n'en possèdent le revenu que pendant leur vie; mais il estoit question d'une alienation perpetuelle, non point entre deux personnes particulieres, mais entre deux Eglises conventuelles. Ainsi le motif du Pape & le sujet qu'on luy proposoit, sont bien éloignez des Pensions que l'on souffre aujourd'huy dans les permutations. Cependant c'est une chose étrange qu'un exemple disproportionné serve de pretexte pour appuyer & pour colorer des Pensions injustes. Il faut avouer qu'il y a des gens qui prennent plaisir à s'aveugler; mais principalement l'on se trompe d'une terrible maniere dans les Pensions de permutation.

SUR LES PENSIONS. 65

ration, où l'on ne pèse pas les Benefices & les interets de l'Eglise au poids du Sanctuaire, mais dans la balance si infidelle & si corrompue de la cupidité des hommes : *a Men- a Psa. 71.*
daces filii hominum in stateris, ut decipiant ipsi
de vanitate in idipsum.

PENSIONS POUR LE

bien de la Paix.

IL ne faut pas, selon S. Paul, que le serviteur de Dieu s'amuse à contester, *servum Domini non oportet litigare.* Il vaut mieux qu'il perde quelque chose plutôt que de s'engager dans le procès. *b* Ce n'est pas qu'il ne puisse avec justice demander ce qui luy appartient, pourveu qu'il regarde plus la correction de celuy qui retient son bien, que ses propres interets. Mais comme le refroidissement de la charité, & la perte du temps sont presque inseparables de ces contestations, il est toujours plus avantageux, selon S. Augustin, de gagner en perdant, & de conserver la tranquillité de l'ame, en achetant le repos, qui est un thresor inestimable. Le même Docteur expliquant ces paroles de l'Apôtre, *c Redimentes tempus, quoniam dies mali sunt: Rachetant le temps, parceque les jours sont mauvais,* remar-

2 Tim. 2.

b Nam si modestè & leniter omnimodò egerit, ut sibi restituatur, non tam intendens fructum pecuniæ, quàm ut hominem corrigat, cui sine dubio perniciosum

est habere unde reddat, & non reddere, non solum non pecabit, &c. *S. Aug. sermone Domini in montel. 2. c. 8.*

c Eph. 5.

remarque excellemment que l'on ne peut rien acheter, sans donner quelque chose en échange, que l'on abandonne & que l'on perde; ainsi que pour bien ménager son temps & l'employer au service de Dieu, il vaut mieux souffrir quelque perte, & sacrifier un peu de bien. *a Redimere tempus, hoc est, quando aliquis tibi insert litem, perde aliquid ut Deo vaces, non litibus perde. Ergo ex eo quod perdis, pretium est temporis, quando aliquid amittis ut aliquid habeas, tunc emis, quod habes emptum est; quod amittis, pretium est. Quomodo ergo perdis nummos ut tibi emas aliquid, sic perde nummos ut emas tibi quietem; ecce hoc est tempus redimere.* Mais si le temps est si précieux, & si la charité est si considérable, que ne doit-on pas faire pour étouffer les procès qui en causent la perte? Ainsi une Pension *pro bono pacis* semble beaucoup favorable, puis qu'il est avantageux à l'Eglise que ses Ministres ne plaident point. Car outre l'alteration de la charité & la perte du temps, que j'ay déjà remarquées, l'Eglise ne reçoit presque aucun service de la part des plaideurs: une Cure, par exemple, pendant un litige est privée de son Pasteur & exposée à de grands maux, auxquels on ne peut apporter le remède que par la fin d'une contestation à laquelle la proposition d'une Pension fait souvent l'ouverture. Mais ce prétexte si specieux d'une Pension, couvre souvent un plus grand mal que

que celui qu'on a prétendu éviter. L'on void bien dans les saints Canons des défenses aux Ecclesiastiques de plaider pour attraper des Benefices ; mais l'on n'y void point des récompenses de leur chicanerie & de leur cupidité, & l'on n'y remarque pas qu'ils favorisent les Pensions pour le bien de la paix, & pour terminer les droits litigieux ; de sorte que la Pension établie selon le stile ; *pro bono pacis, & ad sedandas lites super possessorio beneficii exortas*, n'est accordée que pour éviter un plus grand mal. L'Eglise, qui desire la paix, s'en sert, ou plutôt la souffre, pour se delivrer d'une indeue vexation, & à cause de la durété du cœur de celui qui la reçoit, *ad duritiem cordis* ; & par consequent cette espece de Pension qui porte le nom si auguste & si honorable de la paix, n'est pas une marque d'une veritable paix : souvent les Eglises particulieres gémissent accablées & ruinées par de telles Pensions, & elles peuvent dire avec justice ; *Ecce in pace amaritudo mea amarissima*. Aussi l'instruction donnée aux Ambassadeurs de Charles IX. porte expressément l'abolition des Pensions que l'on avoit accoutumé de créer pour des droits litigieux : *Que d'ores en avant ne se puisse tenir Pensions sur les Benefices que l'on resignera, ne pareillement constituer sur Benefices pour droit prétendu.*

Isaïa 38.

Memoires pour le Concile, p. 178.
& 174.

Mais pour faire voir la justice de la demande que le Roy faisoit au Concile pour l'a-

l'abolition des Pensions fondées sur un droit prétendu, admises pour le bien de la paix, & pour étouffer des procès, il suffiroit de considérer une grande vérité, sur laquelle peu de personnes font reflexion; sçavoir que ceux-là sont indignes d'une Pension, lesquels ayans du bien d'ailleurs, n'estant point appelez à un Benefice par leur Supérieur, ou par une autre voye Canonique, & ne recherchant point les voyes d'arbitrage & d'accommodement, demandent avec empressement un Benefice, & le poursuivent avec chaleur. En effet ceux-là sont indignes de recevoir une Pension sur un Benefice litigieux, & pour un droit prétendu, qui ne peuvent pas en conscience entrer dans ce même Benefice, demeurant dans les conditions que nous avons marquées. Or il est certain que ceux qui sont accommodez, qui ne sont point engagez ou par l'ordre de leur Evêque, ou par le choix desintéressé de celui qui possédoit le Benefice, ou de l'avis de gens sages & vertueux, qui rejettent les propositions d'accommodement & d'arbitrage; & qui dans ces misérables dispositions plaident pour avoir des Benefices; que ceux-là, dis-je, ne peuvent y entrer en conscience, & par conséquent sont indignes de recevoir une Pension. Je sçay bien que ce raisonnement paroît foible aux yeux des hommes charnels & intéressez, mais il est invincible si on le considère selon les principes de la Morale Chrétienne.

SUR LES PENSIONS. 69

tienne. Et certes s'il n'est pas permis à un Ecclesiastique de demander un Benefice, comment sera-t-il permis de plaider pour l'avoir, dans la supposition que nous avons faite ? Et s'il est défendu de plaider pour l'obtenir, avec quel front peut-on tirer profit d'une chicanerie & exiger une Pension ? Le Concile de Nantes c. 16. ne défend pas moins de rechercher des Benefices, que de faire des pressens pour les avoir : *Ut si quilibet Presbyterorum defunctus fuerit, vicinus Presbyter ad saccularem seniore nullam precationem vel aliquo xenio Ecclesiam illam obtineat.* S. Charles, dans le premier Concile de Milan, condamne celuy qui demande, ou qui fait demander pour soy un Benefice, & declare qu'il en est tellement indigne, qu'il n'en peut pas recevoir un autre pendant deux ans : *Qui beneficium Ecclesiasticum vacans, multis & ambitiosis precibus per se vel per alios petierit, eo facto ita reddatur indignus, ut per biennium in eum, neque illud, neque aliud beneficium conferri possit.* S. Augustin * declare qu'il est * *Lib. 19. de civitate Dei. c. 19.*
 honteux de demander un employ Ecclesiastique, quoique l'on puisse s'en acquitter : *Et si ita teneatur administrare ut decet, tamen indecenter appetitur.* S. Gregoire dans le premier Livre de son Pastoral, établit comme une maxime certaine qu'il faut refuser les Benefices & la charge des Ames à ceux qui les demandent, & il suppose que leur poursuite est un effet & une marque de leur indi-

indignité. Et dans l'Épître 110. au Livre 7. il enseigne que comme il faut engager au ministère des saints Autels ceux qui par un sentiment d'une véritable humilité s'en éloignent; de même il en faut rejeter ceux qui les recherchent avec ambition & avec importunité: *a Sicut is qui invitatus renuit,*

tur causa quasitus rejugit, sacris est altaribus admo-
ndus; sic qui ultrò ambit, vel importunè se in-
gerit, procul dubio est repellendus. S. Ber-

nard assure que celui pour lequel on demande un Benefice doit estre suspect; & que celui qui le demande lui même, porte avec lui sa condamnation. *b Alius pro alio, alius fortè & pro se rogat; pro quo rogatis, sit suspectus; qui ipse rogat pro se, jam judicatus est: nec interest per se an per alium quis roget.* Enfin il est facile en rassemblant tous les motifs qui peuvent engager un homme à la poursuite d'un Benefice, d'en faire voir l'abus par un raisonnement aussi clair qu'il est invincible. Car cette recherche *c* est une marque, ou de l'ambition si on desire l'honneur,

c S. Thomas 2. 2.

q. 100.

art. 5. Si

verò aliquis pro se rogat, ut obtineat curam animarum, ex ipsa præsumptione redditur indignus, & sic preces sunt pro indigno.

2. 2. q. 185. art. 1. Tertium autem est, quod consequenter se habet ad ista, scilicet reverentia, & honor, & sufficientia temporalium, secundum illud 1. ad Tim. 5. Qui bene præsunt presbyteri, duplici honore digni habeantur. Appetere ergo Episcopatum ratione hujusmodi circumstantium bonorum, manifestum est quod est illicitum, & pertinet ad cupiditatem vel ambitionem.

SUR LES PENSIONS. 71

neur, ou de l'avarice si l'on desire un établissement temporel, ou de la presumption, selon S. Thomas, si l'on s'imagine faire des merveilles dans un Benefice; *a Et hanc idoneitatem de se presumere, est maxima superbia.* S. Gregoire remarque excellemment ces abus: Ceux, dit-il, qui desirent les dignitez de l'Eglise, ne se proposent d'ordinaire dans l'esprit que de servir Dieu; & quoique ce soit un mouvement d'ambition qui les pousse; ils ne se representent néanmoins que les œuvres saintes & les grands biens qu'ils s'imaginent qu'ils y veulent faire: & ainsi cachant dans le fond de leur cœur cette intention secrette, & mauvaise, ils n'envisagent que ce faux desir du bien qui les trompe, & qui n'est que sur la surface de leur pensée.

Mais pour faire voir encore plus manifestement, que selon les regles de l'Eglise & les principes de la conscience l'on ne doit pas demander des Benefices, principalement où il y a charge d'ames, il faut reconnoître une verité incontestable, sçavoir que pour obtenir un Benefice d'une maniere qui soit seure & legitime, il faut y estre appelé de Dieu: *b Nemo sibi sumit honorem; sed qui vocatur à Deo, tanquam Aaron.* Jesus-Christ dit dans son Evangile, qu'il est la porte: *c Ego sum ostium; per me si quis introierit, salvabitur.* C'est à-dire, que comme ceux qui entrent par son mouvement & par sa

a S. Th. in cap. 3. ad Tim. lect. 1.

b Hebr. cap. 5.

c Joan. 10.

voca-

vocation dans les emplois Ecclesiastiques ,
 ont sujet d'esperer de sa misericorde le se-
 cours necessaire pour s'en acquitter digne-
 ment : qu'il faut aussi beaucoup douter du
 salut de ceux qui entrent par des voyes obli-
 ques , & qui , comme des larrons & des
 voleurs , n'entrent pas dans la bergerie par
 la porte , mais montent par un autre en-
 droit : *Qui non intrat per ostium in ovili o-*
vium , sed ascendit aliunde , ille fur est & la-
tro. La vocation est donc necessaire pour
 l'entrée des Benefices , & cette vocation pa-
 roît lors qu'un Ecclesiastique demeurant
 dans le desinteressement & dans une sainte
 indifference , est destiné & déterminé par
 son superieur , ou par le choix qu'un homme
 desinteressé fait de sa personne pour luy suc-
 ceder à prendre un employ qu'il n'a point
 recherché luy même , mais duquel au con-
 traire il se tient indigne aux yeux de Dieu , &
 qu'il n'accepte enfin que par les sentimens
 d'une pure obeïssance : * *Ex corde debet fu-*
gere , & invitus obedire. C'est ainsi qu'il
 faut entrer dans les Benefices : car sans la
 vocation de Dieu , quelque talent exte-
 rieur que l'on ait , on est en danger de se per-
 dre. En effet comme la santé des hommes
 dépend aucunement de leur naissance ; de
 sorte que si elle a esté vicieuse , la suite de
 leur vie est accompagnée de foiblesse , de
 maladie & de corruption : de même si
 l'entrée dans un Benefice est defectueuse , la
 con-

* S. Greg.
 Pastor.
 parte I.
 c. 6.

conduite d'un Ecclesiastique est ordinairement misérable. Jesus Christ est appelé le commencement & la fin, *a principium & a Apoc. finis*, pour nous marquer que pour finir heureusement avec Jesus-Christ il faut commencer avec Jesus-Christ, & qu'il ne doit estre la couronne & la récompense de nôtre conduite, qu'après qu'il en aura esté l'auteur & le principe. Quelle est donc la benediction que doivent attendre de Dieu ceux qui entrent dans sa maison sans son ordre, & quelle grace doivent esperer dans les charges & les emplois Ecclesiastiques ceux qui les usurpent ? Un Prince ne donne des gages & des récompenses qu'aux Officiers qu'il choisit luy même, & qu'il approuve. Que s'il est si rare & si difficile de réussir dans un estat & dans un lieu où l'on n'est pas dignement appelé, quel jugement doit on porter de ceux qui desirent & qui recherchent avec empressement des Benefices ? *b* Peut-on dire qu'ils soient appelez *b s. Cyprianus* comme il faut, puisqu'ils s'appellent eux mêmes ; & qu'au lieu d'avoir cet éloignement si nécessaire, ils poursuivent les Benefices avec une insatiable cupidité ? Au lieu d'être contraints à les prendre, *c coactus ad regimen veniat*, ils contraignent les autres à les leur donner, & au lieu de souffrir violence, *ut quidam vim fecit ut Episcopus*

D

ils pus fieret, sed ipse vim passus est ut Episcopatum coactus acciperet.

c Virtutibus pollens, coactus ad regimen veniat ; virtutibus vacans, nec coactus accedat. *B. Gregor. Pastor. part. I. c. 9.*

ils la font aux autres. On void dans le droit civil une constitution de l'Empereur Anthime qui vivoit au cinquième siècle, qui condamne les poursuites des Benefices. L'E-vêque, dit la loy, doit estre si éloigné de rechercher l'Episcopat, qu'il faut qu'il soit forcé, qu'il s'enfuye quand on le recherche, & que son seul refus sollicite pour luy. Certes il est indigne d'estre ordonné, s'il ne l'est par force. *a Tantum ab ambitu debet esse se-*

a L. Se-
quens, de
Episcopis.

positus, ut queratur cogendus, rogatus rece-
dat, invitatus effugiat, sola illi suffragetur ne-
cessitas excusandi. Profecto enim indignus

est sacerdotio, nisi fuerit ordinatus invitus. C'est aussi pour réprimer cet abus, que les Ambassadeurs de Charles IX. au Concile de Trente demanderent que les E-vêques, conformément à l'avis de Saint Gregoire, ne donnassent plus les Benefices à ceux qui les demandoient, mais à ceux qui s'estimeroient indignes de les posséder, quoiqu'ils eussent utilement

b Memoi-
res du
Concile,
PAG. 373.

fervi l'Eglise. b Præcipiatur Episcopis ut
beneficia, secundum Gregorii auctoritatem
non ambientibus, sed jugientibus, & de
Ecclesia benè meritis con'erant. Il seroit à

souhaitter que cette proposition faite au Concile par les Ambassadeurs de Charles neuvième fût aujourd'huy aussi fidellement suivie, qu'elle est judicieuse & equitable, & conforme à la pratique des Saints, entre lesquels, selon la pensée

de

de Bellarmin, c qui paroît peut-être hardie, l'on en trouve plusieurs dans tous les âges de l'Eglise, qui ont refusé l'Episcopat, ou qui ont esté contraints de l'accepter, mais l'on n'en rencontre aucun qui l'ait demandé, ou qui l'ait souhaité. Après cette considération si forte ce grand Cardinal conclûd que ceux-la s'éloignent étrangement du chemin de la verité & du salut, & qu'ils en éloignent même les autres, qui n'ayant rien en eux de recommandable, & rien qui approche de la vertu & des lumieres de tant de Saints qui ont refusé l'Episcopat, ou qui ont esté obligez par violence de l'accepter, courent néanmoins avec empressement après les Benefices, sans sçavoir ce qu'ils cherchent; mais ils l'ap-

c Et quidem ego veterum exempla considerans, invenio plurimos sanctos viros aetatibus Episcopatum vel recusasse, vel nonnisi invitos & coactos suscepisse; qui petierint, vel appetierint,

D 2

pren-

nullos omnino viros reperire potui.

Ex his perspicuum esse opinor quàm longè aberrant à via veritatis & salutis suæ & aliorum, qui cum nulla ratione comparandi sunt cum sanctis illis viris qui Episcopatum inviti & coacti susceperunt, vel etiam, ut eum susciperent, nulla ratione adduci potuerunt, ut S. Bernardus, S. Thomas, & alii non pauci; & tamen anhelant & currunt ad regimen animarum, quasi ad bravium. Et verò nesciunt quid sit quod quærunt, sed sciunt quando scire non proderit, & quando cum reprobis dicent: Ergo erravimus à via veritatis, & justitiæ lumen non luxit nobis, & sol intelligentiæ non est ortus nobis. Quid nobis profuit superbia, aut divitiarum jactantia quid contulit nobis? transierunt omnia illa tanquam umbra. *Supplem. tom. 7. Operum Cardinalis Bellarmini, admonitio de Officio Episcopi Controversia I. utrum liceat appetere Episcopatum.*

prendront un jour lors qu'il leur sera inutile de le connoître , & qu'ils diront avec les damnez ces paroles terribles , tirées du cinquième chapitre de la Sageſſe ; *Nous nous ſommes donc égarez du chemin de la verité, & nous n'avons point eu la connoiſſance de la juſtice, & nous n'avons pas reçu les rayons du Soleil qui donne l'intelligence. Que nous a ſervi nôtre élévation, ou quel avantage avons-nous tiré de l'éclat des richesses que nous poſſédions? Toutes ces choſes ont paſſé comme une ombre.* Enfin l'expérience nous apprend que ceux qui ont recherché les Benefices, ſont ſujets à mille traverses , & qu'ils attirent ordinairement la malediction & le mépris : mais au contraire l'on conſidere des Evêques & des Curez que l'on ſçait n'avoir point brigué leurs charges , & Dieu preſque toujourns répand ſur eux ſes benedictions avec abondance. Et cette verité eſt ſi claire , qu'un Poète payen faiſant l'eloge d'un Empereur tres Chrézien , le louë particulierement de n'avoir point recherché l'Empire , mais d'avoir été le premier qui avoit été recherché pour eſtre Empereur.

* *Clau-*
dianus de
Theodoſio
loquens
de 4.
Conſulatu
Honorii.

* *Digna legi virtus, ultrò ſe purpura ſup-*
plex

Obtulit, & ſolus meruit regnare rogatus.

Pardonnez-moy , Monſieur , ſi je me ſuis tant étendu ſur le ſujet des Benefices qu'on recherche. Vous avouërez au moins
 que

que la consequence que j'en tire, est juste & necessaire. Car si le desir & la poursuite d'un Benefice engagent un homme dans une disposition contraire à celle que l'Eglise demande, le procès & la chicane le plongent & l'enfoncent encore dans d'autres malheurs. Car pour ne point parler des maux qui accompagnent ordinairement les procès, n'est-ce pas une chose étrange de voir un homme qui après avoir dit au pied des Autels, qu'il estoit content, & qu'il prenoit Dieu pour son partage : *a Dominus pars hereditatis mee*, rechercher avec une extrême cupidité dans la foule du monde, devant des Tribunaux & des Juges les biens perissables de la terre, qui ne rougira point de dérober, selon la pensée de S. Ambroise, *b* au salut des ames & à son ministere un temps qu'il consacre à la poursuite d'un procès ; lequel enfin ne se mettra point en peine de scandaliser des Laïques qui le voyent souvent dans le Palais, & rarement dans l'Eglise. Saint Cyprien défendit autrefois d'offrir le sacrifice de la Messe pour Geminus Victor, lequel, contre la disposition des saints Canons, avoit institué un Prestre tuteur de ses enfans, & il declara qu'il ne meritoit pas d'estre nommé à l'Autel de Dieu dans la priere des Prêtres, puisqu'il avoit voulu détourner de l'Autel les Ministres du Seigneur, & les embarrasser dans un soin d'affaires temporelles tout-à-fait éloigné de leur profession.

a Psal.

15.

b Cui portio.

Deus est, nihil curare debet præter

Deum, ne alterius impediatur munere.

Quod enim ad alia officia confertur,

hoc religionis cultui, atque

huic nostro officio decerpitur.

S. Amb. defuga seculi, c. 21.

*a S. Cypri. fession. a Nec sacrificium pro dormitione ejus
epist. 66. celebraretur. Neque enim apud altare Dei me-
retur nominari in Sacerdotum prece, qui ab al-
tari Sacerdotes & Ministros voluit amovere.*

*b De Cle- curieuse b qu'il a faite sur le sujet des Ec-
ricoliti- clesiastiques qui plaident, rapporte la dé-
gioso l. 2. fense d'ordonner ceux qui aiment le pro-
digeff. cés. La raison de cette défense est belle
in ep. ad & tres juste. c Car comment ceux qui sont
Tim. c. 8. obligez par le devoir de leur charge & par
c Letitre leur autorité d'établir la concorde entre
de la di- ceux qui sont divisez, & de rejeter les
ffinction offrandes des personnes irreconciliables,
90 porte: pourroient-ils rappeler les autres à l'union,
Litigio- lors qu'ils violent eux-mêmes la paix, &
sus quo- qu'au lieu d'éteindre les procès, ils les allu-
que pro- ment par leur exemple? d Antonius Augu-
hibitur stinus a recueilli fort curieusement les passa-
ordina- ges de l'Ecriture, des Conciles, & des Pe-
ri: quia res, qui défendent l'usage des procès aux
qui suâ Ecclesiastiques. C'est pourquoy les saints
potestate Canons reprennent ceux qui estant dans un
discor- engagement indispensable, & dans un droit
dantes de demander quelque chose à leurs Confre-
debet ad res, osent traiter leurs differens d'une ma-
concor- niere contentieuse & dans les formalitez de
diam at- la chicanerie, au lieu de les porter devant des
trahere, arbitres
qui obla-
tiones
dissiden-
tium
prohibe-
tur reci-
pere, ne-
quaquam litigandi facilitate alios ad dissidium debet provo-
care.*

d Anton. August. epitome Juris veteris p. 3. l. 29. tit. 3. 4.

arbitres qui les reglent avec douceur, & qui étouffent le procès du cœur, c'est-à-dire, le ressentiment & l'aigreur qui reste souvent parmi les parties lorsque les procès sont terminés à la rigueur devant des Juges. Ainsi l'on voit que le Concile de Calcedoine commande aux Ecclesiastiques qui ont des contestations à juger, d'avoir recours à leurs Evêques, & de traiter en sa présence le sujet de leurs differens, si ce n'est que l'Evêque les engage de choisir eux-mêmes des arbitres.

Si Clericus adversus Clericum habeat negotium, non relinquat suum Episcopum, & ad judicia secularia concurrat; sed prius negotium agitetur apud proprium Episcopum: vel certe si fuerit iudicium ipsius Episcopi, apud arbitros ex utraque parte electos audiat negotium.

^a Concil. Chalced. can. 9.

Dans ce même esprit les Ambassadeurs de Charles IX, au Concile de Trente, demanderent que l'on obligât les Ecclesiastiques qui disputeroient des Benefices, de compromettre devant les arbitres qu'ils nommeroient, & à faute d'en nommer, que les Evêques leur en nommassent: & ils ajoutèrent que c'étoit l'unique moyen de tarir la source de tous les procès:

b Quod si aliquando de conferendi aut presentandi potestate lis oriatur, primum ab Episcopo diocesano, consulto Capitulo, & economus beneficio vacanti preficiatur, qui fructus omnes percipiat, & munera omnia Ecclesiastica obeat: deinde litigatores consentiant in aliquos viros doctos & Ecclesiasti-

^b Petitiones Carili 9. &c. Dans les Memoires du Concile de Trente, p. 373.

cos ; & si non elegerint , ab Episcopo dabuntur , qui infra saltem sex menses litem omnem dirimant , à quibus appellare non liceat : aut si existimet Synodus appellationi deferendum , mandetur interea executioni sententia , neque teneatur æconomus , aut qui sententiam prior obtinuit , restituere fructus pendente lite perceptos , qui tantum ministris & pauperum alimentis cedere debeant. Ita fiet ut aut unquam nulla lis oriatur de beneficio , aut si quæ fuerit , brevi transigatur. Si l'on suivoit un avis si salutaire , on retrancheroit tous les procès , & l'ordre Ecclesiastique ne seroit pas deshonoré par des chicaneries dont tous les Barreaux retentissent : * *De beneficiis controversiæ forenses , quæ universum fere Ecclesiasticum ordinem contaminaverunt.* Il ne faudroit point aussi établir des Pensions pour un droit pretendu , & sur le pretexte specieux de la paix , puisque les parties attendroient avec patience le jugement de leurs arbitres , qui attribueront le Benefice à celui qui auroit le droit le plus apparent. Que s'il arrive qu'une partie refuse l'arbitrage & l'accommodement lorsque l'autre le souhaite , il ne faut pas s'imaginer qu'il y ait un sujet legitime pour établir une Pension. Car premierement celui qui rejette les propositions de paix , est indigne d'en recevoir , puisqu'il méprise les regles de l'Evangile & de l'Eglise qui le portent à la douceur & à l'accommodement : il n'est pas juste qu'il

* Ibid.

qu'il profite de son opiniâtreté, & qu'il se prevale de la facilité de sa partie; de sorte que si dans cette occasion il extorque & il arrache une Pension, il faut regarder ce misérable comme un voleur qui demande la bourse, auquel on n'ose pas toujours la refuser: on accorde la bourse à un voleur par contrainte, & pour conserver la vie; on souffre une Pension à un Ecclesiastique opiniâtre, sur le Benefice qu'il dispute, pour acheter la paix, & pour se délivrer d'une indeue vexation. Mais si la disposition de cet homme qui rejette un arbitrage, & qui tire une Pension sur un Benefice litigieux, est criminelle, & si la Pension qu'il reçoit n'est pas Canonique, il ne faut pas se persuader que la docilité d'un autre qui desire ardemment la paix, rende legitime une Pension qu'il reçoit en cedant le Benefice à celui qui ne vouloit point s'accommoder. Car quoique celui qui souhaite l'arbitrage, soit dans un estat tout-à-fait louable; qu'il ait même, si vous voulez, une cause assez juste; qu'il apprehende d'estre accablé par le credit de sa partie, & ruiné par la dépense & la longueur d'un fâcheux procès; il ne luy est pas néanmoins permis de recevoir une Pension *pro bono pacis*, ny de la demander à sa partie; mais s'il veut esluyer les risques & les traverses d'une contestation, il en doit attendre la fin avec patience; ou bien s'il ne peut pas se résoudre à plaider, il doit regarder la

paix de son ame & la fin d'un procès qu'il abandonne, comme un grand benefice qu'il remporte, & comme une ample recompense qu'il reçoit. Et certes, si cet Ecclesiastique ne vouloit pas dans un accommodement d'un Benefice litigieux recevoir une somme d'argent *pro bono pacis*, je ne voy pas comment devant Dieu il en puisse recevoir une Pension. Il refuse en gros de l'argent, pourquoy le recevoir en détail par une Pension? Est-ce pour les dépenses du procès? Ce seroit une simonie d'exiger une Pension dans cette veüe. Est-ce pour le droit pretendu? Mais il n'est pas permis pour la pretention d'un droit incertain, de recevoir une Pension bien assurée, & de diminuer le revenu d'un Benefice, lequel n'est jamais trop considerable lors que l'on s'acquitte comme il faut des obligations qui y sont attachées. On estoit d'ailleurs dans la liberté entiere de poursuivre la justice d'une cause; & si l'on cesse de plaider après quelque grande dépense que l'on ait faite, on ne peut pas, selon la pensèe de S. Ambroise sur un sujet semblable, tirer un plus grand avantage que celui d'estre en repos. * *Sed putas te gravatum jac-turâ juris, damno pecuniæ; meliora utique sacerdotibus damna, quam lucra seculi sunt.* Enfin l'on dira que celui qui n'obtient point le Benefice litigieux, est peut-être pauvre. Mais, outre qu'il n'a point rendu service à l'Eglise dans le Benefice qu'il dispute, ce que l'on en-
visage

* S. Ambrosius
l. 6. epist.
49. ad
Marc. de
lite com-
positâ.

visage ordinairement dans les Pensions que l'on accorde aux pauvres Ecclesiastiques, il est encore certain que parlant selon les regles communes, cet homme doit déjà avoir, s'il est Prestre, ou un titre patrimonial suffisant pour sa nourriture & son vêtement, ou bien un titre Ecclesiastique; c'est-à-dire, un Benefice capable de l'entretenir honnêtement. Ainsi le pretexte de sa pauvreté ne luy doit pas procurer une Pension *pro bono pacis*. Mais ce point, qui peut paroître assez delicat, merite bien quelque attention; parce qu'il ne sert pas seulement à combattre les Pensions que l'on demande *ad sedandas lites*, mais il contribue aussi à l'éclaircissement des abus qui se commettent dans l'établissement des autres Pensions.

L'experience nous apprend qu'il n'est pas fort avantageux de donner des Pensions à des personnes qui n'ont que la Clericature, & qui ne sont point engagez dans les saints Ordres. Car n'étant point enroollez dans cette milice sacrée, ils se servent de leurs Pensions & de leurs Benefices simples, sans dessein de servir l'Eglise, & en attendant souvent la proposition de quelque mariage, lequel se fait quelquefois d'autant plus favorablement selon le monde, mais plus miserablement, selon Dieu, qu'ils ont moyen de récompenser un parent de la fille qu'ils épouseront; ou bien, s'ils demeurent dans la Clericature, la consideration de leurs

84 DISSERTATION

Benefices & de leurs Pensions les y arrêtent..

Il est donc certain que les Pensions sont moins utiles aux Clercs qui ne sont point liez dans les Ordres, & qu'il y auroit plus d'apparence de les accorder aux Prestres & à ceux qui ne pouvant changer de condition après le vœu qu'ils ont fait, ont besoin d'estre assurez d'une honnête subsistance. *a* Cependant tous les Prestres, selon la disposition du saint Concile de Trente, & de toutes les

*a Concil.
Trident.
sess. 21.
c. 2.*

*b Concil.
Burdig.
an. 1582.*

*Concil.
Rhemen-
se ann.
1583.*

*Concil.
Bituric.
an. 1584.
Estats*

*d'Orleans
art. 12.*

Loix *b* Civiles & Canoniques, doivent avoir un titre, ou patrimonial, ou Ecclesiastique, qui soit suffisant pour les faire subsister honnestement; & par consequent un Prestre qui plaide, qui regle ensuite son different, & qui n'obtient pas un Benefice litigieux, estant suffisamment revêtu, ou d'un Benefice qu'il possède paisiblement, & qui luy sert de titre Ecclesiastique, ou de son titre patrimonial, ne doit point pretendre à aucune Pension sur le pretexte de pauvreté.

L'on me dira que le titre patrimonial n'est pas toujours suffisant, & que c'est ordinairement une simple formalité. Mais c'est une tromperie & un desordre que l'on doit imputer aux Ecclesiastiques qui commettent des fraudes en l'établissement de leur titre patrimonial. *c* L'Eglise ne favorise point cette supercherie, au contraire elle frappe d'Ana-

*c Atque
illa deinceps sine
Episcopo
alienari,*

aut extingui, aut remitti nullatenus possint., donec beneficium Ecclesiasticum sufficiens sint adepti, nec aliunde habere unde vivere possint.

SUR LES PENSION'S. 85

d'Anathemes ceux qui s'en servent en des occasions si importantes : elle ne permet pas même d'aliéner ou d'éteindre un titre patrimonial, à moins que l'on ne possède d'ailleurs un revenu très-assuré, ou que l'on n'obtienne un Benefice que l'on ne peut pas resigner sans faire mention qu'il est affecté pour le titre.

Il est vray que pour obvier aux abus qui arrivent souvent des titres patrimoniaux, le *a Concil. Trident. sess. 23. can. 16.* Concile de Trente a déclaré que l'on ne fît point des ordinations sans nécessité. Surquoy le Cardinal Bellarmin remarque que c'est un abus étrange d'ordonner indifferemment toute sorte de personnes sur des titres patrimoniaux. Car plusieurs, dit ce sçavant Cardinal, desirerent d'estre ordonnez pour leur interest particulier, & non pas pour celui de l'Eglise. D'où vient qu'ils font un métier de dire la Messe pour gagner leur vie; ce qui rend le Sacerdoce méprisable, & qui cause des scandales dans l'Eglise: *b Bel. larm. admonitione 5. ad Episc. Theanen. sem.* *b Proinde maximus est abusus ordinare quolibet ad titulum patrimonii. Plurimi enim ordinari cupiunt pro utilitate sua, non Ecclesia; & de celebratione Missæ faciunt artem de pane lucrando; unde sacerdotium contemptibile redditur, & Ecclesia scandalis patet.* C'est aussi pour empêcher les desordres qui arrivent des titres patrimoniaux, qu'on a souhaité que le Canon 6. du Concile de Calcedoine fût observé, & que l'on donnât un Benefice

fice à ceux que l'on engageoit dans le ministère Ecclesiastique : *Nullum absolute ordinari debere presbyterum aut diaconum, nec quemlibet in gradu Ecclesiastico, nisi specialiter in Ecclesia civitatis, aut pagi, aut in martyrio, aut monasterio qui ordinandus est, pronuncietur.* C'étoit aussi une des demandes des Ambassadeurs du Roy au Concile de

a Instructions de M. de Lansac, dans les Memoires du Conc. de Trente, p. 174. Trente ; *a* Que le 6. article du Concile de Calcedoine soit étroitement observé par lesdits Evêques en la promotion des Prêtres, pour obvier aux abus procedans de trop grand nombre de ceux qui sans legitime approbation, & sans estre destinez, à certaines fonctions, se font Prêtres, & sont receus au ministère de l'Eglise. La même demande est encore exprimée dans l'écrit latin que ces mêmes Ambassa-

b Petitiones Caroli 9. nomine p. 368. ibidem. deurs presenterent au Concile. *b* *Nullus presbyter ordinetur, cui non continuo, secundum Concilium Chalcedonense, detur unà cum ordine beneficium, aut ministerium aliquod Ecclesiasticum. Sic enim fiebant ordinationes à priscis illis Patribus, qui titulos presbyterales, multo postea tempore inventos, non agnoverunt.* Le sçavant Gentien Hervet, qui

s'estoit trouvé au Concile de Trente, dans l'oraison latine fort curieuse & fort rare qu'il a faite, *De reparanda Ecclesia disciplina*, fait dépendre le rétablissement de la discipline Ecclesiastique, de l'observation de ce Canon 6. du *c* Concile de Calcedoine ; & l'on apprend de l'histoire du Concile de Trente,

c l. 6. p. 461. de l'impression de Troyes,

Trente, qu'ils s'y rencontra un bon nombre d'Evêques qui desiroient qu'on suivît la maxime du Concile de Calcedoine; mais l'opinion de ceux qui admettoient les titres patrimoniaux, prevalut. Il y eut aussi quelque difficulté sur l'alienation des mêmes titres; & Gabriël le Veneur Evêque d'Evreux representa sur ce sujet des choses fort considerables. Son avis neanmoins n'empêcha point la decision du Concile, qui permet les titres patrimoniaux, à condition qu'ils seront suffisans pour la nourriture & l'entretien d'un Ecclesiastique, qu'ils ne pourront estre alienez ny éteints, à moins que ceux qui les possèdent ne soient pourvus d'un Benefice. Pour rentrer donc dans notre matiere, il est evident qu'un Prêtre qui possède, ou un Benefice, ou un titre patrimonial, ne peut pas avec justice retenir une Pension sur un Benefice litigieux, & qu'un procès n'est pas un fondement legitime pour la luy accorder; au contraire s'il veult s'accommoder avec sa partie, il doit luy ceder le Benefice, sans le piller, ou bien s'exposer à la poursuite & au jugement d'un procès.

Mais il en faut terminer un que l'on nous fait à l'occasion d'un passage du Droit Canonique, * dont on abuse étrangement pour appuyer les Pensions qui ont pour pre-
 texte le bien la Paix. Innocent III. souf-
 fre une Pension établie par une Sentence
 Arbi-

* Cap.
Nisi es-
sent, Extr.
De pra-
bendis.

Arbitrale, il ne l'approuve pas: *Nos eam, hoc adhibito moderamine, toleramus*. Il marque par sa réponse, que c'estoit un passedroit qu'on ne devoit tirer en consequence, & dont l'exemple estoit pernicieux: *ordinationem illam valde suspectam, propter exempli perniciem haberemus*; que cette Sentence luy seroit entierement suspecte, s'il n'estoit pas assuré de la probité des arbitres & des parties, *nisi essent viri providi & honesti, tam qui ordinationem illam jecerunt, quam illi circa quos est facta ordinatio &c. ordinationem illam valde suspectam*; que pour faire voir son éloignement des Pensions, & empêcher le retranchement des biens de l'Eglise, il vouloit que la somme jugée par arbitrage, fût payée seulement pendant la vie de celuy qui estoit entré dans le Prioré litigieux; & qu'après sa mort son successeur fût déchargé de cette prestation: *Ut ad prestationem 40. librarum non dignitas Prioratus, sed persona Prioris maneat onerata, ne forte circa proventus aliqua videatur facta sectio Prioratus*. Enfin ce Pape si éclairé n'en permet l'établissement, que parce qu'elle n'a point esté concertée par les parties, & à cause que sans aucune paction de leur part, elle a esté réglée par les arbitres: *non quidem ex pactione partium, sed ex jussione judicum*. C'est, Monsieur, cette paction des parties, laquelle outre plusieurs autres raisons rend les pretendues Pensions, *pro bono pacis*, ille-

illegitimes & bien differentes de celle que souffrit Innocent III. Car celle-cy avoit esté réglée par des arbitres, sans avoir esté concertée par des parties qui ne pensoient pas à la Pension : mais aujourd'huy ce sont les parties qui reglent leurs affaires, qui sont d'intelligence pour la creation d'une Pension, & qui font comme un échange, ou plutôt qui partagent les revenus du Bénéfice ; *circa proventum aliqua sectio* : le plaideur prend le titre, & l'autre en reçoit une Pension, *non ex jussione judicium, sed ex pactioe partium*. Enfin Innocent III. souffre la Pension, & ne l'approuve pas ; il la traite comme suspecte & pernicieuse pour l'exemple ; mais aujourd'huy on ne les souffre pas seulement, on les canonise, & il suffit qu'un chicaneur, qui n'est pas connu dans Rome, comme l'estoient les Arbitres & les Parties dont parle Innocent III. ait la hardiesse d'entreprendre un procès, & qu'il ait pour voile de sa cupidité le pretexte specieux de la paix. Cependant c'est une fausse paix que l'on établit dans l'Eglise, & la facilité avec laquelle on accorde les Pensions *pro bono pacis*, trouble la paix, & augmente les procès. On empêcheroit au contraire une infinité de contestations, & l'on suivroit l'esprit & les maximes de l'Eglise en abolissant cette sorte de Pension. Car ceux qui s'engagent si facilement à plaider dans l'esperance d'attraper une Pension,

se-

seroient détournés d'un exercice si funeste & si honteux, voyant la sainte rigueur dont l'Eglise se serviroit, soit en leur refusant absolument les Pensions, soit en les contraignant de compromettre devant des arbitres, ce qui étoufferoit bien-tôt les procès, suivant la remarque qui a déjà esté faite : *Ita fiet ut aut nulla unquam lis oriatur,*

*a Memoi-
res du
Conc. de
Trente,
p. 737.*

aut si quæ fuerit; brevi transigatur a. Mais ceux qui plaident pour attraper des Benefices ou des Pensions, ne prendront jamais la voye si juste & si nécessaire d'un compromis. Comme ils fondent l'esperance de leur fortune sur la chicane, & qu'ils font un commerce & un trafic de leurs procès, ils évitent comme un écueil les propositions d'un arbitrage; tout leur accommodement tend à une bonne Pension, dont ils souffrent le rachat, ou plutôt dont ils offrent la liberté de rachat, pour pouvoir avec plus de facilité & avec moins de confusion en créer une autre semblable, en suscitant un nouveau procès. S. Augustin s'étonne comment des Chrétiens qui chantent ensemble les loüanges de Dieu *b* dans l'Eglise, peuvent avoir des

*b Psal-
mustran-
quillitas
anima-
rum est,
signifer*

pacis, iracundiam reprimens, adducens in concordiam discrepantes, reconcilians inimicos. Quis enim ultra inimicum dicat eum, cum quo unam ad Deum Psalmi emisericit vocem? Ex quo intelligitur quia quod omnium bonorum maximum est, charitatem psalmus instaurat, conjunctionem quamdam per consonantiam vocis efficiens, & diversum populum unius chori per concordiam consonâ modulatione consonans. B. Augustinus Prologo in Psalmos.

SUR LES PENSIONS. 91

des differens, puisque d'un côté leurs contestations marquent la division de leur cœur, & d'autre part le chant de l'Eglise qu'ils font de concert, est le symbole de l'union & de l'amitié. *Quis enim ultra inimicum dicat eum, cum quo unam ad Deum psalmi miserit vocem?* Mais il y a bien plus de sujet de s'étonner & de gémir lors que l'on voit quelque fois des Prêtres d'une même Eglise se déchirer impitoyablement par des procès sur des matières Beneficiales. Cependant ces misérables, au lieu d'estre frappés des Censures Ecclesiastiques, & d'estre honteusement traitez, reçoivent souvent des récompenses de leur hardiesse & de leur fourberie, & joignant l'impudence à l'impunité, ils se vantent des Pensions qu'ils ont attrapées, ils publient leur adresse dans les graces qu'ils ont surprises, & témoignent n'avoir aucun remors de conscience, parceque, disent-ils, la Pension est établie en Cour de Rome, le Pape nous l'a accordée. Mais qu'ils écoutent sur cette matiere les terribles paroles de S. Bernard; c'est un arrest que prononce contre eux ce dernier Pere de l'Eglise, selon l'ordre des tems; mais l'un des premiers, selon la doctrine & la pieté.

** Apostolicam, inquiunt, licentiam quasi vivimus & impetravimus. Utinam licentiam non quassissetis, sed consilium; id est, non ut liceret, sed an liceret: Unde tamen quarebatis licentiam ut liceret quod non licebat facere, itaque*

** Epist. 7.
ad Monachum.*

itaque volebatis quod non licebat ; sed quod non licebat malum erat. Mala erat igitur intentio qua in malum tendebat. Nous avons, disent ils, obtenu permission du S. Siege. Plût à Dieu que vous n'eussiez pas recherché une permission, mais demandé conseil, &c..

P E N S I O N S P O U R
cause de Résignation.

QUOIQUE les élections pour les Benefices soient plus anciennes dans l'Eglise que les resignations, & qu'elles aient toujours esté estimées plus favorables; il y a eu néanmoins plusieurs occasions, où pour une plus grande utilité de l'Eglise, on a esté obligé d'employer les nominations & les resignations. Ainsi nous voyons dans l'Eglise plusieurs saints Prelats qui ont possédé par nomination des Eglises qu'ils ont gouvernées avec une sagesse & une pieté exemplaire. Alexandre Evêque d'Alexandrie nomma S. Athanase pour successeur Saint Augustin qui avoit esté proposé de la sorte par Valere, designa pareillement Erade pour Evêque d'Hippone. Quoique cette nomination de successeur se fît avec l'agrément du Clergé & du Peuple, c'estoit néanmoins une espece de resignation, & elle se faisoit au prejudice des élections, ou pour prevenir les brigues & les caballes des Heretiques, ou pour empescher les querelles,

relles, les partialitez, les scandales que les élections apportotent, ou pour s'assurer d'un Pasteur dont la pieté estoit connue dans un Diocese. D'autres Evêques se contentoient de parler en faveur d'un Ecclesiastique qu'ils desiroient pour successeur, de marquer l'estime qu'ils avoient pour luy, & le secours qu'ils en avoient receu dans leurs fonctions Pastorales, & de témoigner ce que l'on pouvoit attendre de ses lumieres & de sa pieté. Quoiqu'ils ne désignassent pas pour successeur celuy dont ils parloient si favorablement, leur recommandation neanmoins estoit en quelque maniere une résignation. Saint Ambroise en rapporte un exemple du B. Achole Evêque de Thessalonique, auquel succeda Anise son disciple. ** Nam quasi* ** S. Amb.*
si praescius successurum sibi, etsi promissis te- *l. 3. ep. 22.*
gebat, tamen indiciis designabat, adjutum *ad Clerum*
se ejus curâ, labore, officio memorans, ut *Thessal.*
jam declarare consortem videretur, qui non
quasi novus ad summum Sacerdotium veniret,
sed quasi vetus sacerdotii executor accederet.

Mais ces nominations & ces resignations qui avoient esté pendant quelque temps si utiles à l'Eglise, furent ensuite accompagnées de tant d'abus & de si grands desordres, qu'elles furent supprimées & condamnées. Guy Coquille dans ses Memoires pour la réformation de l'état Ecclesiastique, rapporte bien au long les Decrets des Papes & des Conciles qui ont attaqué les rési-

résignations. Cependant comme dans la suite des temps les élections, dont on avoit rétabli l'usage, ont esté presque abolies, on a repris celui des résignations & des nominations aux Benefices; & afin qu'elles soient moins exposées aux maux qui les avoient attaquées & qui en avoient causé l'abolition, les Pâpes & les Conciles ont apporté plusieurs précautions & certaines conditions qui se rencontrent dans le Droit Canonique, qui les rendent tout à fait legitimes. Mais la connivence des Banquiers & de quelques Officiers de Cour de Rome, jointe au relâchement & à la cupidité de plusieurs Ecclesiastiques, a presque jetté toutes choses dans l'ancienne confusion des résignations. Car non seulement il est permis de faire une renonciation simple pour un Benefice, & d'en sortir sans aucune formalité, contre la disposition du Droit Canonique & le sentiment d'Innocent III. qui demandent certaines conditions que l'on voit au titre *De renunciatione*; mais l'on peut faire aussi avec une entière liberté la résignation qu'on appelle *in favorem*, quoiqu'elle ait toujours esté beaucoup suspecte & resserrée par plusieurs bornes que le droit y prescrit. Les Ambassadeurs de Charles IX. au Concile de Trente en firent des plaintes, qui sont rapportées dans le 8. Livre de l'histoire de ce Concile, au sujet de la harangue & de la protestation de M. du Ferrier

l'un

l'un des Ambassadeurs. L'on apprend encore des Articles de réformation que la France proposoit au Concile, celui-cy qui regarde les résignations *in favorem. a Resignationes in favorem rejiciantur omnino à Curia Romana. Est enim sacris Canonibus constitutum ne quisquam sibi sui officii quærat aut eligat successorem.* Dans les remarques des Ambassadeurs du Roy sur les Articles de réformation proposez par les Legats du Pape au Concile, on void ces paroles tout-à-fait considérables sur le sujet des résignations *in favorem. b Illud autem verbum in principio articuli positum, vel resignationem ita explicare convenit, ut ne quis de resignatione quæ dicitur in favorem interpretari possit, hanc penitus tollendam esse censuimus.* Le Cardinal Bellarmin, c que l'on ne doit pas soupçonner d'emportement contre la Cour de Rome, dans les avis importans qu'il donna à Clement VIII. pour le rétablissement de la discipline de l'Eglise, remarque comme un grand desordre la facilité avec laquelle on résigne les Evêchez, & l'on rompt ce nœud sacré qui est entre l'Evêque & son Eglise. Mais quelque odieuses que paroissent les résignations, soit à cause de la trop grande liberté que l'on prend de quitter des Eglises, que l'on doit regarder comme des épouses dont il ne faut pas se separer sans nécessité; soit à cause qu'elles favorisent un peu trop le nepotisme, & qu'elles rendent souvent les

Bene-

a Memoi-
re du Con-
cile p.
171.

b Memoi-
res pour
le Concile
p. 574.

c Vita
Bellarm.
l. 3. c. 5.
p. 258.

Benefices hereditaires dans des familles ; soit à cause qu'elles éloignent quelquefois ceux qui pourroient servir utilement l'Eglise , qui ne peuvent pas estre nommez par des Patrons , auxquels une résignation lie les mains ; il faut toutefois avouer qu'il y a des conjonctures qui les rendent aucunement nécessaires à l'Eglise. Ainsi bien loin de les combattre , je veux seulement examiner en quelles circonstances on y doit joindre les Pensions.

Mais avant que d'entrer en matiere , il faut remarquer que quoique les Pensions pour résignation soient moins odieuses que celles qui prennent naissance des procès & des permutations ; toutefois elles ont esté rejettées en certaines occasions à cause de l'abus que l'on en faisoit. Cette verité paroît par le Concile d'Oxford que j'ay rapporté. *Ne quis Ecclesiæ suæ renunciâns, ab eo qui substituitur recipiat vicariam.* Par la Pragmatique Sanction de S. Louis , & par le passage de Guillaume de Mangis, qui marque la conduite de ce saint Monarque : *Nulli quantumcunque litterato aliquod beneficium Ecclesiasticum possidenti conferebat, nisi primo beneficio simpliciter resignaret.* Par le Concile des neuf Cardinaux , par les réponses de Messieurs les Gens du Roy du Parlement de Paris , en 1546. par les Articles de réformation que les Ambassadeurs du Roy presenterent au Concile de Trente ; par la prati-

pratique & l'exemple de S. Charles qui ne souffroit pas que l'on retranchât le revenu d'un Benefice qu'on abandonnoit. Comme j'ay cité tous ces passages en parlant des Pensions en general, je ne les répéteray point icy; je rapporteray seulement la pensée du *a* Cardinal Bellarmin, lequel dans les avis qu'il a donnez à Clement VIII. a remarqué comme un grand desordre la facilité avec laquelle certains Evêques faisoient divorce, & rompoient le nœud sacré du mariage spirituel qu'ils avoient contracté avec leur Eglise. Mais il s'étonne encore davantage, qu'en répudiant ainsi leurs épouses, ils retiennent une Pension, veu que c'est une chose injuste de conserver un domaine sur les biens d'une femme que l'on répudie. *b* *Alii retentis fructibus Ecclesiam resignant, ac si quis uxorem repudiet, & dotem retineat.* L'Auteur de sa vie rapporte qu'il se servoit souvent de cette expression pour condamner ceux qui retenoient des Pensions sur des Benefices qu'ils resignoient, & qu'étant obligé de quitter l'Archevêché de Capouë sur lequel on luy permettoit de retenir une Pension de neuf mille ducats, il fit la même réponse, *c* qu'il ne luy

a *Sexta res est Episcopatum resignatio sine causa legitima. Nam si tam est arctum, ac pene insolubile vinculum inter Episcopum & Ecclesiam, ut Canones docent, unde fit ut tam facile vinculum istud quotidie resolvimus. Vita Cardin. Bellarm. l. 3. c. 5. p. 258.*

E

étoit

b *Bellarm. ibid.*

c *Verum ipse ratus fore divitem se si bonam famam sibi servaret, maluit censum universum cum Archiepiscopatu redire ad Pontificis manus. Nam quia dixerat sæpe haud licere uxori valedicere, & ipsius dotem retinere, volebat ut facta dictis fidem facerent. Vita Bellarm. l. 4. c. 8. p. 367.*

étoit pas permis en quittant une femme , d'en retenir la dot , & joignant la pratique aux paroles , il fit une demission pure , simple , & sans reserve , & ajoûta genereusement en faveur de son successeur , auquelle Pape laissoit seulement mille ducats de revenu , qu'il ne falloit pas donner une épouse sans sa dot. *a* *Proinde quoniam ita tenax*

a Ibid.
p. 368.

propositi, etiam redivus sponte cessit, ne quod aiebat sponsam sine dote alteri traderet. Mais quoique le sentiment de ce sçavant & pieux Cardinal , qui estimoit plus son honneur & les interets de sa conscience que tout l'argent du monde , fut contraire aux Pensions qui naissent des résignations ,

U. S. Bar-
tholo-
mæus
Braca-
rensis
Archie-
piscopus,
qui scrip-
sit stimu-
lum Pa-
storum.
c. Bellar-
min ad-
monitione
ad Epif-
copum
Theanen-
sem, in
præfatio-
ne ad Le-
ctorem.

il luy arriva neanmoins la même chose qu'à Dom *b* Barthelemi des Martyrs, qu'il regardoit comme un Saint. Car comme celui-cy fut contraint de recevoir une Pension fort modique sur son Archevêché de Brague qui étoit de grand revenu , qu'il vouloit quitter sans aucune reserve ; de même le Pape obligea le Cardinal Bellarmin *c* de retenir une petite Pension sur l'Archevêché de Capoue qu'il avoit remis purement & simplement entre les mains de sa Sainteté , afin de luy donner moyen de vivre , & de le tirer d'un estat tout-à-fait pauvre & rabaisé , lequel auroit été plus agreable à ce grand Cardinal , que l'éclat de sa pourpre.

C'est aussi , Monsieur , le seul motif d'assister les Ecclesiastiques , & de les tirer de la

ne-

nécessité, & de leur procurer une subsistance honnête selon leur condition, qui rend legitimes & canoniques les Pensions que l'on établit pour cause de résignation. C'est pourquoy dans la supplique & dans la signature de Rome l'on employe ces mots: *subventionis causâ, & ne resignans nimium patiatur dispendium.* Toutes les Pensions que l'on accordoit autrefois dans l'Eglise, & celles que j'ay rapportées du Concile de Chalcedoine & de S. Grégoire, regardoient seulement les besoins de ceux qui les recevoient: & comme l'Eglise n'en accordoit point aux personnes accommodées, elle ne souffroit pas aussi que les Ecclesiastiques fussent réduits à la Mendicité ou à une extrémité honteuse. Et certes si elle a souvent ouvert ses thresors pour assister des pauvres qui avoient quelquefois mené une vie déreglée & licentieuse, abandonneroit-elle des personnes qui après luy avoir rendu service, seroient tombez dans quelque nécessité ou infirmité. Saint Gregoire

* oblige l'Evêque Candidé de fournir à un * *Consuetudina sibi commoda ab Ecclesia vestra asserit negari.*
Clerc qui estoit incommodé, un certain *l. 2. Epist. 5.*
revenu qu'on luy refusoit, à cause de sa
maladie qui le rendoit inutile. La raison
que ce saint Pape apporte, est tres-belle.
Il dit qu'il est juste d'animer les soldats par
l'esperance des récompenses, & qu'il ne
vaut pas les abandonner dans leurs infirmi-
z: ainsi, que l'inutilité de ce Clerc ma-
lade,

lade, ne devoit pas le priver de la solde Ecclesiastique autrement il pourroit arriver que la crainte de l'abandonnement empêcheroit plusieurs de s'enrooller dans la milice de Jesus-Christ & de combattre sous les enseignes de l'Eglise. C'est pourquoy il conclud que l'on luy paye sa Pension comme par une espece d'aumône: *quatenus in hujus rei administratione ad eleemosynam potius videaris quæ sunt consuetæ exolvendo convertere.* Ainsi l'Eglise qui a rompu autrefois & vendu des Calices, & aliéné son patrimoine pour assister les misérables, conserve encore la même charité pour les Ecclesiastiques qui ont besoin de son secours, soit qu'ils soient obligez de se retirer de leurs Benefices pour faire penitence, soit qu'ils soient accablez de maladie, on abbatu de vieillesse, elle les regarde, non seulement comme les premiers pauvres, mais elle leur ouvre encore son sein, comme à ses enfans, & partage avec eux le pain & le bien qui est entre ses mains. Saint Cyprien dans l'Epître 66. fait mention de certains Clercs, que l'on appelloit *fratres sportulantes*, qui estoient entretenus aux dépens de l'Eglise, & qui recevoient, ou tous les mois, ou même tous les jours certaines portions pour leur subsistance, selon la remarque de Pamelius sur cet endroit de S. Cyprien; * *in honore sportulantium fratrum*, & sur un lieu semblable du même Pere, tiré de l'Epître 34.

* *Epist.*
66. B.
Cyp.

SUR LES PENSIONS. IOI

ut & sportulis iisdem cum presbyteris honorantur, & divisiones mensurnas equatis quantitatibus partiantur. M. Rigault remarque que ces Clercs, qui étoient pensionnaires de l'Eglise, n'étoient pas deshonorés par le nom qu'on leur attribuoit : *non dehonoriaria fuit appellatio sportulantium in Ecclesia* : C'est à peu près la même chose qu'on fait aujourd'hui, quand on accorde une Pension à un Ecclesiastique qui est obligé de se retirer de son Benefice, & qui ne peut pas vivre d'ailleurs ; mais par là même il s'ensuit qu'on n'en doit point accorder à ceux qui résignent sans nécessité, & qui après leur résignation faite, ont encore moyen de vivre honnêtement, soit par le moyen de leur revenu patrimonial, soit de celui de quelque autre Benefice qu'ils possèdent. Le Concile des neuf Cardinaux, qui a donné lieu à cette dissertation, & qui luy sert de principal fondement, décide nettement ces deux veritez. Car d'un côté il ne reconnoît point d'autres Pensions legitimes, que celles qui sont accordées pour empêcher la pauvreté ; d'où vient qu'il les appelle de pures aumônes : *Illud est animadvertendum, nullâ aliâ de causa, nulloque alio jure Pensiones constitui posse, nisi ut quasdam eleemosynas quæ in pios usus & indigentibus concedi debent.* Et d'autre part cette assemblée condamne toutes les Pensions que reçoivent les Ecclesiastiques qui sont accommodés, ou par des

Benefices, ou par leur patrimoine: *Item-*

* Si verò
qui Ec-
clesias &
beneficia
Ecclesia-
stica
quæcun-
que obti-
nent
quorum
fructus
ad eos,
tanquam
divino-
rum ob-
sequio-
rum mi-
nistros
honestè
susten-
tandos
propriè

que Pensiones dari Clericis divitibus, qui commode & honestè vivere queant ex redditibus quos habent, magnus certè abusus tollendus.

Pour faire voir la justice de cette décision, il suffit de remarquer deux veritez dont j'ay déjà parlé par occasion. La premiere est, que les Beneficiers ne sont pas les maîtres absolus de leur revenu; qu'ils n'en peuvent pas disposer à leur fantaisie; mais qu'ayant pris avec une moderation clericale les choses qui sont necessaires pour leur vêtement & leur nourriture, ils sont indispensablement obligez d'employer ce qui leur reste de leur revenu pour la soulagement des pauvres. Le premier Concile de Milan * sous S. Charles, établit fortement cette verité, que les Beneficiers sont seulement

les

sunt attributi, si uberiores sint quam ad tuendam vitam conditionisque rationem requiratur, dubitare non debent ad eum finem hanc illis copiam esse attributam, ut præter ea quæ ad victum & cultum eorum satis essent, suppeterent etiam, quibus divini cultus ornatus & splendor conservaretur, & pauperum inopia & indigentia sublevaretur, quemadmodum etiam plerosque Deus divitiis cumulat, ut amicos sibi faciant, à quibus, cum defecerint, in æterna recipiantur tabernacula. Quamobrem per viscera misericordiæ Jesu Christi obtestamur ac monemus ut meminerint ea bona non esse sibi credita ad luxum, neque ad augendos consanguineos, sed ad vitam honestè, ut fidelem Dei ministrum, & pietatis Christianæ magistrum decet, traducendam: Ex eo verò quod supererit si necessaria pauperibus alimenta denegarint, intelligant se quos non paverint occidisse, atque ob violatam sanctissimæ civitatis legem, mortale peccatum commisisse. Concil. Mediolanens. 1. sub S. Carolo, constitutionum parte 2. Tom. 4. Conc. part. 2. pag. 385. edit. Colom.

les œconomes de leurs revenus, & que si après un honneste entretien il leur en reste quelque chose, ils ne doivent pas le donner, ou le laisser à des parens accommodez, ni le dissiper dans le luxe: mais qu'ils sont indispensablement obligez sous peine de peché mortel, de l'employer saintement, & principalement en faveur des pauvres, dont ils seroient les homicides s'ils leur refusoient les secours necessaires. Saint Bernard s'explique sur ce sujet avec la vigueur ordinaire, & traite comme des sacrileges & des voleurs ceux qui abusent des revenus de l'Eglise, & qui s'imaginant faussement en estre les maîtres, les dissipent cruellement, au lieu de les répandre fidèlement dans le sein des pauvres, à qui de droit ils appartiennent:

a Res pauperum non pauperibus dare, par sacrilegii crimen dignoscitur: sane patrimonialia pauperum facultates Ecclesiarum & sacrilega eis crudelitate surripitur quidquid sibi ministri & dispensatores, non utique Domini & possesseurs, ultra victum accipiunt & vestitum. a S. Bern. declamatione in illud: ecce nos reliquimus omnia.

Saint Bernard repete encore la même verite dans une de ses Epîtres *b*: *Denique quidquid præter necessarium victum ac simplicem vestitum de altario retinet, tuum non est, rapina est, sacrilegium est.* Ce sentiment n'a pas esté particulier aux Auteurs du 12. & du 16. siècle, dès l'année de Nôtre Seigneur 398. les Peres du quatriéme Concile de Carthage traitoient comme des voleurs &

b Epist. 2. ad Fulconem.

104 DISSERTATION

des sacrileges les Ecclesiastiques qui achetoient des fonds pour eux du revenu du Crucifié, *tanquam rerum dominicarum invasionis*

a Can. 32. crimine teneantur a : ce qu'ils n'auroient pas pû raisonnablement leur reprocher s'ils les eussent creu maîtres des revenus de l'Eglise qu'ils reçoivent. Et certes, comme l'estomac qui reçoit toutes les viandes, ne retient que tres-peu de nourriture pour soy, mais la distribue aux autres parties du corps avec abondance : de même un Ecclesiastique ne doit pas s'attribuer tous les revenus de son Benefice, ni en disposer selon son caprice, mais après en avoir pris pour sa subsistance, il doit donner le reste aux pauvres, qu'il est obligé de regarder comme ses freres, & comme les membres de Jesus Christ, en faveur desquels l'Eglise luy a confié ses revenus. Mais non seulement un Ecclesiastique

b Le titre du Chap. 107. porte: Cum quodamno animarum suarum ab Ecclesia, quæ pauperes pascit, accipiant illi qui sibi de suo sufficiunt,

n'est pas le maître des revenus de l'Eglise qu'il possède, & il n'en peut pas tirer autre chose que sa nourriture & son vêtement ; mais encore, selon la pensée de plusieurs Peres, qui est confirmée par le Concile d'Aix-la-Chapelle *b* tenu en 816. si cet Ecclesiastique conserve son patrimoine, & s'il en jouit, il en doit tirer sa subsistance, sans toucher au revenu de son Benefice, qu'il doit consacrer à nôtre Sauveur Jesus Christ, en le destinant & l'employant pour les besoins de l'Eglise & des pauvres. J'ay déjà rapporté un passage de S. Augustin, qui est

est trop formel pour me dispenser de le répéter sur cette matière : *a Si autem privatim qua nobis sufficient possidemus, non sunt nostra, sed pauperum, quorum procuracionem quodammodo gerimus, non proprietatem nobis usurpatione damnaibili vindicamus.* Dans le

a Epist. 50. ad Bonif.

Droit Canonique il y a un passage convainquant sur ce sujet, cité sous le nom de S. Jérôme : *b Clericos autem illos convenit Ecclesia stipendiis sustentari, quibus parentum & propinquorum nulla suffragantur. Qui autem bonis parentum & opibus sustentari possunt, si quod pauperum est accipiunt, sacrilegium profecto committunt.* L'Auteur des Livres de la vie

b Causa 16. q. 1. c. ult. & causa 1. q. 2. c. 6.

contemplative attribuez à S. Prosper, enseigne la même chose, & le passage en est d'autant plus considérable, qu'il est cité dans le Concile d'Aix-la-Chapelle, & dans le Droit Canonique : *Pastor Ecclesiae iis quibus sua sufficiunt, non debet aliquid erogare, quando nihil aliud sit habentibus dare, quam perdere: nec illi qui sua possidentes, dari sibi aliquid volunt sine grandi peccato suo, unde pauper victurus erat, accipiunt. De Clericis quidem dicit per Prophetam Spiritus sanctus: Peccata populi mei comedunt: sed sicut nihil habentes proprium, non peccata, sed alimenta, quibus indigere videntur, accipiunt; ita possessores, non alimenta, quibus abundant, sed aliena peccata suscipiunt.* Supposé donc ce principe véritable, que les Beneficiers soient simplement les procureurs des pauvres, & les

œconomés & les dispensateurs des revenus Ecclesiastiques qui sont entre leurs mains, & que s'ils ont du bien d'ailleurs, ils en doivent vivre sans toucher aux revenus & aux biens de l'Eglise; on peut tirer une conséquence, que si des Beneficiers, lors même qu'ils possédoient leurs Benefices, ne pouvoient pas s'en approprier le revenu, & qu'au plus ils n'avoient que la permission d'en tirer leur nourriture & leur vêtement, après qu'ils ont renoncé à leur Benefice par une résignation, & qu'ils ne rendent plus aucun service à l'Eglise qu'ils ont abandonnée, ils ont encore moins de sujet d'en tirer une Pension, & d'en diminuer le revenu, s'ils sont accommodés, & s'ils peuvent vivre honnestement de leur patrimoine ou de quelque Benefice qui leur reste: autrement, selon le raisonnement des Peres, ils commettraient un sacrilege & feroient un larcin, ayant le moyen de subsister, & retenant le bien des pauvres, on commettrait aussi une étrange dissipation du même bien, en l'accordant à des personnes qui en ont suffisamment: *quando nihil aliud sit habentibus dare, quam perdere.*

La seconde vérité qu'il faut remarquer pour comprendre plus parfaitement la justice du decret de l'assemblée des neuf Cardinaux, est qu'il ne suffit pas précisément, pour obtenir une Pension canonique, d'avoir esté titulaire & possesseur d'un Benefice que l'on rési-

résigne. Car le résignant, pour parler selon l'esprit & les regles de l'Eglise, n'a pas plus de droit sur les fruits d'un Benefice qu'il abandonne, qu'un autre Ecclesiastique qui ne l'a jamais possédé, & il commettrait une simonie s'il exigeoit une Pension comme le prix & la récompense de son Benefice : mais s'il est pauvre, ou s'il est réduit dans quelque infirmité qui demande le secours de l'Eglise, on lui fait une grace & une espee d'aumône en lui accordant une Pension sur le Benefice qu'il résigne. Pour l'éclaircissement de cette verité il faut supposer les ordonnances de l'Eglise qui défendent de resigner un Benefice sans sa permission, de même qu'un soldat ne doit pas sortir de son poste sans le congé de son Capitaine. Certainement l'Eglise a grand interest de connoître les causes pour lesquelles on se retire d'un Benefice. Car sans m'arrêter à plusieurs raisons que l'on pourroit rapporter, & pour me renfermer dans le sujet present, comme elle doit pourvoir à sa subsistance des Ecclesiastiques, & empêcher leur mendicité, elle doit aussi s'informer si ceux qui résignent, peuvent vivre d'ailleurs. Car leur titre patrimonial étant éteint par une titre qu'il ont occupé & qu'ils résignent ensuite, il est juste qu'elle sçache si après leur resignation ils auront encore le moyen de vivre honnêtement. C'est pourquoy le Concile de Trente sess. 21. c. 2. & les autres Conciles que j'ay citez sur un sujet

semblable, ordonnent que dans les résignations l'on expose si le Benefice qui a esté resigné, servoit de titre, & que l'on employe si le résignant peut vivre commodément en quittant son Benefice. L'on void aussi que conformément au decret du Concile de Trente, l'on met cette clause dans les procurations *ad resignandum, aliunde commodè vivere valens*, pour marquer que celuy qui résigne peut vivre commodément, quoiqu'il ait abandonné son Benefice. Mais s'il peut vivre commodément sans ce Benefice, quel droit a-t-il d'en retrancher les revenus par une Pension, & quelle récompense peut il demander pour la sortie d'une Eglise qu'il abandonne sans nécessité, ou plutôt qu'il répudie ? Lors qu'il luy a rendu service, il en a touché le revenu. Quel droit a-t-il acquis par sa retraite, laquelle rend sa cause moins favorable devant Dieu, que celle d'un autre homme qui n'a jamais possédé le Benefice. Cependant quoique la seule lumiere naturelle nous apprenne qu'un homme riche qui abandonne volontairement une Eglise qu'il n'aime pas, soit indigne d'en tirer une Pension; néanmoins, par un étrange déreglement on ne laisse pas tous les jours d'en exiger, à cause seulement que l'on a esté titulaire d'un Benefice : un Gentilhomme Patron d'un Benefice nomme à une Cure son fils, qui n'a pas même dessein de s'engager dans l'ordre de Prêtrise, & qui résigne le lendemain

demain la Cure à Pension : un Chanoine se fait nommer par un de ses amis ou de ses Confreres à une Cure dans laquelle il n'a aucune volonté de résider ; il expose cette Cure au plus offrant ; il la résigne le plus tard qu'il peut ; mais enfin pressé par des Arrêts qui déclarent l'incompatibilité d'une Cure avec une Prebende, il retient une Pension, il écrème ce Benefice, pour me servir de l'expression de M. Lescot Evêque de Chartres, & il laisse un successeur qui est plutôt son fermier qu'il n'est Curé de la Paroisse. Oseroit-on dire que ces deux résignans aient acquis une Pension par un droit legitime, pour avoir esté nommez à un Benefice, & pour l'avoir possédé pendant quelque temps ?

On m'accordera peutêtre qu'il est vray que pour acquerir un droit de Pension, il ne suffit pas d'avoir esté titulaire d'un Benefice pendant quelques jours : mais que cette récompense regarde principalement ceux qui pendant le cours de plusieurs années ont rendu un service considerable. J'avouë que la cause de ceux-cy paroît plus favorable, mais elle ne merite point encore de Pension. Car s'ils ont bien servi, ils ont reçu la récompense temporelle de l'Eglise qui leur a fourni ce qui leur estoit necessaire, outre la récompense infinie qu'ils doivent attendre de Dieu, laquelle a deu animer leurs esperances, & estre le but de leurs travaux, & ils seroient trop

110 DISSERTATION

charnels, selon la pensée de l'Autheur des Livres de la Vie contemplative, si en servant l'Eglise pour des interets temporels, & les regardant comme le prix de leurs travaux, ils envisageoient les récompenses de la terre, au lieu de celles de l'éternité : *a Qui au-*

*a Lib. 2. de vita
contem-
plativa
cap. 10.
inter ope-
ra B.
Prosper.*

*tem Ecclesia serviunt, & labori suo, veluti de-
bita reddi oportere credentes, ex quibus opus
non habent, aut accipiunt libenter, aut exigunt,
nimis carnaliter sapiunt si putant quod Eccle-
sia fideliter servientes, stipendia terrena, ac
non potius præmia aterna percipiant.* Mais
comme ils doivent regarder principalement
les biens de l'éternité, ils doivent aussi s'ab-
stenir de rien toucher du revenu de l'Eglise,
s'ils n'en ont point besoin, quoiqu'ils ayent
utilement & fidèlement servi l'Eglise. *Ea-
quibus opus non habent, aut accipiunt libenter,
aut exigunt, nimis carnaliter sapiunt, &c.*

Ainsi le pretexte de service rendu à l'Eglise
ne suffit pas précisément pour obtenir une
Pension. En effet, s'estant retirez volonta-
irement de leurs Benefices, s'ils ont moyen
de vivre, quelque grand service qu'ils ayent
rendu dans un Benefice, ils n'en doivent pas
diminuer le revenu, & ôter à leurs succes-
seurs la commodité d'y faire autant de bien
qu'il est nécessaire : mais sans s'attacher aux
biens de la terre & aux richesses qui affoiblif-
sent le cœur de l'homme, & qui sont presque
inseparables des voluptez, *b* ils doivent en-
trer dans un esprit d'humiliation & dans un
estat

*b Satellites volu-
ptatum.
S. Aug.
de Vera
Religione
cap. 6.*

estat de rabaisſement , & rendre graces à Dieu de leur avoir donné les forces de travailler & d'avoir benì leurstravaux. En un mot , des réſignans riches , qui ont demeuré long-temps dans des Benefices, peuvent s'en détacher, ou par un motif de faire penitence, ou par quelque maladie qui les rend incapables de faire leurs fonctions , ou par lâcheté : Si c'est par faineantife & par lâcheté , ils ne meritent pas de recevoir des Penſions , mais d'eſtre frapez de Censures : Si c'est à cause d'une infirmité corporelle , qu'ils adorent la Providence de Dieu qui peut être les détache pour leur ſalut du Benifice où ils eſtoient , & qu'ils luy rendent graces de leur avoir laiſſé des moyens ſuffiſans de ſubſiſter dans cet estat : Si c'est pour faire penitence, ils ne doivent point chercher d'autres commoditez que celles qu'ils poſſedent , puis qu'au contraire la penitence doit les porter à la mortification & à l'humiliation ; d'où vient que Tertullien l'appelle *humiliſcandi hominis disciplinam*. * Enfin ſi ceux qui réſignent ſont pauvres, & ſ'ils ont des cauſes legitimes pour réſigner, il eſt juſte de les aſſiſter, mais non pas à cause d'une pretention vaine ſur un Benefice qu'ils réſignent, & d'une longue reſidence qui leur ait acquis un droit imaginaire : c'eſt ſeulement la veuë de leur pauvreté qui leur attire la grace de la Penſion , qu'on leur accorde neanmoins d'autant plus facilement , que leurs ſervices les rendent plus dignes de la recevoir.

Pour

* *Lib. de pœnit. cap. 7.*

112 DISSERTATION

Pour faire voir enfin d'une maniere invincible que les Pensions accordées dans les résignations sont demandées & obtenues sur le pretexte de la pauvreté, il suffit de remarquer deux choses; la premiere, qu'il n'est point permis d'avoir une Pension sur un Benefice pour en vivre plus commodement; & le Parlement de Tholose a condamné par un

* l. 1. qu.
notab. c.
28. de M.
d'Olives
du Mes.
nil Con-
seiller
au Parle-
ment de
Tolose.

Arrest *celebre du 19 Juin 1637. une Pension qu'un particulier avoit obtenuë en Cour de Rome, sous le pretexte de vivre plus à son aise, *ut commodius vivere posset*. Cette Pension qui avoit esté accordée avec autant de facilité qu'elle avoit esté demandée avec sincerité, fut déclarée nulle & abusive; tant il est veritable qu'il n'y a que la seule cause de la pauvreté qui rende les Pensions legitimes. Secondement il faut remarquer le sens naturel & propre des paroles qui se rencontrent dans les procurations *ad resignandum*, & dans les signatures de Rome qui sont expédiées sur les suppliques. Car ces mots qui s'y trouvent lors que l'on demande des Pensions, *subventionis causâ, & ne resignans nihil minus pateretur dispendium ex sua resignatione*, signifient dans le langage ordinaire & naturel une certaine impuissance de vivre honnêtement sans le secours de la Pension que l'on demande au Pape: ce qui est tellement veritable, que l'on n'employe point d'autres termes dans une creation de Pension établie pour un pauvre Beneficier chargé d'an-

d'années & abbatu de maladie, qui est contraint de resigner son Benefice. L'on ne peut pas donner une autre interpretation à ces paroles sans leur faire violence. Cependant n'est-ce pas un defordre épouventable que des Beneficiers riches & accommodez dérobent le manteau des pauvres pour s'en couvrir & pour attraper leur bien; c'est-à-dire, qu'ils se servent du voile de la pauvreté pour obtenir une pension? S'ils exposoient les Benefices qu'ils possèdent encore après la resignation faite du Benefice dont ils prétendent tirer Pension, ou s'ils déclaroient au Pape qu'ils peuvent vivre commodément de leur revenu & de leur patrimoine, sans cette Pension qu'ils demandent, oseroient-ils se servir des mêmes paroles, & marquer à sa Sainteté dans leurs suppliques, qu'ils recevroient un grand prejudice sans cette Pension, & qu'ils la poursuivent comme un moyen de subsister, *subventionis causâ*, & *ne nimium dispendium*, &c? Ils se rendent donc coupables devant Dieu, en imposant au Vicaire de Jesus-Christ & en luy représentant une pauvreté qui ne se rencontre pas véritablement en eux.

Je sçay bien que plusieurs Beneficiers dans la bonne foy & dans la sincerité ont fait employer ces mêmes mots, *subventionis causâ*, &c. sans faire reflexion & sans dessein de surprendre le Pape: ils ont esté trompez par

par des Banquiers & par des expeditionnaires en Cour de Rome, qui se mettent en peine seulement de leur style, & non pas de la conscience des particuliers, & qui donnent lieu à tous ces monopoles en flatant l'inclination des résignans qui ignorent comme eux les veritez qu'il seroit nécessaire de leur découvrir. Mais ny l'avarice, ny l'aveuglement de ces Officiers interessez n'excuse pas absolument ceux qui ont esté surpris. Car ils doivent rechercher les remedes convenables pour réparer la faute qu'ils ont faite dans leur supplicque qui n'estoit pas veritable : de même que ceux qui ont obtenu des dispenses sous un faux enoncé sont obligez de prendre de nouvelles mesures, & ne doivent pas demeurer dans une fausse paix. Mais s'il faut traiter un peu favorablement les Ecclesiastiques riches, qui ont avec simplicité employé dans la creation de leurs Pensions la clause de la pauvreté, il est nécessaire d'exercer une juste rigueur contre les autres qui s'en sont servis, non par aucun defect de lumiere, mais par une mauvaise disposition du cœur ; & pour arrêter un semblable desordre, il faut apporter le remede que les Conciles, les Arrêts, & la raison prescrivent. Le Concile d'Oxford ne s'est pas contenté de rejeter les Pensions pour résignation, il oblige encore les Beneficiers de jurer devant l'Eveque, & de prêter serment comme ils n'ont point com-

mis

mis de simonie, ny aucune autre paction sur le sujet du Benefice dans lequel ils entrent.

a Præsenti quoque statuto definimus ut Episcopus ab eo qui sibi præsentatus fuerit, recipiat juramentum, quod propter præsentationem illam, nec promiserit, nec dederit aliquid præsentanti, nec aliquod propter hoc pactum ini-

a Le titre porte : Quod Episcopus recipiat juramentum à præsentato, ut evitetur simonia. Concil. Oxon.

rit. Le Concile de Roüen *b* tenu en 1581. employe encore la même précaution du serment pour découvrir ce qui se passe dans les résignations & dans les Pensions; & il declare d'abord que les résignations, qui se font avec la reserve des fruits, ou avec une Pension qui est ensuite rachetée par les résignataires, sans l'autorité du saint Siege, sont absolument simoniaques; & qu'outre la simonie mentale & les pactions illicites qui precedent ordinairement l'établissement de ces Pensions, l'experience apprend encore qu'elles servent seulement de couverture à la cupidité & à la simonie. 2^o. *c* Il declare que les résignations faites

b Concil. Rothom. de Episcoporum officiis, num. 17. Resignationes quorumcumque Beneficiorum, cum re-

tentione fructuum, vel pensione, quæ postea ab his qui resignationes illas acceperint, præsertim pretio (hæc pauca decretum enervant) *sine Sedis Apostolica auctoritate* redimitur, pro simoniâ habendas judicamus: præterquam enim quod mentalem saltem simoniâ, aut etiam pactum illicitum antecessisse frequentius deprehenditur, experientia docet hoc unum esse velamen ad contegendam simoniæ turpitudinem & malitiâ.

c Num. 18. Resignationes factæ prius incognitis, aut his quos nulla virtus, aut singularis eruditio, aut alia honesta causa commendat, suspectæ de simonia redduntur, præsertim si quid illicite actum fama proclamet.

en faveur des personnes inconnuës, ou bien qui ne sont point recommandables pour leur pieté ou leur erudition, sont suspectés de simonie, principalement lors qu'il se rencontre quelque bruit desavantageux. 3°. Il ordonne que l'Evêque ne doit point admettre de telles resignations, sans avoir pris le serment, selon le sentiment du Pape Innocent III. * *Tales igitur resignationes non debent ab Ordinario absque purgatione canonica, ex decreto Innocentii III. renovato, dum de canonicis Cathedralium Ecclesiarum tractatum est, admitti.* Le remede donc que l'on peut apporter pour empêcher les Pensions pour cause de resignation, est de les bien examiner, de voir si l'on a exposé la verité au Pape, & de purger par serment ceux qui obtiennent les Pensions. Cette pratique est d'autant plus facile, qu'en 1639. 12. Decembre, un Arrest celebre a esté rendu au Conseil du Roy, sa Majesté estant presente, par lequel on défend de prendre Pension sur un Benefice que l'on résigne, à moins qu'un Evêque ne connoisse & approuve la cause de resignation, & par conséquent la Pension. Cet arrest est rapporté tout au long dans un traité Latin de la Résidence, composé par le sçavant M. de la Place, page 244. & il fait voir qu'un Evêque à l'autorité d'examiner les traitezz qui se font sur les Benefices de son Diocese, & d'interroger un Ecclesiastique, si le Benefice qu'il reçoit n'est point chargé

de

SUR LES PENSIONS. II7

de Pension, si le pretexte de la Pension est veritable & legitime, si la Pension n'est point onereuse. Alors s'il trouve quelque défaut dans la creation de Pension, après l'avoir representé avec une douceur de pere, & après avoir fait connoître la fausseté du pretexte que l'on a pris pour l'établir, il doit employer la vigueur Episcopale, & s'opposer à cette Pension qui ôteroit le pain des pauvres, & qui damneroit le miserable qui la pretend. Il doit enfin cette protection à une Eglise qui a esté commise à sa charge, & il n'est pas juste qu'il méprise les plaintes des pauvres, & qu'il écoute, ou un résignant malicieux qui a surpris le Pape, ou un résignataire ignorant qui ne se met pas en peine d'une Pension, parce qu'il n'en connoît pas l'importance, & qu'il se croit infiniment heureux d'estre revêtu d'un Benefice qui surpasse toutes ses esperances.

Si la fermeté d'un Evêque pouvoit estre ébranlée dans ces rencontres, ce seroit, ou par la crainte des Juges seculiers, ou par l'apprehension de déplaire au Pape. Mais, par la misericorde de Dieu, les Magistrats, & principalement Messieurs les Gens du Roy, ne favorisent pas les Pensions frauduleuses, dont il est question: au contraire, comme les Pensions en general combattent les maximes des Libertez de l'Eglise Gallicane, & qu'en particulier
celles-

118 DISSERTATION

celles-cy sont contraires aux bonnes mœurs, à la sincérité, & à la justice, les Juges seculiers les condamneroient & approuveroient le zele d'un Evêque qui en poursuivroit la suppression. Enfin cette genereuse opposition d'un Evêque ne seroit pas suspecte à Rome auprès du Pape & de tous les gens de bien, qui sont bien aises que les méchans ne profitent point des graces qu'ils ont obtenues par surprise. Ainsi les souverains Pontifes * ont souvent témoigné qu'ils ne pretendoient point favoriser ceux qui les surprenoient, & qu'ils souhaitoient qu'on leur découvrit les artifices dont on se servoit pour obtenir des graces qu'ils n'auroient jamais accordées, si on leur avoit représenté toutes choses dans la verité. C'est pourquoy l'on ne doit pas croire qu'un Pape se sentit offensé si un Evêque s'opposoit à une

* Non imputo Domino meo, cui tamquam homini subripi potuit.
B. Bernardus epist. 130.
Hoc sollet habere præci-

pium Apostolica Sedes, ut non pigeat revocare quod à se forte deprehenderit fraude elicitum, non veritate promeritum. Res plena æquitate & laude digna, ut de mendacio nemo lucrétur, præsertim apud sanctam & Apostolicam sedem. *Id. epist. 180.*

Ista Bernardus quàm sapientissimè, ait Cardin. Barenius ad annum 1135. *num. 25.*

Si quando aliqua fraternitati tuæ detegimus, quæ animum tuum exasperare videntur, turbari non debet, qualitatem negotii pro quo tibi scribitur diligenter considerans, aut mandatum nostrum reverenter adimpleas, aut per litteras tuas quare adimplere non possis, rationabilem causam prætendes, quia patienter sustinebimus si non feceris quod pravâ nobis insinuatione suggestum. *Alexander III. Ravennati Archiepiscopo. Refertur cap. 5. de rescript.*

à une Pension qu'un Ecclesiastique riche & accommodé auroit demandée & obtenue sous le pretexte de la paupreté, *subventionis causâ*, & ne *nimum pateretur dispendium*.

Et certes l'on examine souvent les Dispenses qui viennent de Rome, & le Pape les adresse aux Ordinaires, afin qu'ils reconnoissent si la grace qui est accordée répond à la justice & à la vérité de la supplique. On peut donc avec une semblable équité pratiquer la même chose sur le fait des Pensions établies.

Il ne faut pas se contenter d'une simple cérémonie de voir, comme l'on fait en plusieurs Diocèses, si la signature de Rome pour creation de Pension, n'a point esté écrite par un faussaire, & ensuite en dresser un Procès verbal, & en delivrer une attestation signée par le Greffier & par un Grand Vicairé qui se font payer de leur peine; mais il faut soigneusement penetrer le sens de la signature, & en examiner la justice, les conditions & le pretexte. M^e Guy Coquille dans le traité pour la réformation de l'état Ecclesiastique, se plaint beaucoup de la negligence que l'on apporte sur le sujet des résignations *in favorem*, lesquelles servent de fondement aux Pensions. * *Le plus grand*

mal, dit-il, *a esté que ces résignations in favorem ont esté admises selon la seule volonté du résignant, sans enquerir si c'étoit l'utilité de l'Eglise; & à ce moyen on en fait trafic, & a esté occasion d'envoyer argent*

* Dans les œuvres posthumes in 4 p. 118.

argent à Rome. L'on peut dire la même chose des Pensions, puisque l'on se contente de voir la signature, sans les examiner comme il faut. Enfin si les loix civiles punissent la mauvaise foy ; & si, selon S. Augustin, elles ne permettent pas que l'on profite des fa-

* B. Au-
gustinus
tract. 7.
in Joan.

veurs obtenus par le mensonge : * *Juris Forensis est, ut qui in precibus mentitus fuerit, non illi proficit quod impetravit*, on ne peut jamais reprocher à un Evêque l'opposition qu'il forme contre des Pensions demandées & obtenus contre la vérité & la justice ; au contraire l'on doit beaucoup estimer sa vigilance pastorale, & la charité qu'il a de conserver le bien que l'on va ravir aux pauvres. Mais pour rendre encore cecy plus sensible par des exemples, & pour confondre les vains reproches de ceux qui accusent de nouveauté & de singularité quelques Evêques tres-vertueux & tres-éclairez de nôtre France, qui s'opposent à l'établissement des Pensions abusives, peut-on dire avec justice qu'un Prélat est criminel, qui empêche une Pension dans le cas que je vas rapporter, qui n'est que trop ordinaire. Un Beneficier riche en toutes manieres dans le monde, résigne une Cure d'un moindre revenu, pour entrer dans une autre d'un revenu plus considerable. Il quitte une épouse qui lay paroît pauvre pour s'attacher par un adultere spirituel à une autre plus riche : *Virginis pauperula societate*

con-

contemptâ , ditioris adultera querit amplexus *. Il expose au Pape qu'il ne peut pas vivre commodément sans retenir une Pension sur cette Eglise qu'il méprise , ou qu'il abandonne. Où est le crime d'un Evêque en cette occasion , en s'opposant à une Pension si injuste ? Peut-on dire encore avec justice qu'un Prelat soit criminel dans un autre cas qui n'est que trop commun ? Un Beneficier quitte une Cure de cinq cents écus de revenu , en faveur de son frere , à cause d'un autre Benefice qui luy arrive. Il retient sur la Cure une Pension qu'il ne demandera pas a son frere ; mais , si son frere mouroit , il l'exigeroit d'un autre. Ce frere qui est resignataire à Pension de la Cure , trouve occasion d'en sortir pour entrer dans une autre plus commode & de plus grand revenu ; il retient la même Pension sur la Cure , à condition seulement qu'elle luy sera payée après le décès du premier resignant : de sorte que outre l'injustice de la Pension établie pour des personnes accommodées , on peut remarquer encore un autre desordre dans l'établissement de deux Pensions successives dont un même Benefice est chargé pendant la vie de deux hommes. Où est le crime de l'Evêque ?

Peut-on dire encore avec justice qu'un Prelat soit criminel , qui combat un dereglement qui arrive tous les jours ? Un oncle qui est riche , & de son patrimoine , &

* S. Hieronymus
epist. ad Ocea-
num.

122 DISSERTATION

des revenus de plusieurs Benefices, résigne à son neveu son meilleur Benefice, une Cure, si vous voulez de grande étendue & de grand revenu. Il n'envisage par les revenus

a Moyses
amicus
Dei, cui
facie ad
faciem
Deus lo-
cutus est,
potuit ut-
tique
successo-
res prin-
cipatus,
filios
suos fa-
cere, &
posteris
pro-
priam
relinque-
re digni-
tatem,
sed extra-
neus de
alia tribu
eligitur
Josue, ut
iciremus
principa-
tum in
populos
non san-
guine de-
ferendum esse sed vitæ.

de l'Eglise, qui obligent, selon S. Jérôme *a* & tous les saints Peres, *b* de considérer le mérite des personnes, sans avoir égard à la chair & au sang; mais au contraire c'est un bon parent, selon le monde, qui veut faire sa maison, & qui regarde sa Cure qu'il résigne, comme un bien avantageux qu'il veut conserver dans sa famille : *Hæreditate possideamus sanctuarium Dei c.* Il consulte l'arbre de consanguinité; il appelle le neveu le plus proche, & non pas le plus homme de bien; il résigne son Benefice à Pension qu'il demande sous le pretexte de pauvreté; *subventionis causâ*, & ne *nimum pateretur dispendium ex sua resignatione.* Où est le crime de l'Evêque qui s'oppose?

Peut-on dire encore avec justice qu'un Prelat soit criminel, qui ne peut souffrir dans son Diocèse une étrange monopole qui regne impunément dans plusieurs autres? Un Curé qui a amassé du bien dans son Benefice, & qui a d'ailleurs un patrimoine suffisant pour s'entretenir, veut sans nécessité

B. Hier. epist. ad Titum.

b *Isid. l. 2. c. 9. de Eccles. offic. Refertur à Concil. Aquisgr.*
c. 9. in fine.

c *Psalm. 82.*

sité sortir de son Benefice. Il ne cherche pas un honnête homme, mais quelque Vicaire ignorant qui luy fasse une ample composition en sortant. Ce Vicaire accorde avec une incroyable facilité la Pension qu'on luy demande, sans en considerer ny l'excès, ny l'injustice; il la regarde comme une condition nécessaire, sans laquelle il n'obtiendrait pas le Benefice; & bien loin de la disputer, il l'offriroit pour attraper la Cure: ce misérable ne se met pas en peine d'estre le fermier d'un resignant avare qui a répudié son épouse, & qui la laisse à rente & à ferme, pour me servir de l'expression de M. *a* Despenſe: il s'estime au contraire trop heureux d'estre titulaire d'un Benefice; & ce bonheur pretendu est encore accompagné de l'esperance qu'il a, que la mort de son bien-faïcteur augmentera sa fortune. Car comme s'il en avoit tiré l'horoscope, il se flatte qu'il mourra bientôt. Mais quoy qu'il luy arrive, il gagne assez en devenant titulaire d'un Benefice. Saint Charles Borromée *b* ayant reconnu qu'un Evêque avoit con-

a Ignorantia testes sunt Cathedralibus Pastoribus jam olim relicta, ad fraterculos mendicantes relegata, quidam quasi vidua miserabilis, vel sponsa potius à viris repudiata, & mercenariis passim sub annuo censu contra juris præscriptum locata ac veluti prostituta. *Esperenceus Epist. ad Cardinalem Carolum Borbonium: præfigitur digress. libris in 1. ad Timoth.*

F. 2.

b Annuam pensionem Carolo solvebat Episcopus, evehementer postulanti ut illud sibi juris remitteret, & reficiendæ Ecclesiæ necessitatem, tennesque fructus excusanti, liberè respondit nullo modo se velle ei condonare, qui Episcopatum etiam adjunctâ pensionis conditione quaſierat; facturum tamen ut ea pecunia quot annis in Ecclesiam illam reficiendam vel ornandam aliorum operâ infunderetur. *Vita*

B. Caroli l. 7. c. 35.

senti à la creation d'une Pension, pour attraper plus facilement un Evêché qu'il desiroit, ne voulut jamais la relâcher, pour punir sa cupidité. Mais ce Prelat luy ayant representé que son revenu estoit fort modique, & qu'il estoit obligé de réparer son Eglise; le S. Cardinal donna commission à d'autres personnes de recevoir l'argent de la Pension, & l'employer pour la reparation & la decoration de l'Eglise. C'est ainsi que sans épargner les résignans avarés, l'on devroit punir les resignataires intéressés.

Pourroit-on condamner avec justice un Evêque qui s'opposeroit à un abus que le dernier Concile de Reims * a si fortement condamné. Le Patron d'un Benefice, un Chanoine, par exemple, est averti d'une Cure vacante qui est à sa nomination; son neveu, son cousin, ou le fils de sa servante, n'a pas encore atteint l'âge nécessaire pour la posséder; il cherche quelque Chapelle pour récompense de sa nomination. Il trouve le Chappelain d'une Cathedrale; il luy donne la Cure à la charge de re-signer sa Chapelle, ou à son neveu, ou à son

* Si quis
benefi-
cium
propter
obse-
quium
vel im-
pensæ
servitu-
tis mer-
cedem
conferat
vel de re-
tinendâ
pensione

sibi vel alteri pasciscatur aut partem fructuum, vel aliud beneficium in compensationem collationis, etiam alteri conferendum exigat, vel aliam quamlibet pactiorem, à Sede Romanâ non approbatam fecerit, simoniacus esse censetur. *Concil. Rhemense anno 1583. titulo de simoniaco & fiduciariis §. 7.*

son cousin, ou au fils de sa servante. Si cette composition simoniaque ne réussit point, il en employe une autre, & il retient pour luy ou pour quelque ami une Pension que l'on impose sous un titre coloré sur le Benefice. Peut on dire que dans une occasion semblable un Evêque est suspect de singularité, s'il s'oppose à des pratiques si criminelles ; ou plustost ne seroit-il pas coupable d'une extrême lâcheté & d'une honteuse prevarication s'il ne s'y opposoit pas ?

Enfin peur-on dire avec justice qu'un Evêque soit criminel s'il s'efforce d'empêcher une Pension dans l'occasion que je vas rapporter ; ce n'est point un cas métaphysique, c'est une histoire véritable qui n'a que trop d'exemples semblables. Un fameux Curé qui prenoit ordinairement la qualité d'Escuyer Prestre, après avoir possédé pendant plusieurs années une Cure, dans laquelle il vivoit d'une manière, non pas Ecclesiastique, mais Cavaliere, recueille une succession de six mille livres de rente qui luy est ouverte par la mort de son frere aîné : il quitte aussitôt la résidence de sa Cure qu'il abandonne pendant quatorze années, pour s'attacher au ménagement de ses terres, & au divertissement de la chasse. Son Evêque le presse de résider ou de résigner la Cure : il propose une résignation, & fait une capitulation avantageuse en

rendant sa place : il résigne à un Ecclesiastique absent qu'il ne connoissoit pas , qui luy avoit esté nommé par un sage & pieux Magistrat Patron du Benefice : il accompagne sa résignation d'une Pension qui estoit inconnue à son résignataire ; lequel n'auroit jamais accepté le Benefice à cette condition : Ce résignataire jouït pendant deux ans , sans entendre parler de la Pension , laquelle estoit payée à ce résignant avare par le Patron Laïque qui avoit voulu le chasser de la Cure par ce moyen. Après le decés du Magistrat on demande la Pension au résignataire. Il répond qu'il n'en a point de connoissance ; qu'une Pension est une servitude qu'on n'a pas pû imposer sur son Benefice sans son consentement , selon les regles *a* de la Chancellerie , & les Arrests rendus en pareil cas , rapportez par M. du Puy sur les Libertez de l'Eglise Gallicane.

b Il ajoûtoit que la signature de Rome en vertu de laquelle il avoit obtenu la collation de l'Evêque , ne marquoit point cette Pension. Il soutenoit qu'une Pension pouvoit bien estre la récompense des services d'un pauvre Ecclesiastique , mais non pas le prix de la lâcheté & de la non résidence d'un résignant opulent ; & qu'enfin une Pension devoit estre accordée *subventionis causâ* , pour faire subsister un Prestre ; mais que ce Prestre n'en avoit pas besoin pour subsister , puisqu'il possédoit , outre le revenu :

a Regle
46.

b Ari.
50. p.
169.

venu d'une Chapelle dont il est Titulaire, six mille livres de rente, & qu'il entretenoit une meute de chiens. Sur ce sujet on luy representa, ou qu'il pouvoit nourrir ses chiens sans retenir une Pension sur un Curé, où qu'il ne le pouvoit pas: s'il les pouvoit nourrir absolument sans la Pension que son exposé au Pape estoit faux, & qu'il n'estoit pas veritable qu'une Pension luy fût nécessaire *subventionis causâ*; s'il avoit besoin de la Pension qu'il retenoit sur la Cure, pour nourrir ses chiens, qu'il commettoit un sacrilege épouventable, donnant à des chiens du pain qu'il ôtoit aux pauvres qui sont les membres de Jesus Christ. Après tout l'on faisoit voir à cet Escuyer Clerc, qu'il ne s'acquittoit point des obligations d'un Prestre, & d'un Gentilhomme, & qu'il menoit une vie purement roturiere & seculiere, quoiqu'il voulut recevoir en même temps tous les avantages de la Clericature & de la Noblesse. Car quoiqu'il eût une santé parfaite qui luy permettoit de faire plusieurs fonctions Ecclesiastiques, il s'en éloignoit absolument, non dans la veüe de son indignité, mais par une faineantise & par un mépris; l'habit même Ecclesiastique luy estoit inconnu, & il n'avoit aucune marque pour le distinguer des laïques. Cependant s'il falloit payer un impost dont les Ecclesiastiques fussent exempts, s'il falloit se défendre d'une tutelle,

le, si les Gentilshommes estoient mandez pour l'arriereban; pour lors il publioit à tout le monde qu'il estoit Prêtre, sans apprehender la malediction dans laquelle selon la pensée de saint Bernard, seront engagez ceux qui vivent d'une maniere si irreguliere: *

* S. Bernardus l.
3. de confid. c. 5.

Quid sibi vult quod Clerici aliud esse, aliud videri volunt? nempe habitu milites, quæstus clericos, actu neutrum exhibent. Nam neque pugnant ut milites, neque ut clerici evangelizant. Cujus ordinis sunt? Cum utriusque esse cupiunt, utrumque deserunt, utrumque confundunt. Unusquisque, inquit, in suo ordine resurget, isti in quo? Vereor istos non alibi ordinandos quàm ubi nullus ordo, sed sempiternus horror inhabitat. Voici, Monsieur, la peinture d'un homme qui s'imaginoit que l'Eglise luy estoit beaucoup redevable, quoiqu'il la pillât avec une extrême hardiesse. Comme c'est l'abus tout visible de la pension qu'il exigeoit qui m'a causé de l'horreur des pensions injustes, & qui m'a porté à faire la dissertation que je vous envoie, vous aurez bien la bonté de me pardonner si je me suis trop arrêté sur un si fâcheux exemple; mais au moins j'aurai la consolation que vous demeurerez d'accord qu'il y auroit de la lâcheté à souffrir une pension si manifestement abusive, & que ce seroit la plus grande des injustices d'accuser un Evêque de dureté & d'entreprise, s'il n'appuyoit pas de sa protection un Curé & des

des pauvres auxquels on ravit le pain, & s'il s'opposoit aux desseins criminels de cet avaré Gentilhomme.

On dira peut-être que la Pension accordée à ce misérable n'estoit pas injuste, puis qu'il falloit luy faire un pont d'or pour favoriser sa sortie, & pour le chasser du Benefice. J'avouë que le dessein de ceux qui l'en détachent, estoit tout-à-fait juste, mais la question est de sçavoir si la Pension est legitime au regard de celuy qui la reçoit, & s'il peut l'exiger en seureté de conscience. Je sçay qu'on a pû la luy accorder à cause de la dureté de son cœur, *ad duritiem cordis*, mais cela fait voir la charité de ceux qui ont ménagé un accommodement favorable, & l'injustice de celuy qui reçoit la Pension. Ainsi Dieu recompensera la pieté d'un Magistrat qui s'est offert de payer la pension sur son bien, & qui l'a effectivement payée pendant sa vie, & il punira la dureté d'un Prêtre riche & impitoyable qui l'a exigée. Il me souvient sur ce sujet de la parole de l'Evangile * : Un * *Luc. 10.* homme allant de Jerusalem à Jericho, est rencontré par des voleurs, qui le dépouillent, le percent de coups, & le laissent à demi mort étendu sur la place. Un Prêtre & un Levite passent, qui voyent cet homme, sans le secourir. Mais un Samaritain, qui avoit une grande antipatie contre les Juifs, & qui n'avoit pas la même obligation que ceux-cy, s'arrête, descend de cheval pour y mettre le blessé

F s

qu'il

qu'il conduit dans une Hôtellerie. Il applique sur ses playes l'huile & le vin, & laisse un ordre de luy fournir tous les medicamens & tous les alimens necessaires. Cette parabole est une image tres-fidelle de l'amour de nôtre Seigneur Jesus-Christ qui vient guerir les blessures que le peché nous a faites; mais elle nous peut aussi représenter la charité si officieuse d'un laïque qui confond la lâcheté & l'avarice d'un Prêtre; & sans m'arrêter à une application & une explication plus precise, l'on peut dire d'une Eglise occupée par un Pasteur mercenaire. *Incidit in latronem qui etiam dissipavit eam*; & lors qu'il tire une Pension d'un charitable laïque qui gemit de la pauvreté & de la misere d'une Parroisse, on a lieu des'étonner que celui qui devoit soulager l'Eglise, est celui là même qui l'afflige & qui ne rougit pas de recevoir de l'argent des mains d'un pieux Samaritain, non pas pour guerir ses blessures, mais pour ne luy en pas faire de nouvelles. Il est donc veritable que l'Eglise souffre quelquefois la creation d'une Pension injuste, pour éviter un plus grand desordre qui arriveroit, par exemple, dans une Cure par la possession d'un mauvais Curé. Mais quoy qu'il soit utile à l'Eglise de souffrir une Pension pour éloigner un mauvais Pasteur, il faut néanmoins prendre garde de ne pas jeter un successeur dans l'impuissance de s'acquitter des obligations de son ministere, en
luy

SUR LES PENSIONS. III

luy retranchant le revenu d'un Benefice. Car à moins que ce Benefice ne puisse souffrir l'établissement de la Pension, ou bien que le resignataire n'ait du bien d'ailleurs ou qu'il ne soit assisté par quelque personne de pieté qui paye la Pension, la place sera bientôt abandonnée. Car un Curé se voyant chargé d'une Pension, & privé de la subsistance necessaire, ne pourra pas se résoudre à commettre mille bassesses qui combattent son inclination & l'honneur de son caractère; il ne pourra pas fermer sa porte à de bons Religieux, ny refuser l'hospitalité; il ne pourra pas enfin voir mourir de faim ses Parroissiens. Ainsi dans cette extremité il imitera l'infortunée Agar, qui ne se retiroit que pour ne pas voir mourir son cher Ismaël dans le desert, où elle ne pouvoit plus le nourrir: *a Non videbo morientem puerum.*

a Gen: 21. v. 16.

PENSIONS POUR

le merite d'une personne.

LA jurisprudence de France ne souffre que trois sortes de Pensions, celles qui se rencontrent pour cause de permutation, pour étouffer les procès, & pour resignation *b*: ainsi l'on a déclaré nulle & abusive une Pension qui avoit esté obtenüe sur une autre cause qui paroissoit assez favorable, puisque c'estoit *pour vivre plus commodément.*

b Arrest du Parlement de Thoulouse de 1637.

Mais quoiqu'il ne soit pas permis à des particuliers de créer des Pensions sur d'autres pretexts que sur les trois dont on a parlé, l'on void néanmoins une quatrième espece de Pension introduite sur les Benefices qui sont à la nomination du Roy. Le pretexte en est pris du merite de la personne à qui sa Majesté l'accorde independemment de l'Ecclesiastique qui reçoit le Benefice chargé de Pension: on l'appelle la Pension des honnestes gens, *propter meritum personæ*. La justice de cette Pension se peut examiner par rapport aux precedentes, & tous les fondemens quel'on en a jettez la regardent également. Je suppose aussi une Pension Ecclesiastique, au moins quant à l'apparence, & je ne parle point des Pensions laïques que l'on pourroit donner à des personnes qui n'ont point la Clericature, & qui bien loin d'estre capables de servir l'Eglise, la deshonnorent par une vie licentieuse.

C'est une maxime incontestable, qu'une Pension établie sans fondement & sans cause legitime; c'est à-dire, qui ne regarde point le bien & l'utilité de l'Eglise, mais seulement l'établissement temporel de celui qui la reçoit, n'est point juste aux yeux de Dieu; & par consequent on ne la peut recevoir en secreté de conscience. Quelque honteux deguisement que l'on apporte pour obscurcir sur ce sujet le sentiment des Canonistes & des Casuistes, néanmoins ils conviennent tous de

de ce principe, dont on peut tirer une conséquence nécessaire, que ceux qui obtiennent des Pensions sous le pretexte de leur mérite, s'ils n'en ont pas véritablement, s'ils n'ont point rendu de service à l'Eglise, ou s'ils ne sont point dans une disposition propre & prochaine pour en rendre; mais si au contraire par leur importunité ou par celle de leurs amis, si par des bassesses, par des flatteries, par des services purement humains & que l'on peut récompenser par de l'argent, ils ont surpris & arraché la grace d'un Prince, & obtenu sa nomination à un Benefice, ils seront peut-être coupables d'une simonie, *à manu, à lingua, ab obsequio*, sans mériter devant Dieu cette Pension. Mais outre la cause qui doit être juste & véritable pour l'obtenir, il faut encore que celui qui la reçoit ne soit point accommodé; de sorte qu'il faut que la Pension lui soit nécessaire pour subsister honnêtement. En effet, une Abbaye, un Prieuré, un Evêché n'appartiennent pas moins à l'Eglise, qu'une Cure & qu'une Chapelle, & l'on ne doit pas en dispenser les revenus avec une moindre fidélité. Puis donc que le dessein de l'Eglise n'est pas d'enrichir les Ecclesiastiques suffisamment accommodés, & que c'est perdre & dissiper son bien que d'en user autrement, *quoniam habentibus dare, nihil aliud est quam perdere* *, il n'est pas permis à un homme qui possède du bien de patrimoine,

* l. 2. de
Vita con-
templati-
va, c. 9.
apud B.
Prospe-
rum.

134 DISSERTATION

ou qui a déjà un Benefice capable de l'entretenir honnestement, de tirer une Pension sur le pretexte du merite. Et certes si les Ecclesiastiques qui se flatent, ou que l'on flatte de leur merite, envisageoient avec des yeux spirituels ce qu'ils ont reçu de Dieu, & ce qu'ils luy doivent; s'ils consideroient combien ils sont redevables à l'Eglise; s'ils regardoient l'indispensable obligation qu'ils ont de faire profiter les talens que Dieu leur a donnez, & de les employer pour sa gloire; s'ils faisoient reflexion sur la grandeur des récompenses que les Chrétiens doivent attendre, ils s'estimeroient infiniment heureux de donner quelque marque de leur gratitude, & de rendre service à Dieu dans son Eglise; ou plutôt au lieu d'estre si charnels que d'exiger quelque chose, ils s'estimeroient devant Dieu comme des serviteurs inutiles & trop honorez d'avoir travaillé pour luy, & trop heureux d'avoir fait ce

a Luc. 17. qu'ils auroient deu faire. Sic & vos cum feceritis omnia quæ præcepta sunt vobis, dicite:

b Lucrum servi inutiles sumus, quod debuimus facere fecimus a. Bien éloignez enfin de s'attacher à un quod interest de boue qui *b* souille la main qu'il cum apprehenditur, prend, & le cœur qui le desire, ils ne respire-roient que la gloire de Dieu, l'honneur de manum son Eglise, le salut du prochain, & la sancti-fication de leurs ames. Mais comme il arrive. *B. Aug. l. 5. confess. c. 12.* quelquefois que ceux qui travaillent dans l'Eglise, & qui en meritent davantage les récom-

récompensés, sont ceux qui les recherchent moins, & qui les obtiennent rarement; de même l'on void par un étrange renversement que l'on accorde souvent des Benefices & des Pensions à ceux qui les demandent avec empressement; leur hardiesse fait leur merite, ou bien la consideration de leur naissance leur procure un établissement temporel dans l'Eglise, quoique l'Eglise ne considere point l'elevation & la naissance, lors qu'elles sont détachées de la vertu & du merite, & qu'elle appelle les Ecclesiastiques nobles, qui luy sont inutiles, ou qui vivent mal, des gentilshommes de l'Estat, & des roturiers du Christianisme. Aprés tout, il y en a d'autres qui semblent n'estre pas tout-a-fait inutiles; mais ils n'agissent, ils ne se remuent, ils ne prêchent que pour attraper une Pension ou un Benefice; & pour une marque assez évidente de leur mauvaise disposition, quand ils ont obtenu l'un ou l'autre, ils demeurent dans une criminelle oysiveté; ils ont leur compte, c'est assez: * *Benedictus Dominus, divites facti sumus.*

* Zach.

II.

Mais quoique plusieurs qui reçoivent des Pensions *propter meritum persona*, n'ayent pas de cause legitime pour les obtenir, il faut néanmoins avouer qu'il peut se rencontrer des occasions pour le bien & l'utilité de l'Eglise, où l'on accordera une Pension à un Ecclesiastique qui rend service actuellement à l'Eglise; qui a besoin d'un tel secours pour
sub.

subsister honnêtement, & auquel on ne peut pas facilement & commodement procurer un Benefice qui seroit néanmoins une voye plus naturelle pour le soulager. Ainsi le Clergé de France donne des Pensions à plusieurs Ecclesiastiques qui ont beaucoup de merite, & cette libéralité de l'Eglise Gallicane est une marque de sa reconnoissance dont elle honore ceux qui luy ont rendu service ; elle étend aussi quelquefois ses faveurs sur des Ministres qui rentrent dans le sein de l'Eglise, & elle leur accorde des Pensions pour les tirer du schisme, & les rappeler à l'unité. Quoique cette Pension soit souvent touchée par des personnes laïques, on peut dire qu'elle est toute Ecclesiastique ; & qu'elle est bien éloigné de ces misérables Pensions laïques que l'on accorde à des gens du monde qui n'ont jamais rendu service à l'Eglise, & qui sont incapables d'en rendre. S'ils ont servi le Prince, ils doivent estre récompensés des deniers de l'Estat, sans recevoir ceux de l'Eglise qui doivent estre employez pour des fins purement Ecclesiastiques & spirituelles. Aussi, comme j'ay remarqué dans le commencement de cette dissertation, l'Eglise Gallicane a toujours condamné cette sorte de Pension laïque ; & au contraire elle a souvent considéré des laïques qui luy rendoient service, & elle leur en a demandé la continuation, en leur faisant des presens.

Mais

Mais particulièrement sa pieté l'a portée à soulager des Ministres qui quitoient toute sorte d'établissement, selon le monde, pour rentrer dans l'Eglise, comme elle leur ouvre son sein, elle leur ouvre sa bourse, & leur donne moyen de subsister honnêtement. Et certes il est bien juste de ne les pas abandonner en cette heureuse rencontre, & il faut favoriser leur retour par tous les moyens possibles. L'Eglise reçoit un enfant qui s'estoit perdu, & qui estoit capable d'en perdre d'autres; l'exemple de sa conversion en attire ordinairement plusieurs. Cette mere a donc interest de travailler au salut de cet enfant converti, & elle est obligée de le retirer de l'erreur, de l'embrasser avec tendresse lors qu'il embrasse la verité avec autant de desinteressément que de sincerité. Cette charitable conduite de l'Eglise Gallicane envers les Ministres convertis, est tout à fait conforme à la pratique de S. Gregoire qui accordoit des Pensions à ceux qui sortoient du schisme pour rentrer dans l'unité de l'Eglise, comme l'on peut voir dans ses lettres 38. & 48. au cinquième livre. L'on ne s'est pas même contenté autrefois de soulager par des Pensions les Schismatiques qui rentroient dans la Communion de l'Eglise, on a voulu pour le bien de la paix faire une playe à la discipline de l'Eglise, mais une playe qui fut,

* Cum fût, selon S. Augustin*, heureusement
 enim refermée & récompensée par les grands a-
 præcisus vantages de l'unité. Les Evêques Catholi-
 ramus ques, au raport de cet auguste Docteur,
 inferitur, s'offrirent dans la celebre conference de
 fit aliud Carthage à recevoir pour Collegues dans
 vulnus leurs sieges, les Evêques Donatistes qui vou-
 in arbo- droient abandonner leur schisme & se reü-
 re, quo nir à l'Eglise. Que si des Evêques ont pû se
 possit re- résoudre à pattager leurs Evêchez pour fa-
 cipi ut voriser le retour des Schismatiques, on ne
 vivat, doit pass'étonner si le Clergé de France ac-
 qui sine corde des Pensions à des Ministres conver-
 vita tar- tis; on doit plutôt souhaiter qu'elles soient
 dius pe- & plus fortes, & plus communes. L'on
 ribat. Ita peut aussi remarquer en passant, que si les
 ergo & Pensions du Clergé sont tout-à-fait justes,
 isti cum parce qu'elles sont & les récompenses d'un
 ad radi- veritable merite au regard de ceux qui les
 cem Ca- reçoivent, & les effets de la charité de ceux
 tholicam qui les accordent, & les marques d'estime
 veniunt, & d'honneur envers ceux qui les touchent;
 nec eis elles sont encore les effets d'une sage politi-
 quamvis que de ceux qui les distribuent, en ce qu'ils
 post er- déchargent les Benefices par une contribu-
 roris sui tion generale. Car un Evêché par exemple,
 pœni- seroit surchargé d'une Pension de mille écus,
 tentiam qui dans une contribution commune payera
 honor feu-
 Clerica-
 tus vel
 Episco-
 patus au-
 fertur, fit
 quidem
 aliquod,
 tamquam

in cortice arboris matris, contra integritatem severitatis;
 verumtamen coalescente pace in sitorum ramorum charitas
 cooperit multitudinem peccatorum. B. *August. Epist. 50.*
 en l'année 411.

seulement un demi-écu : au lieu que les Pensions qui sont attachées sur les Benefices particuliers, sont presque insupportables, & reduisent les titulaires à d'étranges extrémités, comme à prendre des remèdes qui égalent le mal qu'ils veulent éviter. Ainsi un Prelat demeure facilement d'accord que c'est une injustice d'assigner des Pensions sur des Evêchez ; mais voyant que l'Evêché qu'on luy donne en est chargé, il retient une semblable Pension sur un autre Benefice qu'il est obligé de quitter ; par exemple, sur l'Evêché qu'il abandonne, sur lequel néanmoins il n'y avoit point de Pension établie. Cette échange de Pension paroît abusive à celuy même qui la commet & qui la souhaite. Cependant c'est une chose étrange que s'il arrive que le Prelat soit déchargé de la Pension établie sur son Evêché par la mort de celuy qui la possédoit, il conserve encore celle qu'il avoit fait créer sur son premier Evêché, comme une compensation ; & il regarde cette Pension qui luy reste, comme une bonne fortune ; quoiqu'il l'eût auparavant condamnée. Il est donc véritable que les Pensions imposées sur le fond du Clergé, ne sont pas accompagnées des surcharges & des autres défauts ordinaires qui se rencontrent dans les Pensions établies sur les Benefices, & qu'elles sont moins incommodes au Clergé qui les distribue avec tant de sagesse & de justice, que les Pensions

atta-

attachées aux Benefices, qui ruinent souvent les Beneficiers, en même temps qu'elles enrichissent d'autres personnes qui couvrent ordinairement leur ambition & leur cupidité d'un merite pretendu.

C'est, Monsieur, une étrange illusion de s'imaginer qu'il n'y a que les personnes accommodées qui soient utiles à l'Eglise, & qu'à proportion qu'on accumule Benefices sur Benefices, & que l'on attrape de grosses Pensions, on est dans un état plus propre à la servir. L'on avoit autrefois des sentimens bien contraires, & les Ecclesiastiques se rendoient recommandables par l'amour de la pauvreté. Severe Sulpice rapporte dans son premier Dialogue une conversation de Posthumien avec un pauvre Curé, lequel refusant dix-écus d'or qu'on luy presentoit, ajoûta que l'or estoit plus propre à detruire l'Eglise qu'à l'établir : *Ecclesiam auro non frui, sed potius destrui*. Aussi l'experience nous apprend que les plus accommodez Beneficiers, ne sont pas les plus utiles à l'Eglise; que les plus saints Prelats n'ont pas esté les plus riches; & qu'il arrive assez souvent que des personnes pieuses & éclairées rendent à l'Eglise des services fort signalez sans avoir aucun établissement considerable. Leur plus grand revenu consiste dans la charité, & ils sont contens d'avoir seulement ce qui est necessaire pour leur vêtement & leur nourriture : * *Est autem questus magnus*.

* 1 Ti-
moth. 6.

magnus pietas cum sufficientia: habentes autem alimenta & quibus tegamur, his contenti sumus. Si l'on considere les services que l'Eglise a receus d'une foule de saints & sçavans

Prêtres & Religieux qui l'ont enrichie par leurs écrits, & qui l'ont edifiée par leur vertu, l'on reconnoitra facilement que ny les richesses, ny les Pensions *propter meritum personæ*, ne sont pas des marques certaines de ceux qui rendent service à l'Eglise, principalement si l'on compare la conduite de ceux qui reçoivent aujourd'huy ces Pensions, avec les travaux, la pieté & l'erudition de ces hommes vraiment Apostoliques qui joignoient l'amour de la pauvreté à un zele infatigable pour les interets de l'Eglise. Certes il y a des personnes qui se flattent aujourd'huy d'avoir beaucoup de merite, & qui sous ce faux pretexte obtiennent des Pensions, dont neanmoins le nom sera fort inconnu dans l'histoire. Mais on parlera eternellement de plusieurs Theologiens recommandables pour leur haute vertu & pour leur rare suffisance, dont le merite n'a point esté reconnu par des Benefices & par des Pensions. La posterité plus equitable leur rendra un favorable jugement, & elle prononcera, après S. Jérôme *, qu'il leur est plus avantageux d'avoir merité des récompenses, que de les avoir obtenues: *Minus est tenere sacerdotium, quàm mereri.* Ils seront riches & chargez d'éloges dans les siècles

* l. 2. Ep.
5. ad
Pammachium.

siècles avenir ; & si pendant qu'ils ont vécu leur modestie les a tenus pauvres aux yeux de Dieu & des hommes , leurs livres qui sont les monumens de leur piété & de leur erudition , rendront après leur mort leur mémoire également glorieuse & immortelle. Que l'on estime donc tant quel'on voudra ceux qui ont de gras Benefices , qui possèdent de grosses Pensions , & qui font des contrats & des acquisitions pour leurs neveux ; quel'on dise qu'ils edifient beaucoup l'Eglise , & qu'ils luy sont nécessaires , & qu'ils luy rendent des services tres-considerables , parce qu'ils en tirent beaucoup d'argent , je regarderay toujours comme suspecte la conduite de ces Beneficiers accommodez ; & au contraire j'estimeray infiniment la sagesse & la piété d'un Ecclesiastique , qui ayant les choses nécessaires pour une honnête subsistance , soit par le moyen de son patrimoine , soit par le revenu d'un Benefice , servira Dieu & son Eglise avec autant d'application & de courage , comme s'il possedoit les plus grands revenus de l'Eglise , & qui par un genereux desintéressement refusera tous les Benefices & toutes les Pensions qu'on luy presentera. Dans cet esprit S. François de Sales , *repondit à la

* Scire
voluit
quàm di-
ves esset,
cumque
non nisi
mille
nummos
aureos
annui re-
ditus ha-
bere ac-
cepisset ,
indig-
num ait

tanto Pontifice tam exilem Episcopatum. Nec mora Hay-
num accersivit : & scribe , inquit , meo nomine ad Salesium
Episcopum Gebennensem , ut ad me redeat. Nam ditiori
Beneficio , prætereaque aliâ magnâ dignitate donare volo
(summo Pontifici eum in Cardinalem offerre cupiebat) *Vita*
B. Francisci Salesii , lib. 6. pag. 272.

à la proposition qui luy fut faite de la part de Henry quatrième qui luy offroit un grand Benefice, avec l'esperance d'un chapeau de Cardinal, qu'il estoit plus que satisfait de son revenu : *sufficereque sibi satis superque*

reditum illum. Et a comme une autre fois ce Prince luy eut offert une grosse Pension sur un riche Evêché vacant, & qu'il en eut même fait expedier le Brevet, le Saint le remercia, & luy dit avec des sentimens de reconnoissance qu'il n'avoit point besoin de cette Pension, avec protestation aussi qu'il ne quitteroit pas l'Evêché de Geneve où Dieu l'avoit appelé, pour en prendre un autre d'un revenu plus considerable. En effet il estoit si content du sien qui estoit tres mediocre, & auquel les pauvres avoient la meilleure part, qu'il ne voulut jamais *b* demander l'Abbaye de sainte Geneviève, qu'oiqu'on l'assurât que le Roy la luy accorderoit, & que ses amis jugeassent qu'il en avoit besoin pour soutenir avec honneur sa dignité.

a Rex ipse, dum vacaret Episcopatus, amplam obtulit pensionem annuam, deditque eo inscio litteras ad quaestorem; & Salesius quidem oblatis sponte pecuniis, pudore suffusus, statim ad

Dans

Regem acturus gratias, simulque recusaturus accessit. pag. 222. l. 5.

b Vacavit id temporis per obitum Abbatia sanctæ Genevæ, valoris quatuor millium nummorum, & perenda duntaxat erat, si habere voluisset. Nemo non eum ad id impellebat, & amici omnes potentissimis eum rationibus urgebant ut ad sustinendum suæ dignitatis honorem Abbatiam illam à Rege procul dubio impertituro postularet. Verum ille constantissimè recusavit, suis licet indignantibus. pag. 428. lib. 9.

a Cardinalis cum Re-
 thensis
 privatim
 sibi adhi-
 buit, ro-
 gavit-
 que, imo
 obsecra-
 vit ut ad-
 jutoris
 sui mu-
 nus cum
 futura
 succes-
 sione, &
 interim
 optimâ
 Pensione
 annuâ,
 omni-
 moda-
 que po-
 testate,
 &c.

b Verum-
 tamen
 diceba-
 tur ei;
 majora
 inde bo-
 na præ-

stare posses. At videte, respondebat ille, ego æquè me divi-
 tem existimo, ac quivis alius Episcopus in Gallia esse possit.
 Facultates enim meæ licet aliis videantur exiguæ, sufficiunt
 tamen ad necessitates meas. Qui plus habent, plus etiam ex-
 pendunt; & ad anni circulum tantum habeo residui, quan-
 tum illi. *ibid*,

Dans ce même temps il signala encore sa
 grande vertu & son mépris des biens de la
 terre. Car le Cardinal de Retz *a* l'ayant prié
 d'accepter la Coadjutorerie de l'Archevê-
 ché de Paris, avec une forte Pension qu'il
 luy assigneroit, avec promesse de faire don-
 ner l'Evêché de Geneve à son frere, & de
 payer la dispense des Bulles &c. Et le pres-
 tant par la consideration de la plus grande
 gloire de Dieu, & du respect & de l'amour
 que les Parisiens avoient pour luy, il refusa
 avec toute l'humilité possible cette offre qui
 auroit paru beaucoup avantageuse à plu-
 sieurs autres personnes. Il disoit par un sen-
 timent de bassesse qu'il n'étoit pas capable de
 gouverner le Diocèse de Geneve, & qu'en
 vain aussi on luy proposoit *b* de plus grands
 revenus; puisqu'il s'estimoit aussi riche que
 l'Evêque le plus accommodé de France;
 puisqu'aucune chose necessaire ne luy man-
 quoit; puisque ceux qui avoient plus de
 bien en dépensoient d'avantage; puisqu'au
 bout de l'année il luy en restoit autant
 qu'aux autres. Enfin il ne regardoit pas la
 Cour comme un lieu pour y faire sa fortune;
 au contraire il se plaignoit d'y avoir fait pen-
 dant un an son noviciat, & il se promettoit,
 avec

avec l'aide de Dieu, d'en sortir bientôt, & de n'y pas faire profession. *Annum hîc aulici novitiatus ago, sed juvante Deo nunquam professionem omittam.*

Plût à Dieu que les Religieux profés de Cour considéraient bien le desintereffement de ce novice, & qu'au lieu de poursuivre des Pensions & des Benefices, pour récompense de leur mérite, ils s'en éloignassent comme luy dans la vûe de leur propre indignité. Mais qu'ils envisagent au moins l'action de Monsieur du Vair Garde des Sceaux & Evêque de Lizieux, laquelle n'édifie & n'honore pas moins l'Eglise de France, qu'elle doit charger de confusion ceux qui demandent des Pensions pour des merites prétendus. Ce grand homme avoit été emporté par le torrent de la coutume, & il avoit obtenu une Pension sur l'Evêché de Marseille. Mais ayant depuis examiné cette affaire devant Dieu, il * ren-

* Testa-
ment de
M. du
Vair
dans la
Biblio-
theque
de Bo-
chel, de
la dernie-
re impres-
sion.

dit à l'hôpital de du S. Esprit de Marseille trente six mille livres qu'il avoit touchées de sa pension; il fit, dis-je, une espee de restitution qui n'est pas moins honorable à sa memoire, qu'elle fut pretieuse devant Dieu. Enfin cette conduite de S. François de Sales & de Monsieur du Vair marque nettement qu'il n'est point permis, selon l'intention de l'Eglise, quelque grand merite que l'on ait, de prendre des Pensions sur des Benefices, lorsque l'on

G

a moyen

a moyen de vivre honnêtement d'ailleurs.

Je ne puis Monsieur, me dispenser de remarquer un étrange renversement qui se rencontre au sujet du mérite prétendu qui donne lieu aux Pensions. Car autrefois l'amour de la pauvreté étoit une marque du mérite, & aujourd'hui l'on prétend que le mérite bannisse non seulement la pauvreté, mais qu'il attire encore des Pensions, des accommodemens temporels, & des richesses de la terre. Le 4. Concile de Carthage, auquel S. Augustin assista, porte expressement que l'Evêque ait des meubles vils, unetable pauvre, qu'il vive pauvrement, & qu'il s'acquiere l'autorité que demande son ministère, par la pureté de la foy, & par le mérite de sa bonne vie. *Episcopus vilem supellestem, mensam ac victum pauperem habeat, & dignitatis suae auctoritatem fide & vitae meritis querat.* Le S.

* Qua-
propter
exemplo
Patrum
nostro-
rum in
Concilio
Cartha-
ginensi,
non so-
lum ju-

Concile de Trente * dans la Session 23. chap. 1. de la Réformation, embrasse les sentimens du Concile de Carthage, & les propose à toute l'Eglise; & maintenant la pauvreté que Jesus-Christ a consacrée en sa personne, est devenue odieuse & méprisable à plusieurs Ecclesiastiques, on établit le mé-
rite

beo ut Episcopi modestâ suppellectile & mensâ ac frugali victu contenti sint, verum etiam in reliquo vitæ genere ac totâ etiam domo caveant ne quid appareat quod à sancto hoc instituto sit alienum. *Concil. Trid.*

rite des personnes sur les biens de la fortune, ou sur les avantages de la naissance ; & sur ce fondement si ruineux , on s'efforce de s'enrichir pour se rendre plus recommandable. On s'imagine que l'éclat du monde, que la dépense d'une table, que la magnificence des meubles, que le nombre des valets, que le faste & la pompe du siècle servent à soutenir l'Eglise ; mais au contraire l'on voit par une funeste expérience que les Ecclesiastiques qui vivent d'une manière séculière, en Princes, en Maréchaux de France, & en partisans, scandalisent l'Eglise, & qu'au lieu d'en soutenir l'autorité, ils l'affoiblissent par leur mauvais exemple. Cependant, Monsieur, si l'on en croit ces gros Beneficiers, l'Eglise leur est beaucoup redevable, quoiqu'ils mènent une vie toute contraire à celle des Saints Prelats qui ont édifié l'Eglise, & qu'ils combattent ouvertement par leur conduite si irrégulière & si mondaine, les maximes les plus constantes de l'Eglise. Si ces Messieurs avoient esté engagez dans quelque Ordre Religieux, comme dans celui de S. Benoist, de S. Bernard, ou de S. Bruno, on les auroit obligez d'en suivre les regles, & on n'auroit pas souffert que sous le pretexte de leur merite ou de leur naissance ils les eussent impunément violées. Pourquoy donc abandonneront-ils les regles de l'Eglise qui ordonnent le desintéressement, l'amour de la pauvreté, &

l'éloignement de la vanité ? Un Evêque ; un Abbé , un Curé est il moins obligé de suivre les regles & les canons de l'Eglise , qu'un Chartreux , un Benedictin , un Bernardin est obligé de garder celle de son Patriarche ? Faut-il , dis-je , que sous le pre-texte du merite & de la naissance l'on viole les loix de l'Eglise , & que par une dépense inutile & superflue de chevaux , de meubles , de table , &c. l'on dérobe aux pauvres un bien qui leur appartient , après que l'on en a tiré ce qui est nécessaire pour la nourriture & le vêtement ?

*a S. Bernardus
ad Fulconem ep. 2.*

Quidquid præter necessarium victum ac simplicem vestitum de altario retines , tuum non est , rapina est , sacrilegium est. Et dans un autre endroit les pauvres crient avec justice :

*b Ad
Henricum
Se-nonen-
sem
epist. 42.*

b Nostrum est quod effunditis , nobis crudeliter subtrahitur quod inaniter expenditis.

Ce violement des loix & des regles de l'Eglise est d'autant plus honteux , que ceux qui le commettent , sont les premiers à prêcher & ordonner dans toutes les rencontres une aveugle obeïssance aux loix de l'Eglise qui leur paroissent avantageuses pour leur interest & pour leur élévation. Vous en connoissez , Monsieur , qui entretiennent continuellement les Ecclesiastiques qui leur sont soumis , de la fidélité inviolable avec laquelle ils sont obligez de garder toutes les Ordonnances du Concile

de

de Trente ; mais quand on leur parle des decrets de cette sainte Assemblée qui regardent la résidence , la singularité des Benefices , la dispensation des revenus de l'Eglise , & la moderation que l'on doit apporter pour les vétemens , pour les meubles , pour la nourriture , pour la table ; & qu'on leur represente enfin qu'ils ne doivent point donner à ferme leur Seau ny leur Secretariat * ; & que

G 3

selon

* *Nota sur le Seau & le Secretariat d'un Evêque. Conc. Tr. sess. 21. c. 1. Quoniam ab isto ordine omnis suspicio avaritiæ abesse debet, nihil pro collatione quorumcunque ordinum, etiam clericalis tonsuræ, nec pro litteris dimissoriis aut testimonialibus, nec pro sigillo, nec alia quacumque de causa, etiam sponte oblatum, Episcopi & alii ordinum collatores, aut eorum ministri quovis prætextu accipiant: notarii vero in iis tantum locis in quibus non viget laudabilis consuetudo, nihil accipiendi; pro singulis litteris dimissoriis aut testimonialibus, decimam tantum unius aurei partem accipere possunt, dummodo eis nullum Salarium sit constitutum pro officio exercendo; nec Episcopo ex Notarii commodis aliquod emolumentum ex eisdem ordinum collationibus directe vel indirecte provenire possit. Tunc enim gratis operam suam eos præstare omnino teneri decernit, contrarias taxas ac statuta & consuetudines, etiam immorabiles quorumcunque locorum, quæ potius abusus & corruptelæ simoniacæ pravitati faventes possunt nuncupari, penitus cessando & interdicens. Et qui secus fecerint, tam dantes quam accipientes, ultra divinam ultionem poenas à jure inflictas ipso facto incurrant.*

Le dernier jour avant la session ne fut pas aussi sans quelque different. Car l'Evêque de Nîmes à la suscitation des Ambassadeurs de France, fit instance qu'au premier Chapitre de la réformation, là où il est permis au Notaire de prendre payement pour les Patentes des Ordres, ne fut préjudicié aux Coutumes de France, par lesquelles rien n'est payé

aux.

selon la disposition du Concile de Trente, ils n'en doivent rien toucher directement ny indirectement, alors ils croient qu'on les offense, & ils se servent de deux poids; c'est-à-dire, d'un côté ils reçoivent les reglemens qui leur sont commodes, & ils rejettent de l'autre ceux qui condamnent leur cupidité. Dans une bizarrerie si étrange & criminelle il est impossible que les fidelles puissent estre édifiez de la conduite de ces riches Beneficiers qui vantent ainsi leurs merites & les vains avantages de leur naissance au prejudice de l'Eglise dont ils dissipent le revenu, & dont ils violent les plus saints reglemens. Mais si les Ecclesiastiques qui ont quelque merite & quelque rang dans le monde, & qui sont considerables par la grandeur de leur naissance, sont indispensablement obligez de suivre les regles de l'Eglise sur la fidelle dispensation de leurs revenus, de même qu'un Religieux doit estre attaché à l'observance de
sa

aux Notaires. Il fut suivi par quelques Espagnols, & furent contentez par l'addition faite au decret, que la Coutume des lieux fût reservée. Hist. du Concile de Trente, l. 6. ad annum 1563.

Ordonnances de Blois art. 20. défend aux Evêques de profiter directement ou indirectement de leur Sean.

La conference des Ordonnances rapporte sur ce sujet deux Arrêts; l'un de 1608. contre l'Evêque du Mans, l'autre de 1522. contre l'Evêque d'Angers. Un Concile de Roïen qui fut tenu en 1581. fit ce decret : Non liceat Episcopis sigillum suum ad perpetuum locare, sed illud probò viro, nec indocto tamen, Ecclesiastico committat.

SUR LES PENSIONS. 151

sa regle, quel jugement peut-on porter de ceux qui sans aucun avantage de la naissance, ayant esté élevez aux grandes charges Ecclesiastiques, oublient l'état obscur & ravalé dont ils ont esté tirez, confondent la royauté toute spirituelle du Sacerdote, *a regale sacerdotium*, avec une pompe toute prophane, & une domination toute seculiere qui les séduit & les ébloüit; & qui au lieu d'aimer & pratiquer la pauvreté si conforme à leur premier estat & à l'esprit de l'Eglise, recherchent leurs aises, le luxe, & les richesses. *b Ne plus b S. Hie. habebas quàm quando Clericus esse cœpisti. ronym. Nonnulli enim sunt qui possident opes sub Christo paupere, quas sub locuplete & sal-* *Epist. ad Nepotian.*
lace diabolo non habuerant; ut suspiret eos Ecclesia divites, quos mundus tenet ante mendicos.

C O N C L U S I O N.

IL faut, Monsieur, gémir devant Dieu de la dissipation terrible qu'on fait des revenus de l'Eglise. Je vous l'ay représentée avec douleur au sujet des Pensions injustes que l'on établit, & je me persuade que vous en aurez esté touché, parceque vous aimez les interêts de l'Eglise, & que vous regardez avec des yeux spirituels les Pensions abusives, lors que le monde les approuve & les envisage avec des yeux charnels, comme une pratique tout-à-fait inno-

cente. Cependant je croy en avoir suffisamment fait connoître le desordre, & avoir montré nettement, selon le sentiment du Concile des neuf Cardinaux, qu'il n'y a point d'autres Pensions justes que celles que l'on accorde comme des aumônes, pour empêcher la pauvreté des Ecclesiastiques, & pour les secourir dans leur nécessité : enfin, que toutes les Pensions que l'on établit en faveur de personnes accommodées, combattent l'esprit & les regles de l'Eglise, & qu'elles en dissipent le revenu.

Mais pour représenter icy en abrégé les maux que causent les Pensions injustes, & pour reprendre en peu de mots ce que j'ai répandu dans ma Dissertation, n'est il pas veritable qu'outre la dissipation des revenus Ecclesiastiques qui accompagne ordinairement les Pensions injustes, il y a encore plusieurs abus qui devroient charger de confusion ceux qui les commettent & ceux qui les souffrent. Car par les Pensions on donne lieu à des ignorans d'entrer dans des Benefices que l'on a comme exposez à l'encan pour en tirer une bonne composition : de même que l'on met en état quelquefois de vertueux Ecclesiastiques, ou de ne point entrer dans un Benefice chargé d'une Pension qui en enlève la meilleure & la plus certaine portion, ou de l'abandonner pour n'y pouvoir subsister, ce qui pourra estre cause qu'il sera occupé par un Pasteur mercenaire

cenaire & vicieux. Par les Pensions on ouvre quelquefois la porte à la Simonie, selon la remarque judicieuse de Monsieur Brulart : par les Pensions on favorise la lâcheté des Beneficiers, qui se retirent facilement de leurs Benefices dans l'attente de cette recompense : par les Pensions on ménage les permutacions qui sont souvent si odieuses & si pernicieuses : par des Pensions on augmente le nombre des procès, au lieu de les étouffer ; & la facilité d'obtenir une Pension sur un Benefice litigieux, est un engagement pour plaider : par des Pensions on trouve une couverture assez agreable pour recevoir de l'argent d'un Benefice, quel'on touche sous le pretexte d'une Pension redimée : par des Pensions on réduit un titulaire dans l'impuissance de pratiquer l'hospitalité & les autres œuvres de charité qui sont tres-étroitement recommandées aux Beneficiers par les saints Canons : par les Pensions on ôte le moyen d'orner les Eglises, d'entretenir les bâtimens, & de faire les réparations necessaires : enfin les Pensions jettent quelquefois dans des souhaits criminels les Beneficiers qui se sentent accablez d'une Pension. On desire la mort d'un bienfaicteur ; & la vie d'un homme auquel on fait une Pension, paroît trop longue ; on se plaint qu'il ne meurt pas assez promptement, & la personne qui paye la Pension, est comme un presomptif

a B. Ambrosius de Nanch, c. 3.

somptif heritier, qui attend avec une impatience incroyable la mort de celuy qui le doit enrichir : *a Hares otiosus expectat, hares fastidiosus increpat quod serò moriamini.* M.

Despenſe rapporte sur ce sujet une terrible histoire d'un Cardinal qui avoit cinq Evêchez & cinq Abbayes, lequel résignant quatre Evêchez, en laissa presque le seul titre à ses resignataires qui se nourrissoient de l'esperance de sa mort, après laquelle ils soupiroient comme des vautours après un cadavre, & qui achetoient ainsi l'esperance de posséder un jour les revenus que ce misera-

b Espen-
cans in
cap. I. E-
pist. ad
Titum.

ble Cardinal s'estoit reservez ; *b assignato quatuor resignatoriis pro sua cuique scilicet dignitate vix ac ne vix quidem tenenda, nisi quod totidem vultures uni huic cadaveri inhabitantes, spem interim pretio emebant.* Voici les fruits ordinaires des Pensions. Cependant s'il n'est pas permis de rechercher le Benefice d'un homme malade, à cause du desir de la mort, qui semble estre attaché à cette recherche, *votum captanda mortis*, les Pensions doivent estre beaucoup suspectes & beaucoup odieuses, puis qu'elles donnent lieu à des souhaits si criminels.

Après avoir decouvert les funestes effets que produisent les Pensions, vous me permettrez, Monsieur, avant que de finir cette Dissertation, d'en rapporter avec toute la bréveté qui me sera possible les deux causes ordinaires. La premiere est la facilité

lité avec laquelle on accorde & on souffre les Pensions. Si l'on s'opposoit à leur creation, ou au moins si on les examineroit avec rigueur, on en retrancheroit bientôt les abus. Mais l'impunité qui est la fille de la negligence, qui est la mere de l'insolence, & qui est la source de l'impudence, & qui nourrit le violement des loix, entretient le commerce & le trafic si dangereux des Pensions. * *Impunitas incuria soboles, insolentia*

mater, radix impudentia, transgressionum nutritrix. Tres-souvent ceux qui pourroient par leur autorité empêcher l'établissement des Pensions, & qui semblent y estre obligez par le devoir de leurs charges, les recherchent avec avidité; & bien loin de les punir ou d'en arrêter le cours dans les autres, ils en fournissent eux memes l'exemple à ceux qui leur sont soumis. Comment un Curé aura-t-il scrupule, ou rougira-t-il de retenir une Pension sur une Curé qu'il répudie pour entrer dans une autre, s'il void son Prelat qui passe d'un Diocese dans un autre, & qui retient une partie du dot de l'épouse qu'il abandonne? N'est il pas veritable qu'en cette occasion il ne doit rien apprehender de la part de son Evêque, & que l'exemple de l'impunité favorise son mauvais dessein? Après cela que certains Ecclesiastiques se plaignent que les Juges seculiers entreprennent sur leur autorité, & qu'ils se mêlent de réformer & de casser les Pen-

* S. Bernardus l. 3. de confid. c. 5.

fions ; ou bien qu'ils taxent de singularité & de nouveauté leurs Confreres qui ne sont pas assez lâchez pour souffrir de semblables desordres dans les lieux que Dieu a soumis à leur conduite pastorale ; on condamnera toujours l'injustice de semblables plaintes ; & comme les saints Prelats trouveront toujours des protecteurs & des approbateurs de leur conduite genereuse : de même on ne trouvera pas étrange que des Magistrats, qui sont les officiers d'un Prince qui aime l'Eglise , & qui en doit faire executer les Canons, veillent sur la discipline, & qu'ils s'élevent contre la lâcheté de ceux qui blâment la vigueur de leurs Confreres, & qui n'édifient pas leur troupeau. C'est donc la facilité des Prelats & l'impunité qui causent les desordres qui arrivent ordinairement dans les Pensions ; tout le monde jette les yeux sur la conduite des Superieurs ; les Curez imitent ordinairement leurs Evêques ; ils se relâchent avec eux, de même qu'ils les suivent dans la pratique de la vertu. C'est pourquoy le Concile de Trente appelle la vie d'un bon Evêque, * une predication continuelle, qui porte les Diocessains aux exercices de pieté. Les Ecclesiastiques profitent les premiers de ses bons exemples, & les laïques ensuite se conforment à la vie du Clergé, qui leur sert comme de livre pour les instruire ; *Vita Clericorum liber est laicorum.*

* *Factis etiam ipsi ac vitæ actionibus, quod est veluti perpetuum quoddam prædicandi genus, se muneri suo conformes ostendunt.*
Seff. 25. c. 1. de re-form. Synodus Tron. an. 1537.

La seconde source des abus qui accompagnent ordinairement les Pensions, c'est la cupidité qui est la racine de tous les maux, selon l'expression de l'Ecriture : *a Radix a 1. ad*
enim omnium malorum cupiditas. C'est elle *Tim. 6.*

qui inspire l'aversion de la pauvreté, l'amour des richesses, & des plaisirs du monde, & l'affection déreglée pour les parens.

Ainsi l'on void des Ecclesiastiques qui par l'engagement de leur condition toute celeste devroient mépriser les biens perissables de la terre, les rechercher néanmoins avec plus d'empressement que ne font les laïques qui ont souvent une famille nombreuse à nourrir. Saint Augustin étoit si éloigné de cette conduite intéressée, qu'en mourant il n'eut pas le moyen de faire un testament :

Testamentum autem nullum fecit, quia unde faceret pauper Christi non habuit. Possidius remarque aussi qu'il ne voulut jamais pendant sa vie enrichir ses parens ; mais qu'il les traitoit comme il faisoit les pauvres, & les empêchoit seulement de

tomber dans la dernière nécessité : *b Nec*

suos consanguineos in vita sua & morte more *b Possi-*
vulgi tractavit, quibus, dum adhuc su- *dine in*

pereffet, id si opus fuit, quod & ceteris *vita S.*
erogavit, non ut divitias haberent, sed *Augusti-*
ut aut non, aut minus egerent. *ni prope*

Saint Ambroise veut bien que les Ecclesiastiques n'abandonnent pas de pauvres parens honteux ; mais il leur défend de les

enri-

* Est
etiam
proban-
da illa li-
beralitas,
ut prox-
imos se-
minis tui
non des-
picias, si
egere co-
gnoscas.
Melius
est enim
ut ipse
subve-
nias tuis
quibus
pudor
est, ab
aliis
sumptum
deposce-
re, aut
alicui
postulare
subsi-
dium ne-
cessitati;
non ta-
men ut
illi ditio-
res co-
fieri velint, quod tu posses conferre inopibus. *Causa enim præstat, non gratia. Neque enim propterea te Domino dicasti, ut tuos divites facias, sed ut vitam tibi perpetuam fructu boni operis acquiras, & pretio miserationis peccata redimas tua. Putant se parum poscere, pretium tuum quæ-
runt, vitæ tuæ fructum adimere contendunt, & accusat quod eum divitem non feceris, cum te ille velit æternæ vitæ frau-
dare mercede.* B. *Ambros. l. I. de offic. cap. 30.*

enrichir *. En effet comme ce seroit une du-
reté extrême sous prétexte de gouverner les
biens de l'Eglise, de refuser à un pauvre pa-
rent les secours nécessaires ; c'est aussi un
étrange déreglement de couvrir sous le voile
d'une amitié pour des parens le pillage & le
larcin qu'on commet lors qu'on dérobe aux
pauvres, selon l'expression du canon : 9.
des Apôtres, le bien qu'on doit leur dispen-
ser avec une singulière fidélité : *Et ea velut
Deo contemplante dispenses, nec liceat ex
his aliquid omnino contingere, & parentibus
propriis quæ Dei sunt condonare. Quod si pau-
peres sunt, tamquam pauperibus subministret,
nec eorum occasione Ecclesia depradetur.* Le
Concile de Trente a suivi fort exactement
cette règle, & il défend très-expressément
aux Ecclesiastiques dans la dernière Session
chap. 1. d'enrichir leurs parens & leurs do-
mestiques des revenus de leurs Benefices. *Om-
nino eis interdicit ne ei redditibus Ecclesia con-
sanguineos familiaresve suos augere studeant.*
Ce desir des richesses & cet aggrandissement
des parens seroit moins pernicieux, s'il
n'étoit pas accompagné d'une dureté épou-
ventable envers les pauvres, & s'il actarif-
soit

soit pas la source de toutes les charitez. Mais à mesure que les Ecclesiastiques sont attachez aux interets temporels, & qu'ils pensent à élever leurs maisons aux dépens & sur les ruines de celle de Jesus-Christ, ils deviennent impitoyables envers les membres du Sauveur du monde, & perdent misérablement l'occasion de faire leur salut, & de procurer celui des autres. L'argent d'une acquisition malheureuse que fait un Prêtre des revenus de l'Eglise, auroit conservé la vie à plusieurs pauvres, & l'honneur à plusieurs femmes & filles; il auroit pu retirer un homme de l'occasion funeste du péché; il auroit attiré un heretique par l'odeur de la charité: cependant cet argent qui devoit estre consacré à des usages si saints, est employé pour enrichir un Prêtre & ses parens. Autrefois l'on dépouilloit les Eglises, & l'on vendoit les calices & les vases sacrez pour assister les pauvres: autrefois les Ecclesiastiques regardoient les fruits de leurs Benefices comme un dépôt sacré qu'ils devoient rendre aux pauvres: * *Ut Episcopus*

* *Concil. Carth. 4. c. 31.*

Et idcirco scientes nihil aliud esse ut res Ecclesie, nisi

bonis Ecclesia, tanquam commendatis, non tanquam propriis utatur: & ils se regardoient eux-mêmes comme des procureurs & des dispensateurs; non ut possessores, sed

vota fidelium, prætia peccatorum, & patrimonia pauperum, non eas vendicaverunt in usus suos, ut proprias, sed ut commendatas pauperibus diviserunt. Auctor librorum de Vita contempt. l. 2. c. 9. inter opera S. Prosperi.

ut procuratores : autrefois les Ecclesiastiques privoient leurs heritiers legitimes de leur succession pour enrichir les pauvres ; mais il s'en trouve aujourd'huy qui accumulent Benefices sur Benefices , qui entassent Pensions sur Pensions , & qui disposent des revenus de l'Eglise comme des proprietaires & des maîtres , qui les recherchent pour s'enrichir , & pour en faire part à des parens suffisamment accommodez. C'est icy , Monsieur , le comble de l'aveuglement qui arrive aux Ecclesiastiques. Ils ont renoncé au mariage lors qu'ils ont esté engagez dans les Ordres sacrez , & cet engagement auroit deu les éloigner de l'attachement de la chair & du sang ; cependant par un étrange renversement ils s'attachent aux interêts de la chair & du sang , & renoncent à ceux de leur salut. Car quelle esperance de salut peuvent avoir ceux qui sont réduits dans un si déplorable aveuglement ? * Croyent-ils que

*, *Monseigneur de Vence dans les Ordres sacrez, de l'ordination des Pretres, discours II.*

le Juge qui a chassé du Temple ceux qui vendoient des choses necessaires aux sacrifices , recoive dans le Ciel ceux qui ont dérobé le revenu des pauvres , qui sont ses temples vivans. *Pondera hac, ó Pastor, non largiris tua, sed aliena*, dit S. Gregoire dans son Pastoral. Dans le monde , ces mendians que vous negligez n'osent pas parler contre vous , & demander leur portion ; ils ont recours aux prieres & aux larmes ; mais au jour du Jugement

„ ment S. Bernard vous avertit que *Stabunt*
 „ *in magna constantia adversus eos qui se an-*
 „ *gustiaverunt, stantepro eis Patre orphano-*
 „ *rum, & Judice viduarum.*

Mais rien ne condamne davantage cette
 cruelle dissipation des revenus Ecclesia-
 stiques, que l'exemple des saints Prelats
 qui ont refusé d'enrichir leurs parens, & la
 genereuse restitution de ceux qui estimoient
 „ avoir mal usé des biens de l'Eglise. *a Le a Oraison*
 „ sérénissime Prince de Conti, dont la me- *funebre*
 „ moire est en benediction, ne se contenta *faite par*
 „ pas de remettre quarante mille écus de *Monsei-*
 „ Pension que le Pape luy avoit permis de *gneur l'E-*
 „ prendre, même dans l'état du mariage, *vêque de*
 „ sur les Benefices qu'il avoit quittez. Mais *Comenge,*
 „ feu M. le Prince de Condé qui avoit pris *pag. 17.*
 „ soin des revenus de ses Benefices pendant *Pag. 17.*
 „ son bas âge, & s'étoit trouvé chargé de
 „ cent mille écus de l'épargne qu'il en avoit
 „ faite, luy ayant par un esprit de justice
 „ laissé deux terres de ce prix, qui n'étoient
 „ pas entrées dans l'heredité de ses biens, ce
 „ religieux fils encherissant sur la justice de
 „ son pere, restitua à Dieu en un même
 „ jour cette somme entiere qui luy avoit
 „ esté restituée à luy même.

b Clement IV. qui estoit François, & *b Papy-*
 qui avoit esté Ministre de S. Louis, disoit *rius Mas-*
 qu'un Pape n'avoit point de parens; & il ne *so de Epif-*
 voulut jamais consentir à l'elevation de sa *copisur-*
 fa- *bis Ro-*
 ma.

famille, aimant mieux faire croître en ses neveux & en ses nièces les dons du Ciel par des sentimens d'humilité qu'il leur inspiroit, que d'augmenter en eux les avantages de la fortune qu'il leur rendoit méprisables, & dont il les éloignoit. Ayant eu deux filles d'un legitime mariage, il donna à l'une des deux qui se fit Religieuse, trente ducats; & à l'autre qui fut mariée, trois cens livres pour la marier au fils d'un simple Gentil-homme. Il défendit aussi à ses parens de venir à Rome, & il obligea un de ses neveux qui avoit trois Canonicats, d'en retenir un seulement, ne voulant pas qu'il eût plusieurs Benefices. Pie V. dont la memoire est en benediction, estoit si éloigné de l'attachement ordinaire pour les parens, qu'il demanda permission aux Cardinaux en plein Consistoire, de donner quatre mille ducats en mariage à sa sœur. Mais aujourd'huy par un étrange renversement on fait regner le nepotisme, & la condition Ecclesiastique ne permettant pas aux Beneficiers d'avoir des enfans legitimes dans l'état de leurs Clericature, on substitué des parens & des neveux auxquels on laisse, non point du bien de patrimoine, ou du bien acquis par quelque industrie innocente, mais les fruits d'une épargne sordide, & d'une ménagerie honteuse que l'on a pratiquée, ou sur une

Pen-

SUR LES PENSIONS. 163

Pension, ou sur un Benefice, dont les revenus appartiennent aux pauvres :

a Cum Factor rerum privavit semine Cle-
rum,

Ad sathana votum successit turba nepo-
tum.

a Ludol-
phus Car-
thusianus
de vita
Christi
parte 1.
cap. 68.

Ainsi de bons parens, selon le langage du monde, mais de miserables Ecclesiastiques selon Dieu, s'asservissent au joug des interêts charnels de leurs familles : *b subacti* jugo incarnata necessitudinis. Ils achètent au prix de leur honneur & de leur conscience quelques commoditez temporelles à des parens ingrats, & voulant faire, comme ils disent, une bonne maison, ils se ferment la porte du Ciel, ils perdent leur ame, selon l'Ecriture *c*, pour laquelle ils auroient deu donner tout l'univers, & ils laissent à leurs proches & à leurs heritiers une occasion tres-certaine d'inquietude, de perte, & de misere. L'un des plus sçavans & des plus pieux Evêques de France, traitant de l'amour déreglé des Prêtres envers les parens, & leur reprochant qu'ils aiment davantage leurs neveux que l'Eglise qui est leur épouse, & que Jesus Christ qui est leur pere, lequel est figuré par Melchisedech, que l'Ecriture sainte introduit sans pere & sans mere, pour faire connoître qu'il ne faut pas estre attaché aux parens,

b Salvia-
nus lib. 3.
ad Eccle-
siam Ca-
tholicam.

c Quid
prodest
homini
si univer-
sium
mundum
lucetur,
animæ
verò suæ
detri-
mentum
patiatur?
Aur
quam
dabit ho-
mo com-
mutatio-
nem pro
anima
sua? Mat.
16.

remar-

a De l'Or-
dination
des Prê-
tres, dis-
cours II.
par M.
l'Evêque
de Vence.

remarque fort curieusement que plusieurs Peres enseignent *a qu'une des causes de la perte de Judas, qui de larron devint le vendeur de son maître, fut le desir de donner du bien à sa femme & à ses enfans ; & que* Guillaume Evêque de Paris, nomme pour cette raison les Prêtres & les Beneficiers qui enrichissent leurs parens, les freres de Judas.

Voicy une honteuse consanguinité pour les Beneficiers qui s'attachent à l'aggrandissement de leur famille, qui ne rougissent point d'avoir Judas pour parent, & qui n'apprehendent pas un sort pareil à celui de ce traître infame : c'est aussi une terrible leçon pour les heritiers de ces Benefi-

b Ibid. pa-
ge 523.
de la pre-
miere edi-
tion.

ciers. *Saint Pierre dans les Actes, dit b le même Prelat que je viens de citer, rapporte que Judas posseda un champ provenant du prix de son crime, de mercede iniquitatis. Mais les champs que possèdent les heritiers des Prêtres, ne sont ils pas les fruits de leur injustice, de leurs larcins, & de leurs sacrileges ? Car ils ont pillé le bien des pauvres, ils ont volé aux veuves & aux orphelins ce qui leur appartenoit ; ils ont converti le bien sacré de l'Eglise en un bien profane ; & c'est d'eux qu'on peut dire avec Isaye : Rapina pauperis in domo vestra. Après tout, il n'y a rien de plus doux qu'une succession qu'on recueille d'un parent Beneficier, mais il n'y a rien dans la suite qui soit plus funeste. Car*

autre

outre que du bien d'Eglise qui a esté enlevé
 aux pauvres, engage des heritiers à une re-
 stitution à laquelle ils pensent rarement,
 & laquelle ils ne font presque jamais, il
 jette encore ceux qui le retiennent dans
 une pauvreté aussi impreveuë aux yeux des
 hommes, qu'elle est juste aux yeux de Dieu.
 Il n'y a pas d'apparence que les biens appau-
 vrisent; cependant les biens d'Eglise ont
 toujours ruiné les maisons qui s'en sont en-
 richies. C'est pourquoy on les a souvent
 comparez aux plumes des aigles qui consu-
 ment les autres, & à l'or de Thoulouse qui
 fut si desavantageux à ceux qui l'enleverent.
 Si je n'étois pas obligé de mettre de bor-
 nes à ma dissertation qui passe déjà celles que
 je m'étois proposées, je rapporterois plu-
 sieurs exemples pour justifier combien les
 successions des Ecclesiastiques, qui sont
 provenuës des revenus de l'Eglise, ont esté
 pernicieuses à ceux qui les ont recuës, les-
 quels au lieu d'en devenir plus riches, ont
 esté reduits à la dernière misere. Je me
 contenteray de rapporter sommairement
 celle des parens de S. Cyrille Patriarche
 d'Alexandrie. Ils avoient beaucoup avan-
 cé leurs affaires temporelles pendant soi-
 xante ans que S. Cyrille & Theophile
 son Oncle gouvernerent l'Eglise d'Ale-
 xandrie & après la mort de ces deux Ar-
 chevêques, ils virent leur famille remplie
 de

de toute sorte de biens selon le monde ; mais tout d'un coup la main de Dieu les toucha , & elle se servit des ennemis de Theophile & de S. Cyrille , qui les dépouillèrent de leurs richesses , & les firent mourir de faim. Monseigneur l'Evêque de Vence rapporte cette histoire avec son éloquence & sa netteté ordinaire , & il fait cette belle reflexion sur les Evêques qui enrichissent leurs parens aux dépens du bien

** Histoire de l'Eglise & des pauvres : * Ce mal du nepotisme s'est malheureusement continué , ou se 5. siecle plutôt il s'est si fort augmenté dans les der- l. 2. année niers siecles , qu'il n'y a gueres de Prelats qui 445. s'en soient preservez. Mais la Justice divine a toujours continué de renverser les desseins de ceux qui au lieu de songer à nourrir les membres de Jesus Christ & à rebâtir leurs Eglises ruinées , ont employé leurs revenus , dont ils n'estoient qu'administrateurs , à l'aggrandissement de leurs familles. Car elles ont bientôt perdu le lustre où ils croyoient les avoir mises , & les biens y ont péri presque aussitôt qu'ils y sont entrez.*

Je ne pouvois pas , Monsieur , finir plus heureusement cette Dissertation que par les paroles de ce Prelat si éclairé & si vertueux , qui marquent également & la peine de ceux qui recueillent des revenus acquis injustement par des Beneficiers avares , & l'usage legitime qu'on doit faire des

SUR LES PENSIONS. 167

des biens de l'Eglise. L'exemple des charitimens devroit arrêter le desir insatiable de certains Ecclesiastiques , & les porter à dispenser saintement leurs revenus. C'est une grace qu'il faut demander à Dieu d'une maniere tres-particuliere ; on doit le prier avec toute l'instance possible qu'il excite le zele des Evêques pour s'opposer aux mauvaises Pensions , & pour prescrire des bornes à la cupidité des hommes. Mais il en faut mettre fin à ma Dissertation. Comme je ne l'ay entreprise que pour vous obeir , j'espere aussi que vôtre charité en excusera tous les defauts, & qu'elle me les découvrira. Si je n'ay pas esté assez heureux pour réussir , & si la connoissance que j'ay de ma foiblesse m'empêche de m'attribuer aucun succez sur un sujet si difficile & si delicat , au moins pour le traiter j'y ay apporté toute l'application qui m'a esté possible. Et pour me conduire & me soutenir dans un dessein de cette importance , je me suis toujours proposé pour regle la verité & la justice. J'auray beaucoup fait si je ne les ay point blessées. Quoy qu'il en soit , s'il se rencontre quelque bien dans cet Ecrit , toute la gloire en appartient à Dieu qui m'a donné les forces , & qui a dissipé mes tenebres. Demandez-luy pour moy les lumieres & les graces qui

168 DISSER. SUR LES PENSIONS.

qui me sont necessaires pour m'acquitter
fidellement des obligations de mon mini-
stere. Faites-moy aussi l'honneur de me
croire en luy,

MONSIEUR,

Le 15 May 1667.

*Votre tres-humble
& tres-obeissant
Serviteur, M.P.I.*



ARREST DU CONSEIL PRIVE' DU ROY, Portant décharge des Pensions créées sur les Cures & Preben- des du Diocese d'Alet.

*Conformément aux Arrests des 23.
Juillet 1666. 6. May & 20. De-
cember 1667. & autres rendus
en consequence pour les autres
Dioceses du Royaume.*

E N T R E Messire Nicolas de Saint Jean,
Prestre n'agueres Aumosnier de la def-
funte Reyne Mere de sa Majesté , cy-
devant Curé de la Cure de Rocque-
feuille au Diocese d'Alet , Demandeur
en Requeste suivant l'Arrest du Conseil inter-
venu sur icelle le 2. May 1668. d'une part ; Et
Maistre Joseph Bonnadonna , Prestre Docteur.

a

en

en Theologie , Curé de Rocqueseuille , Dessen-
 deur & Demandeur en execution des Arrests du
 Conseil du Roy des 23. Juillet 1666. 6. May &
 20. December 1667. Et en Requeste verbale
 inserée en l'appointement de Reglement , signé
 entre les Parties par Monsieur Forcoal Com-
 missaire député le 12. Novembre 1668. Et en-
 core ledit Bonnadonna au nom qu'il procede ,
 Demandeur aux fins de l'execution des susdits
 Arrests , & Demandeur és Exploicts libellez
 des 20. Février & 19. Juin 1668. Jean & Paul
 Glaises , & Louïs Gaicher Fermiers des fruiets &
 revenus de ladite Cure de Rocqueseuille : Et en-
 core Messire Nicolas Pavillon Conseiller du Roy
 en ses Conseils , Evêque d'Alet , receu partie in-
 tervenant en l'Instance d'autre , sans que les
 qualitez puissent nuire ne prejudicier aux parties.
 V E U au Conseil du Roy ledit Arrest du 2. May
 1668. rendu sur la Requeste dudit Sieur de Saint
 Jean , tendante à ce qu'il plut à sadite Majesté en
 interpretant l'Arrest du 12. May 1667. & en cas
 que sa Majesté n'ait pas agreable que cette affaire
 (quoy que particuliere meüe & intentée aupa-
 ravant ledit Arrest du 20. Decembre ensuivant)
 soit traitée au grand Conseil suivant le renvoy
 qui en avoit esté fait par ledit Arrest du 12. May ,
 ordonner que le Suppliant (dont l'action peut
 être estimée singuliere , puis qu'elle a esté inten-
 tée avant ledit Arrest du 12. Decembre , rendu
 ensuite d'autres Arrests intervenus au Conseil de
 sa Majesté pour la These generale de semblables
 diffe-

differeus) jouira de la Pension qu'il a droit de prendre sur les fruiets & revenus de la susdite Cure de Rocqueseuille, ainsi qu'il a cy-devant fait pendant 20. années & plus, dont le tiers luy sera à cette fin affecté hypothecqué, & demeurera saisi & arrêté és mains des Fermiers d'iceux, avec deffenses à luy & autres Fermiers d'iceux subsequens de s'en desaisir qu'entre les mains du Suppliant sur peine de payer deux fois, si mieux ledit Bonnadonna ne veut consentir, ou sa Majesté ordonner, que ledit Suppliant rentrera en ladite Cure pour en faire les fonctions, qu'il offre de faire ainsi qu'il a cy-devant fait auparavant la resignation faite en faveur dudit Bonnadonna, portant que ledit Bonnadonna, & autres qu'il appartiendra seront assignés au Conseil, pour parties ouïes leur estre pourveu, ainsi qu'il appartiendra par raison: Au dos duquel sont les significations dudit Arrest ausdits Bonnadonna & Glaïses, & assignations au Conseil, avec deffenses ausdits Glaïses de payer à autres qu'audit de Saint Jean. Lesdits Exploicts en datte du 28. Juin 1668. La Commission du Conseil dudit jour 2. May 1668. La Procuration *ad resignandum* du 27. May 1635. faite par manière de permutation, per Maître Raymond de Saint Jean au profit dudit Demandeur de ladite Cure de Rocqueseuille qu'il possédoit. Les Provisions du Sieur Evesque d'Alet de ladite Cure de Rocqueseuille, & ses annexes du 30. May 1635. en faveur dudit Demandeur, en conse-

quence de la permutation & resignation d'entre luy & ledit Raymond de Saint Jean. L'Original de l'Acte de prise de possession du 1. Juin 1635. faite par ledit Demandeur de ladite Cure de Rocqueseuille, en consequence de sesdites provisions ; Deux Certificats de Monsieur l'Evesque d'Aler, en datte des 17. Juillet 1643. & 28. Octobre 1647. de la bonne conduite dudit Demandeur, de ses longs & agreables services qu'il a rendus en ladite Curé de Rocqueseuille en qualité de Recteur & Curé d'icelle ; Autre Certificat du 26. Octobre 1663. fait par devant un Bailly & Magistrat Royal, par quantité de personnes d'honneur & de condition, des longs services qu'il a rendus à ladite Cure, tans à l'égard de l'administration des Sacremens & de la parole de Dieu, qu'autres actions d'un bon Curé, au grand contentement, utilité & édification, non seulement de ses Parroissiens, mais mesmes des Habitans des environs. Deux Extraicts tirez de la Cour des Aydes, de l'estat des Officiers de ladite défunte Reyne Mere, qui font connoistre que le Demandeur estoit Chapelain de la Chapelle de Saint Roch, Aumosnier & Confesseur ordinaire de sa Maison ; Les quatre Baux à Ferme des fruiçts decimaux de ladite Cure, faits par ledit Demandeur des années 1637. 39. & 41. lors Curé de ladite Cure, au profit des y dénommez. Autre Bail du premier May 1652. par lequel il paroist que ledit Demandeur s'est reservé une Pension de cinq cens cinquante livres par an.

Deux

Deux Baux à Ferme , l'un du 8. Juin 1661. que le Chapitre de saint Paul Dioceſe d'Alet , a fait pour trois années , moyennant le prix de Six cens quatre-vingts huit livres par an , & l'autre du 4. Juin 1664. par lequel ledit Chapitre a baillé à Ferme la rente qu'il a accoutumé de prendre aux lieux de Rocqueſeuille & Spofel , la ſomme de ſix cenſtrente livres par an. Un autre Acte à Ferme fait par ledit Bonnadonna & le Demandeur conjointement , le 29. Octobre 1667. de la quatrième partie des fruits de ladite Cure , au profit dudit Glaife , moyennant la ſomme de Cinq cens dix livres pour chacun an. La ſignature de la Cour de Rome du 20. Novembre 1645. contenant l'homologation de ladite Penſion en faveur dudit Demandeur ſur ladite Cure de Rocqueſeuille. Certificat du 4. Janvier 1646. du Banquier de Rome , comme ladite ſignature contenant proviſion de ladite Penſion de la troiſieme partie des fruits eſt veritable. L'Acte de Concordat paſſé le 24. Avril 1660. entre le Sieur de Saint Jean neveu dudit Demandeur , & le Sieur Nôgré ſon Reſignataire , par lequel la troiſieme partie des fruits de ladite Cure reſervée par ledit Demandeur , ont eſté limitez à la ſomme de Cinq cens livres annuellement au profit dudit Demandeur ſa vie durant , ce que ledit Nôgré a fait pendant qu'il a eſté titulaire de ladite Cure. Deux Actes contenant la dénonciation & demande que le Demandeur a fait audit Bonnadonna du payement

ment de ladite Pension dès le 3. Novembre 1666. & 23. Févriér suivant, aux protestations y contenues. L'Arrest du Conseil d'enhaut, & Commission sur iceluy du 12. May 1667. rendu sur la Requête dudit Demandeur, qui renvoye ladite Requête du Demandeur au grand Conseil, auquel sa Majesté en attribué toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdite à toutes les autres Cours & Juges pour estre pourveu aux parties ainsi qu'il appartiendra par raison, sans que l'Arrest du Conseil d'Estat du 23. Juillet 1666. puisse nuire ne prejudicier audit Demandeur. Les Exploicts d'assignations données au grand Conseil. Arrest par deffaut obtenu par ledit Demandeur à l'encontre dudit Bonnadonna le 7. Nov. 1667. par lequel le different des parties a esté retenu, & ordonné qu'elles viendront proceder en iceluy, & condamner ledit Bonnadonna aux despens. L'Exploict de signification dudit Arrest du grand Conseil du 9. Janvier 1668. La Requête de *Committitur* du Sieur Forcoal. L'appointement signé en l'Instance par le Sieur Commissaire. Son procès verbal du 20. Nov. dernier. Copie d'un Appointement signifié par correction à l'Advocat dudit Demandeur de la part dudit Bonnadonna. L'Ordonnance dudit Sieur Commissaire pour faire declarer commun avec lesdits Glaifes & Gaicher. ledit Appointement ayant esté déclaré commun par deffaut, & ordonné qu'il y satisferoit dans huitaine. Copie de l'Appointement offert par les-

lesdits Gaicher & Glaife. Le procès verbal dudit Sieur Commissaire du 23. Nov. dernier, contenant les dires & contestations des Advocats, au bas duquel est son Ordonnance, portant que l'Appointement offert par lesdits Glaife & Gaicher seroit signé, & joint à celuy intervenu en ladite Instance, sauf à disjoindre s'il y eschet, signifié à l'Advocat du Demandeur, & à celuy dudit Bonnadonna. Requête présentée au Conseil par ledit Sieur de Saint Jean, sur laquelle le Sieur Forcoal a esté continué seul Rapporteur, nonobstant le *Committitur* de Monsieur Amelot de Gournay qui avoit esté commis & signifié aux Advocats des parties. Copie imprimée d'un Arrest du Conseil d'Estat, & Reglement du 5. Février 1666. portant que les Pensions sur les revenus de plusieurs Cures déjà établies en faveur des Resignans qui n'ont deservy l'espace de vingt années, où qui ne sont tombez en quelque notable infirmité demeureront d'oresnavant nulles & comme non advenuës, & que les Titulaires jouiront de la somme de Trois cens livres francs & quittes, quand mesmes les Pensions seroient legitimes. Autre copie d'Arrest imprimé du Conseil du 23. Juillet 1666. sa Majesté y estant, qui declare les Pensions créées sur les Cures & Prebendes du Diocese d'Alet, nulles & comme non advenuës, que les Titulaires jouiront à l'advenir desdites Cures & Prebendes, sans qu'ils puissent estre troublez en la perception & jouissance des fruiëts desdits Benefices, pour raison ou sous pre-

texte desdites Pensions , à la reserve de celles
 créées en faveur de ceux qui ont deservy lesdites
 Cures l'espace de vingt années , ou qui seront
 tombez en une infirmité notable , auquel cas sa
 Majesté veut qu'il reste toujours Trois cens livres
 francs & quites au Titulaire pour vivre & s'ac-
 quiter bien & deuëment de leurs fonctions. Au-
 tre Arrest particulier du Conseil du 5. Mars 1667.
 par lequel la Pension créée sur la Cure de Ville-
 neuve de Mesgrigny est cassée & annullée suivant
 & conformément aux susdits Arrests & Regle-
 mens rendus pour l'extinction des Pensions , &
 fait pleine & entiere main-levée au Titulaire de
 ladite Cure à cause de ladite Pension, le tout sans
 s'arrester à un Arrest du Parlement de Paris du
 23. Nov. 1666. rendu au prejudice dudit Regle-
 ment. Autre copie d'Arrest imprimé du Conseil
 du 6. May 1667. rendu sur la Requête dudit
 Sieur Evêque d'Alet , par lequel il est dit que le
 susdit Arrest & Reglement du 23. Juillet 1666.
 rendu pour l'extinction des Pensions sur les
 Cures & Prebendes Theologiques du Diocese
 d'Alet sera executé selon la forme & teneur ,
 nonobstant oppositions ou appellations quel-
 conques, dont si aucunes interveniennent, sa Ma-
 jesté s'en est reservé la connoissance , & icelle in-
 terdite à tous autres Juges. Autre copie d'Arrest
 imprimé du Conseil du 15. Juin 1668. rendu sa
 Majesté y estant, qui ordonne l'entiere execution
 desdits precedens Arrests & Reglemens de sa Ma-
 jesté pour l'extinction desdites Pensions sur les
 Cures

Cures & Prebendes des Dioceses d'Alet, Bordeaux, Pamiez, Rieux, & autres auxquels le dernier Règlement adjoute la cassation & suppression desdites Pensions; quand bien elles seroient legitimes, si ceux en faveur de qui elles auront esté créées se trouvent en mesme temps ou après pourvus de quelques Benefices suffisans pour leurs nourritures & entretiens, ou s'ils ont Pension sur quelqu'autre Benefice de quelque nature qu'il soit. Autre copie d'Arrest du 20. Decembre 1667. rendu au Conseil, de l'exécution duquel il s'agit, par lequel sa Majesté en personne a confirmé la cassation de ladite Pension, & ordonné que sans avoir égard audit Arrest surpris par ledit Demandeur le 12. May 1667. Les Arrests & Reglemens rendus pour l'extinction de ladite Pension, & autres semblables, seroient & demeureroient exécutez selon leur forme & teneur, avec deffenses audit Demandeur & à tous autres de se pourvoir ailleurs qu'audit Conseil. Un Bail à Ferme fait par ledit Sieur de Saint Jean le 20. Juin 1667. du revenu de son Prieuré de Seizac à Pierre Robert Bourgeois de Carcassonne, moyennant quoy ledit de Saint Jean devoit payer les decimes dont le Prieuré estoit chargé, le prix du Bail est de Six cens livres par an. Autre Bail du 8. Juin 1668. du revenu dudit Prieuré aux nommez Gazes pere & fils, à la somme de Huit cens trente livres, sur laquelle somme lesdits Gazes doivent payer lesdites dixmes qui leur seront déduites sur ladite somme. La Procuration du 27.

May 1667. envoyée par ledit Sieur de Saint Jean au Sieur Vitalis de Saint Jean son neveu pour recevoir le tiers desdits fruits de ladite Cure, & affermer ledit tiers. La Requête présentée au Seneschal de Limoux le quinzième Aoust 1667. pour arrester les violences dudit Vitalis, au bas de laquelle sont les diffenses audit Vitalis de continuer ses violences; desquelles il seroit cependant informé. Informations faites le 18. Aoust 1667. & justifiées par plusieurs témoins des excès & voyes de fait dudit Sieur Vitalis de Saint Jean. Le Decret d'ajournement personnel du 27. Aoust audit an; decerné par ledit Presidial de Limoux contre le Sieur Vitalis sur les susdites Informations. Les Informations faites de la mesme autorité le dernier Aoust, dans lesquelles les voyes de fait, & les excès commis par ledit Sieur Vitalis de Saint Jean Procureur dudit Demandeur & de ses complices pour emporter à main armée le tiers des fruits dudit Benefice. Le Decret de prise de corps decerné contre ledit Sieur Vitalis de Saint Jean le premier Decembre 1667. comme aussi contre ses complices. L'Arrest du 22. Decembre 1667. rendu au Conseil sa Majesté y estant au profit dudit Bonnadonna, par lequel ladite Pension dudit Demandeur est cassée, & ledit Arrest du Conseil surpris par ledit Demandeur, conformément aux susdits Arrests & Reglemens, dont il ordonne l'exécution. La signification dudit Arrest audit Glaife, le 20. Février 1668. avec commandement en consequence de payer audit Deffendeur le

le premier terme de son Bail escheu, & de donner caution pour les termes à escheoir suivant le Bail. Autre commandement fait audit Glaïse en conséquence du susdit Arrest, de payer le prix de l'année entiere de son Bail, auquel le Fermier n'ayant point obey, ledit Demandeur a esté obligée de le faire assigner au Conseil pour se voir condamner en execution dudit Arrest, à remettre le prix de fondit Bail audit Demandeur avec les interets & despens, ledit commandement en datte du 19. Juillet 1663. Acte du 7. Juillet ensuiuant, par lequel ledit Glaïse declare qu'il ne peut remettre le prix de fondit Bail es mains dudit Demandeur, en execution de l'Arrest du Conseil du 20. Decembre 1667. & de deux commandemens à luy faits en conséquence, attendu que ledit Sieur de Saint Jean luy a fait deffenses de se désaisir du prix dudit Bail. Requête présentée au Conseil le 5. Février 1669. par ledit Sieur Bonnadonna, sur laquelle Messieurs de Morangis, Boucherat & la Fosse sont nommez Commissaires, signifiée le dit jour 5. Février 1669. La Requête d'employ pour Jean & Paul Glaïses & Louïs Gaïscher, tendante à ce que les fins & conclusions par eux prises par l'Appointement de Reglement du 3. Decembre dernier, leur soient adjudgées avec tous despens, dommages & interets contre lesdits de Saint Jean & Bonnadonna, sauf à eux à faire prononcer sur la main-levée de ladite somme con-signée es mains dudit Noraire, ainsi & comme il sera trouvé raisonnable ; Et à ce qu'ils ayent acte

de ce que pour toutes escritures & productions ils emploient le contenu en ladite Requête , ensemble les Actes qui y sont joints. Ensuite est l'Ordonnance du Conseil du 5. Janvier 1669. portant acte de l'employ , & au surplus en jugeant. La Signification qui a esté faite de ladite Requête & Ordonnance le 29. L'Acte de Consignation qui a esté faite le 7. Juillet 1668. par ledit Jean Glaïse de la somme de Quatre cens trente livres pour le tiers des fruits de ladite Cure de Rocquefeuille. Le Bail fait le 21. Octobre 1667. audit Glaïse par ledit Sieur Bonnadonna & ledit Vitalis de Saint Jean, fondé de Procuration dudit Sieur de Saint Jean, qui ont conjointement affermé le tiers desdits fruits. La copie de l'Arrest rendu au Parlement de Paris le 26. Juillet 1664. en forme de Reglement pour les Pensions sur les Cures , portant qu'ayant esgard aux conclusions des gens du Roy , fait inhibitions & deffenses à tous Chanoïens & autres ayant Benefices Incompatibles qui resigneroit des Cures , de retenir Pension sur icelles sous quelques pretextes que ce soit; Ordonne qu'à l'avenir nul ne pourra retenir ny stipuler aucunes Pensions sur une Cure seculiere ou reguliere , qu'il ne l'ait deservi actuellement & continuellement l'espace de dix ans, laquelle Pension ne pourra excéder le tiers du revenu de ladite Cure , & mesme ne pourra monter audit tiers qu'au cas qu'il reste au Titulaire au moins Trois cens livres de revenu , sans y comprendre la casuel , & sans qu'il y puisse estre diminué

nué par aucune convention, ny sous quelque pre-
 texte d'équité & de bonne foy dont elle puisse
 estre colorée, & ce nonobstant toutes pactions
 entre le Resignataire & le Resignant, & tous
 cautionnemens mesmes de personnes estrangeres;
 Et au cas que le Titulaire paye Pension au préjudi-
 ce du present Reglement, ordonné qu'elle de-
 meurera vacante & impetrable. Fait pareillement
 inhibitions & deffenses sous mesmes peines de
 promettre de fournir un Benefice de certaine va-
 leur, à condition de payer cependant Pension an-
 nuelle de mesme somme. L'attestation de Jean
 Thimoleon de Negre Sieur de Gebete Conseiller
 du Roy, son Bailly au pays & Bailliage de Saut du
 29. Avril 1665. de bonnes vie & mœurs de Mai-
 stre Raymond de Saint Jean, Signé dudit Sieur
 Negre & plusieurs autres. Ledit Acte portant aus-
 si que ledit Sieur Raymond de Saint Jean s'est ac-
 quitté en bon Curé, & a vécu & deservy ladite Cu-
 re, sans que jamais il ait esté porté aucunes plain-
 tes de la part d'aucuns Parroissiens contre ledit
 Sieur de Saint Jean, ny qu'il ait esté fait aucune in-
 formation, taxé aucun Decret ny Sentence, s'e-
 stant retiré avec toute sorte d'approbation de sa
 conduite pendant le temps qu'il y avoit residé.
 Autre Certificat du Sieur Lieutenant principal en
 la Chastellenie de Montreal au Diocese de Car-
 cassonne du dernier Avril audit an, comme le
 Sieur Raymond de Saint Jean est Chanoine en l'E-
 glise Collegiale de S. Vincent dudit Montreal, &
 en a esté pourveu au mois de Mars 1655. Autre

Certificat des Consuls & Gouverneurs de Carcassonne du 11. Aoust 1665. Comme Maistre Raymond de Saint Jean Prestre Chanoine en l'Eglise Collegiale saint Vincent dudit Montreal, & Tresorier en l'Eglise Cathedrale de Carcassonne, est personne bien famée, dont la vie, mœurs & conversations sont exemptes de tout reproche, pour avoir toujours vécu en bon Prestre depuis qu'il est pourveu au sacré Ordre du Sacerdoce, n'ayant jamais commis aucune action qui puisse flestrir lesdites qualitez. Autre Certificat des Chanoines & Chapitre dudit Montreal du 10. Avril 1666. des bonnes mœurs & vie dudit Maistre Raymond de Saint Jean. L'Extrait de la Recepte des Decimes de Carcassonne du dernier Decembre 1668. pour les années 1667. & 1668. pour le Prieuré de Chastillon. Autre Certificat d'André Poch Receveur des Decimes au Diocese de Carcassonne, qui declare que ledit Prieuré de Chastillon est taxé pour les Decimes ordinaires qui se payent tous les ans, Cent quinze livres trois sols onze deniers, sans les Decimes extraordinaires à cause de l'Assemblée du Clergé; Au bas est l'Acte d'attestation de François de Mestre Conseiller du Roy & son Advocat en la Seneschaussée de Carcassonne, comme ledit Poch est Receveur, ledit Certificat en datte du 24. Decembre 1668. Deux autres Quittances dudit Poch pour les Decimes du 3. Novembre 1668. pour les quartiers de Février & Octobre audit an. La Requête présentée au Conseil par ledit Sieur de Saint Jean, tendante à
la

la reception des pieces cy-dessus énoncées; & Acte de ce que pour contredits contre la production dudit Bonnadonna, il employe ce qu'il a écrit & le contenu en ladite Requête: En suite est l'Ordonnance portant reception. Acte de l'employ, & au surplus & en jugeant. La signification qui a esté faite de ladite Requête le 14. Février dernier. La Requête présentée au Conseil le quatrième May dernier par Messire Nicolas Pavillon Conseiller du Roy en ses Conseils, Evêque d'Alet, tendante à ce qu'il soit reçu partie intervenante en ladite instance d'entre ledit Sieur de Saint Jean, ledit Sieur de Bonnadonna, & les nommez Glaïses & Gaïches, luy donner acte de ce que pour tous moyens d'intervention il employe le contenu en la presente Requête, les Arrests & Reglemens du Conseil donnez en consequence pour l'extinction des Pensions créées sur les Cures & Prebendes du Diocese d'Alet & autres; ensemble tout ce qui a esté écrit & produit en ladite Instance par ledit Bonnadonna Curé dudit Rocquefeuille; & faisant droit sur son intervention, ordonner que lesdits Arrests & Reglemens du Conseil donnez en faveur du Diocese d'Alet lesdits jours 23. Juillet 1666. 6. May & 20. Decembre 1667. & autres Arrests & Reglemens donnez en consequence pour les autres Dioceses du Royaume, seront executez selon leur forme & teneur, & ce sans s'arrester à la Requête dudit Sieur de Saint Jean, sur laquelle est intervenu l'Arrest du Conseil du 2. May 1668. de laquelle

quelle il sera debouté, & condamné aux despens
 de ladite intervention; Au bas est l'Ordonnance
 du Conseil, portant, Soit receu partie interve-
 nante. Acte de l'employ, au surplus en jugeant se-
 ra fait droit, & soit signifié sans retardation.
 La signification qui a esté faite le sixième dudit
 mois aux Advocats des parties adverses. Les Con-
 tredits & production nouvelle par ledit Sieur
 Bonnadon. Copie collationnée d'un Arrest rendu
 au Conseil le 12. Mars dernier entre Maistre Jean
 Mollenat Prestre Curé de Balestat au Diocese
 d'Alet d'une part, Et Maistre François de Tro-
 going de Ricardelle Chanoine en l'Eglise Metro-
 politaine de Narbonne, & Maistre Pierre Albert
 Recteur du lieu de Palairac Deffendeurs d'autre,
 portant que les Arrests du Conseil des 23. Juillet
 1666. & 6. May 1667. seront executez selon leur
 forme & teneur; Et en consequence ledit Molenat
 déchargé du payement de la Pension créée sur la
 Cure de Balestat, tant pour l'avenir que des arre-
 rages du passé, à compter du jour de la signifi-
 cation de l'Arrest du 23. Juillet 1666. condamne
 neanmoins tant ledit Molenat que Sequestres de
 vider leurs mains des arrerages de ladite Pen-
 sion & fruits saisis en celles dudit Trogoing
 jusques à la concurrence de Deux mille livres
 à luy cédé par ledit Albert, & sauf à dédui-
 re ce qui se trouvera avoir esté receu par le-
 dit Trogoing sur-&-tant-moins de ladite som-
 me; Et à cet effet seront les partis & Seque-
 stres tenus de venir à compte par devant le
 plus

plus prochain Juge Royal des lieux non suspect aux parties; Condamne sa Majesté ledit Molenat aux despens envers ledit Trogoing & ledit Albert en tous ceux dudit Molenat faits depuis la signification de l'Arrest du Conseil dudit jour 23. Juillet 1666. La Requeste présentée au Conseil le 6. May dernier par ledit Sieur de Bonnadonna, tendante à ce qu'il plaise à sa Majesté luy permettre d'adjoûter à sa production ledit Arrest contradictoire dudit Conseil dudit jour 12. Mars 1669. rendu pour l'extinction de la Pension créée sur ladite Cure Balestat; & au surplus luy adjuger les fins & conclusions par luy prises en l'Instance, avec tous despens, dommages & interets; Au bas est l'Ordonnance du Conseil dudit jour 6. May, portant, Soit la piece receüe & communiquée par copie, au surplus en jugeant sans retardation, & soit signifié; Ensuite est la signification qui a esté faite ledit jour. Un Acte dudit jour portant que ledit Sieur Bonnadonna a fait donner copie aux Advocats des parties adverses dudit Arrest. La Requeste présentée au Conseil le premier May dernier, par ledit Sieur de Saint Jean sur laquelle on a continué Messieurs de Lezeau, Poncet, la Fosse, & la Marguerie Conseillers ordinaires du Roy en seldits Conseils, Commissaires en ladite Instance, nonobstant l'Ordonnance & Commission des Sieurs Morangis, Boucherat & Poncet du 17. Avril 1669. La Signification qui a esté faite de ladite Requeste de Commissaires le 22. May audit

audit a. Les Réponses dudit Sieur de Saint Jean du 11. May dernier aux Requestes qui luy ont esté signifiées le septième dudit mois, l'une à la Requête dudit Sieur Bonnadonna, avec copie d'un Arrest du Conseil dudit jour douzième Mars dernier cy-devant énoncée: Et l'autre à la Requête de Messire Nicolas Pavillon Evêque d'Alet, pour laquelle il a esté reçu partie intervenante en l'Instance d'entre les parties. Copie de la Requête présentée au Conseil par Nicolas Pavillon Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Evêque d'Alet, le premier Juillet 1669. tendante à ce qu'il plaise à sa Majesté adjugeant audit Sieur Evêque d'Alet les fins & conclusions par luy prises en ladite Instance, par sa Requête d'Intervention du quatrième May dernier, ordonner que lesdits Arrests du Conseil en forme de Reglemens des 29. Juillet 1666. 6. May & 20. Decembre 1667. & 15. Juin dernier, seront exécutez selon leur forme & teneur, ce faisant conformément aux saints Canons; & en execution d'iceux, déclarer nulles & de nul effet toutes creations de Pensions sur les Cures & Prebendes du bas chœur, des Chapitres Cathedral & Collegial dudit Diocèse d'Alet, si ceux en faveur de qui elles sont créés, n'ont servy lesdites Cures & Prebendes l'espace de vingt années, & s'ils excèdent le tiers du revenu d'icelles, & mesmes s'il ne reste, le tiers osté, suffisamment aux Titulaires de quoy vivre selon leur condition, & ce suivant l'estimation qui en sera faite par le

Sup-

Suppliant dans ses visites ou autrement, & non obstant tous traitez pour causes de resignations, procès, permutations, demandes en regres, faites ou à faire faute de payement desdites Pensions, & tous cautionnemens dont il plaira à sa Majesté décharger les obligez; ordonner qu'audit cas lesdits Titulaires desdites Cures & Prebendes jouiront paisiblement d'icelles, sans qu'ils puissent estre contraincts au payement des arrerages desdites Pensions, ny aux courantes: Comme aussi declarer nulles lesdites Pensions, si ceux en faveur desquels elles auront esté créées se trouvent dans le mesme temps ou apres pourvus de quelques Benefices suffisans pour se nourrir & entretenir, ou s'ils ont Pension sur quelques autres Benefices de quelque nature qu'ils soient, faire tres-expresses deffenses à tous Beneficiers, Pensionnaires & autres, de contrevenir à l'Arrest qui interviendra, à peine de nullité, cassation de procedures, & de tous despens, dommages & interests; Et que ledit Arrest qui interviendra sera leu, publié & enregistré par tout où besoin sera pour servir de Reglement dans ledit Diocese d'Alet, & condamner ledit Sieur de Saint Jean en tous les despens, dommages & interests dudit Suppliant, & en ceux de la presente Instance: Au bas est l'Ordonnance du Conseil, portant en jugeant & soit signifié; En suite est la signification du premier jour de Juillet 1669. Escritures & productions des parties; Tout ce qui a esté mis & escrit par devers ledit

Sieur

Sieur Foulcois Rapporteur qui en a communiqué aux Sieurs de Lezeau, Poncet, & de la Marguerie Conseillers ordinaires de sa Majesté en ses Conseils, Et tout considéré. LE RÔY EN SON CONSEIL faisant droict sur l'Instance, a deboutté & deboutte le Demandeur des fins de sa Requête du 2. May 1668. Ce faisant, a ordonné & ordonne que les nommez Glaifes & Marfol depositaires vuideront leurs mains des deniers qu'ils ont du revenu de la Cure de Rocquécuille en celles du Deffendeur, & l'a condamné aux despens, tant envers ledit Deffendeur que lesdits Glaifes & le nommé Gaischer, que Sa Majesté a déchargés des Assignations à eux données audit Conseil. Et ayant égard à l'intervention dudit Sieur Evêque d'Alet, & Requête du premier Juillet, A ordonné & ordonne, que les Arrests rendus en iceluy les 23. Juillet 1666. 6. May & 20. Decembre 1667. & autres rendus en conséquence pour les autres Diocèses du Royaume au sujet des Pensions créées sur les Cures & autres Benefices d'iceux depuis l'année 1639. & qui le pourroient estre à l'avenir, seront exécutez dans le Diocèse d'Alet, Et en conséquence sa Majesté a déclaré nulles & de nul effet toutes les Pensions créées sur les Cures & Prebendes du bas chœur des Chapitres Cathedral & Collegial du Diocèse d'Alet, si ceux en faveur desquels elles ont esté créées par le passé, ou le pourront estre à l'avenir, n'ont servy lesdites Cures & Prebendes l'espace de vingt années, & si elles

exce-

excedent le tiers du revenu d'icelles, mêmes s'il ne resté, ledit tiers osté, aux Titulaires de quoy vivre selon leur condition, & ce suivant l'estimation qui en sera faite par ledit Sieur Evêque ou ses Successeurs dans leurs visites ou autrement; nonobstant tous traitez pour causes de procès, résignations, permutations, demandes & regres faits ou à faire faute de payement desdites Pensions, & tous cautionnemens, desquels sa Majesté a déchargé les obligez. Ordonne en outre sa Majesté, qu'audit cas les Titulaires desdites Cures jouiront paisiblement, sans qu'ils puissent estre contraincts au payement des arrerages desdites Pensions ny au courant: Comme aussi sa Majesté a déclaré lesdites Pensions nulles, au cas que ceux en faveur desquels elles auront esté créées, se trouvent dans le mesme temps ou après pourvus de Benefices, ou si ils ont Pension sur iceux, de quelque qualité qu'ils soient qui les puissent nourrir & entretenir. Fait sa Majesté deffenses à tous Beneficiers, Pensionnaires, ou autres, de contrevenir au present Arrest; & condamne ledit Demandeur aux despens envers ledit Sieur Evêque d'Aler. **FAIT** au Conseil Privé du Roy, tenu à saint Germain en Laye, le 24. jour de Juillet 1669.

Signé,

LA GUILLAUMIE.

ARREST

A R R E S T

N O T A B L E

D U G R A N D C O N S E I L ,

*Portant Reglement pour la décharge
& cassation des Pensions sur les
Cures , en conformité des Arrests
du Conseil d'Estat & Privé en
1639. 1666. 1667. 1668. 1669.
Et encore de ceux du Parlement.*

Leu & publié en Audiance , & signifié
aux Agents généraux du Clergé
de France.

Rendu le 6. jour de Fevrier 1670.

L OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre , Dauphin de Viennois , Comte de Valentinois , Diois , Provence , Forcalquier & terres adjacentes. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , Salut , sçavoir faisons ; Comme par Arrest ce jourd'huy donné en nostre grand Conseil entre nostre cher & bien amé Dom Jean Aimar Bergier ,

gier, Bachelier en Theologie, Religieux Profex de l'Ordre de Cluny, Prestre Curé de Train, demandeur suivant l'évocation generale dudit Ordre, & exploit libellé du 25. jour d'Avril 1669. aux fins que ledit demandeur & ledit Benefice soit déchargé de la Pension de six-vingts livres que le deffendeur pretend avoir droit de prendre sur les fruits de ladite Cure par chacun an, ou du moins qu'elle sera reduite suivant & conformément aux Arrests de nostre Conseil, avec dépens, dommages & interets d'une part: Et Dom Louis Bouvier, aussi Religieux dudit Ordre de Cluny, deffendeur d'autre: Et entre ledit Bergier demandeur suivant la Requête par luy présentée à nostre Conseil Privé, aux fins que ladite Cure de Train soit déchargée de la susdite Pension de six-vingt livres créée sur icelle au profit dudit Bouvier, contre les termes & dispositions de nostre Conseil, des 12. jour de Decembre 1639, & autres jours; luy faire defenses de faire pour raison de ce aucune poursuite ailleurs aillors-contre de luy, à peine de quinze cens livres d'amande, nullité des procedures, dépens, dommages & interets renvoyée en nostredit Conseil, par Arrest de nostredit Conseil Privé du 17. Aoust 1669. pour en jugeant les contestations des parties y pendantes, estre sur ladite Requête fait droit conformément aux Arrest de nostredit Conseil des 5. jour du mois de Février & 20. Juillet 1666. & 5. jour de Mars 1667. & ledit Bouvier pareillement renvoyé en nostre

nostredit Conseil pour proceder sur ladite Re-
 quete, deffendeur d'autre. V E U par nostredit
 grand Conseil les écritures desdites parties. Le-
 dit exploit dudit jour 25. Avril 1669. Ledit Ar-
 rest de nostre Conseil Privé du 17. Aoust audit
 an. Arrest de nostre Conseil d'Estat, portant
 que les Pensions créées sur les Cures en faveur
 des Resignans qui n'ont desservy vingt ans, ou
 tombez en quelque notable infirmité, demeu-
 reront dorenavant nulles, & comme non adve-
 nuës, & que les Titulaires jouiront d'une somme
 de trois cens livres franche & quitte, quand mes-
 me les Pensions seroient legitimes, du 5. jour de
 Février 1666. Autre Arrest de nostre Conseil
 d'Estat, par lequel nous declarons les Pensions
 créées sur les Cures & Prebendes du Diocese d'A-
 let nulles & comme non advenuës, & que les
 Titulaires jouiront à l'advenir desdites Cures &
 Prebendes, sans qu'ils puissent estre troublez en
 la jouissance & perception des fruits desdits Be-
 nefices pour raison sous pretexte desdites Pen-
 sions; à la réserve toutefois de celles qui ont esté
 ou seront cy-apres créées en faveur de ceux qui
 ont desservy lesdites Cures pendant le temps de
 vingt années, & en faveur de personnes tom-
 bées en infirmité notable, ou que lesdites
 Pensions ayent esté créées pour & à cause de
 permutation bien canoniquement faite, &
 pourveu qu'il reste aux Titulaires la somme de
 trois cens livres franche & quitte de toute char-
 ge, pour vivre & s'acquitter bien & deuëment de
 leurs

leurs fonctions du 20. Juillet 1666. Arrest de nostre Conseil Privé obtenu sur la Requête de Maître Jean Heñselin, Prieur de Vandeuves, par lequel Nous en nostre Conseil ayant égard à ladite Requête, sans nous arrester à l'Arrest de nostre Parlement de Paris du 23. jour de Novembre 1666. & conformément aux Arrests de nostre Conseil d'Estat des 5. jour de Février & 20. Juillet audit an 1666. aurions déchargé la Cure de Villeneuve Megrigny de la Pension de cent livres dudit jour 5. Mars 1667. Autre copie imprimée d'un Arrest de nostre Parlement de Paris rendu entre Me. Edme de Villiers Curé de la Paroisse de Villeneuve Megrigny; Maître Nicolas Barat Prestre Curé de Lignol, & cy-devant dudit Villeneuve Megrigny; Maître Louis Chrestien, Prestre Chanoine en l'Eglise Royale & Collegiale de S. Maclou de Bar-sur-Aube; Maître Gabriel Godot Curé de Chartres en Champagne, cy-devant Curé dudit Lignol, & Maître Claude Girardot Curé de Lifol le Petit, & cy-devant Curé de Villeneuve Megrigny; Par lequel ladite Cour auroit déchargé ledit Barat de la Pension de trois cens livres par luy créée au profit dudit Chrestien, en faveur de la resignation à luy faite de ladite Cure de Lignol; au moyen dequoy demeure ledit Chrestien pareillement déchargé de la Pension de six vingts livres vers ledit Godot, & ledit Girardot & de Villiers pareillement déchargez de celle de cent livres créée au profit dudit Barat, en faveur de

b

la

la resignation par luy faite de ladite Cure de Vienneufve Megrigny audit Girardot, quil'auroit resignée audit de Villiers, à la charge de ladite Pension du 21. jour de Juin 1668. Autre copie d'Arrest de nostre Conseil Privé obtenu sur la Requête du Syndic des Curez du Diocese de Vienne, par lequel nous aurions renvoyé ladite Requête à nostre Parlement de Paris, pour les Cures situées dans le ressort d'iceluy, & à nostre Parlement de Grenoble pour celles qui sont situées en ladite Province, pour y estre fait droit conformément aux Arrests de nostre Conseil Privé, des 12. Decembre 1639. cinquième Mars 1667. & à celuy dudit 21. jour du mois de Juin 1668. & que cependant les Curez dudit Diocese servant actuellement, jouiront de la somme de trois cens livres pour leur portion congrüe, franche & exemte de toutes charges, nonobstant toutes saisies faites ou à faire pour raison desdites Pensions, dont nous faisons pleine & entiere main-levée, du 10. jour du mois de Juillet 1669. Arrest de nostre Conseil Privé rendu entre Nicolas de S. Jean Prestre, Aumônier de la Reyne nostre tres-honorée Dame & Mered'heureuse memoire, cy-devant Curé de Roquefeuille au Diocese d'Allet, d'une part; & Messire Joseph Bonnadonna Curé dudit Roquefeuille, & Messire Nicolas Pavillon Evêque d'Allet intervenant; Par lequel Nous declérons nulles & de nul effet toutes les Pensions créées sur les Cures & Prebendes du bas

Chœur

Chœur des Chapitre Cathedral & Collegial du dit Diocèse, si ceux en faveur desquels elles ont esté créées par le passé, où le pourront estre à l'avenir, n'on deservy lescures & Prebendes l'espace de vingt ans, & si elles excèdent le tiers du revenu d'icelles, mesmes s'il ne reste le dit tiers osté aux Titulaires dequoy vivre suivant leur condition, & suivant l'estimation qui en seroit faite par ledit Evêque ou ses Successeurs dans leurs visites ou autrement, nonobstant tous traitez pour causes de procez, resignations, permutations, demandes & regres faits où à faire, faute du payement desdites Pensions & tout cautionnement, desquels nous déchargeons les obligez: & qu'audit cas les Titulaires desdites Cures jouiront paisiblement sans qu'ils puissent estre contraints au payement des arrerages desdites Pensions ny au courant: Comme aussi Declarons lescures Pensions nulles, au cas que ceux en faveur desquels elles auront esté créées, se trouvent dans le mesme temps ou après pourvus de Benefices, ou s'ils ont Pension sur iceux de quelque qualité qu'ils soient qui les puissent nourrir & entretenir, avec defenses aux Beneficiers Pensionnaires ou autres de contrevenir à iceluy, & ledit de S. Jean condamné aux dépens envers ledit Evêque, & autres du vingt-quatrième jour de Juillet 1669. Bulles expedées en faveur dudit Bouvier en la legation d'Avignon de ladite Cure de Nostre-Dame de Tain, sur la resignation faite en sa faveur par Dom

Jean Courtet lors possesseur de ladite Cure du
 20. de Septembre 1649. Visa obtenu par ledit
 Bouvier de l'Evesque de Vienne du 15. jour de
 Janvier 1650. Acte de prise d'habit par ledit
 Bouvier de Religieux de l'Ordre de Cluny au
 Prieuré de Tain, en consequence desdites Bul-
 les de provision à luy accordées sous cette condi-
 tion du 5. jour du mois de Mars 1651. Acte de
 prise de possession de ladite Cure de Tain par le-
 dit Bouvier du 12. jour d'Avril audit an 1651.
 Acte de profession faite par ledit Bouvier de Re-
 ligieux audit Prieuré de Tain du 24. Avril 1652.
 Consentement donné audit Bouvier par le Sou-
 sprieur dudit Prieuré de Tain de se demettre de
 ladite Cure, & icelle resigner à la charge de six
 vingts livres de Pension du 8. jour d'Octobre
 1654. Acte de ratification faite par Dom Jean
 François Trollet de la resignation faite en sa fa-
 veur par ledit Bouvier de ladite Cure de Tain, à
 la reserve de ladite Pension de six vingt livres,
 portant ledit Acte procuration dudit Trollet
 pour consentir en Cour de Rome la creation de
 ladite Pension de 120. livres sur ladite Cure au
 profit dudit Bouvier en datte du 28. jour de No-
 vembre 1654. Acte de prise de possession faite
 par ledit Trollet de ladite Cure, en consequence
 de ses provisions du 21. jour de Janvier 1655.
 Quittance passée par devant Notaires par ledit
 Bouvier au profit dudit Trollet de la somme de
 soixante livres pour une demy année de ladite
 Pension de six vingt livres du 18. jour du mois de

Juillet

Juillet 1957. Procuration *ad resignandum* passée par ledit Trollet entre les mains de notre saint Pere le Pape de ladite Cure en faveur dudit Bergier, à la charge de ladite Pension de six vingts livres du 18. jour du mois de Janvier 1666. Acte de prise d'habit de Religieux en l'Ordre de Cluny par ledit Bergier, audit Prieuré de Tain, entre les mains de l'Abbé de la Coste, en qualité de Superieur dudit Prieuré, du 13. jour d'Avril 1666. Quittance passée par devant Notaires par Dom Fabrice Laurent, Sousprieur dud. Prieuré de Tain, au nom & comme Procureur fondé de procuration dudit Bouvier de la somme de 60. livres par luy receuë dud. Bergier pour une demy année de ladite Pension de six vingts livres, à la charge de laquelle ledit Trollet luy auroit resigné ladite Cure du 28. jour de Nov. 1666. Procuration passée par led. Bouvier à Louis Bouvier son neveu, pour recevoir dudit Bergier les arrearages échus de ladite Pension de six vingts livres, & en cas de refus pour le poursuivre & contraindre au payement d'icelle du 22. jour de Mars 1669. Procez verbal de commandement fait audit Bergier de payer audit Bouvier une demy année de sa Pension de 120. livres qu'il a droit de prendre sur ladite Cure de Tain du 23. jour d'Avril 1669. Permission donnée par le grand Prieur de l'Ordre de Cluny audit Bergier pour venir en cette Ville de Paris, pour la poursuite dudit procez du 3. jour de Juin 1669. Actes significs à la Requête dudit Bouvier

ledit Bergier , par lesquels il luy declare qu'il
 consent qu'il prenne & perçoive par chacune
 année sur les fruits & revenus de ladite Cure ou-
 tre le casuel la somme de trois cens livres , si
 mieux il n'aime de prendre une portion congrüe
 comme les autres Curez portionnaires, en luy a-
 bandonnant pour le payement de sa Pension toute
 le surplus du revenu de ladite Cure des 3. Juin &
 27. jour d'Aoust 1669. Ordonnance donnée par
 le grand Prieur de Cluny sur la Requête dudit
 Bergier , par laquelle il declare que ledit Bergier
 doit jouir d'une menſe Monachale comme Reli-
 gieux & non comme Curé du 20. jour de Juillet
 1669. Certificat des Chastelain & Conſuls de la
 communauté de Tain, que Meſſire François Mon-
 rillet Preſtre fait le ſervice Curial dudit Bergier
 à la ſatisfaction du public des 19. Aoust audit an.
 Copie d'Arreſt de nôtre Conſeil obtenu par le-
 dit Bergier , portant qu'il ſera payé de ſa Pen-
 ſion monachale en la maniere accoutumée , à
 la charge qu'il ſe retirera dans le College de
 Cluny du 27. Aoust audit an 1669. Arreſt de
 nôtre Conſeil rendu entre leſdites parties , por-
 tant qu'elles mettront leurs pieces par devers
 Meſſire Louis Aubery Conſeiller en nôtre Con-
 ſeil , pour leur eſtre fait droit dans huitaine du
 8. jour du mois de Novembre 1669. Contredits
 deſdites parties. Requête de Salvations dudit
 Bergier aux contredits dudit Bouvier du 18. jour
 de Janvier 1670. Concluſions de nôtre Procü-
 reur General & tout ce qui par leſdites parties a
 eſté

esté mis, écrit & produit pars devers nostredit
 Conseil. ICELUY NOSTREDIT GRAND
 CONSEIL ayant égard aux Requestes dudit
 Bergier, l'a dechargé & decharge de lad. Pen-
 sion de six vingts livres, & a condamné & con-
 damne ledit Bouvier aux dépens; & ayant égard
 aux conclusions de nostre Procureur General,
 a ordonné & ordonne qu'à l'avenir les titulai-
 res & pourvus des Cures ne pourront en resig-
 nant lesdites Cures réserver de Pensions sur icel-
 les, à moins qu'ils n'ayent desservy lesdites Cu-
 res l'espace de vingt années, ou que depuis qu'ils
 en auront esté pourvus, ils ne soient tombez
 en infirmité notable, auquel cas ne pourront
 lesdites Pensions excéder le tiers des revenus des-
 dites Cures, & à condition qu'il restera tou-
 jours au Titulaire la somme de troiscens livres
 au moins; Et sera le present Arrest signifié aux
 Agents generaux du Clergé de France, leu &
 publié en l'Audience de nostre Conseil, pour
 estre executé selon sa forme & teneur. SI DON-
 NONS en mandement au premier des Huissiers
 de nostre grand Conseil, en ce qui est execu-
 toire à nôtre Cour & suite, & hors d'icelle au
 premier desdits Huissier ou autre nostre Huissier
 ou Sergent sur ce requis, qu'à la Requeste du-
 dit Dom Jean Aymar Bergier, le present Arrest
 il mette à deüë & entiere execution selon sa for-
 me & teneur, en contraignant à ce faire souffrir
 & obeir tous ceux qu'il appartiendra, nonob-
 stant toutes oppositions ou appellations quel-
 conques,

conques pour lesquelles & sans préjudice d'icelles, ne voulons estre differé; Et faire en outre pour l'exécution des presentes tous Exploits de significations, commandemens, contraintes & autres Actes de Justice requis & necessaires; de ce faire, te donnons pouvoir sans pour ce demander Placet, Visa, ne Pareatis: Prions nôtre Saint Pere le Pape, son Vice-Legat en Avignon, & tous autres Princes & Potentas de souffrir l'exécution des presentes dans les Pais, Terres, & Seigneuries de leurs obeissances, offrant en pareil cas faire le semblable: En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites presentes. **DONNE'** en nostre Grand Conseil à Paris le 6. jour de Février, l'an de grace 1670. Et de nostre regne le 27. Par le Roy Dauphin, à la relation des gens de son grand Conseil.

Collationné, **SOUFFLOT.**

Leu & publié en l'Audience dudit Conseil le 3. jour de Mars 1670. ce requerant le Procureur General du Roy, par moy Greffier tenant le plunitif à l'audience, Souffigné. GUICHARD.

Signifié aux Agents generaux du Clergé de France, à la Requête de Monsieur le Procureur General, parlant à Monsieur l'Abbé du Guemaduc l'un d'iceux, à ce qu'ils n'en ignorent, le Mars 1670. par moy Huissier soulligné, **BAUDOUIN.**

Collationné à l'Original en parchemin par moy.

AR.

ARREST DE LA COUR de Parlement de Roïen, pour les Pensions.

ENTRE Maistres Maurice le Chault Prestre, Curé de Saint Quentin, & François Nicollas Curé de Croslon, demandeurs, à ce que suivant les Arrests du Conseil Privé du Roy, des 11. & 16. d'Avril dernier, ils soient déchargez des Pensions créées, sçavoir de la somme de trois cens livres sur ladite Cure & Benefice de Saint Quentin, & de sept vingt livres sur celle dudit Croslon; & que les Défendeurs soient tenus de leur rendre & restituer ce qu'ils ont receu desdites Pensions, depuis le jour de la signification desdits Arrests; present ledit le Chault en personne, & par Maistre Denis Poisson leur Procureur, d'une part. Et Maistres Antoine Brizoult, & Robert Bellier Prestres, Chanoines en l'Eglise Cathedrale de S. André d'Avranches, défendeurs, Comparants par Maistre Martin Fortin leur Procureur, d'autre, sans que les qualitez prejudicient. O y s Greard Avocat pour lesdits Curez de S. Quentin & de Croslon, Theroude Avocat desdits Brizoult & Bellier Chanoines, & le Guerchois Avocat General du Roy, lequel a dit que l'Eglise & tous les gens de bien sollicitent depuis un long-temps la

Le Roy & le Parlement de donner un Règlement sur le fait des Pensions Beneficiales ; & quoy qu'il soit difficile de donner ce Règlement bien certain à cause de la faveur des Exceptions, l'abus, ou la Justice de ces choses dépendant souvent des circonstances particulieres du fait ; Neanmoins il estime qu'il est necessaire d'y apporter quelque ordre , afin d'empescher cette licence de Pensions , dont les Ecclesiastiques surchargent journellement les Benefices sans droit , sans raison , sans mesure , bien souvent sans avoir vû les Benefices dont ils sont les Pensionnaires , & même quelquefois avec tel excez , qu'il ne reste pas de quoy vivre à ceux qui déservent , pendant que ces Pensionnaires moissonnent à plaine main les fruiets d'une terre qu'ils n'ont pas cultivée.

Et quoy qu'il n'y ait rien qui corrompe tant l'honneur & l'ordre de l'Eglise que cette licence de Pensions , il est estrange qu'un si grand abus ait passé pour un droit , composé de Maximes certaines , qui n'avoient neantmoins autre fondement que celui d'une souffrance favorisée de quelques Ecclesiastiques interessez , lesquels par un usage continuel de cette mauvaise pratique , avoient enfin accoustumé les yeux à une chose que tout le monde condamne lors qu'on y fait la moindre reflexion ; Delà tous ces maquignonages honteux en la maniere de disposer des Benefices , delà tous ces marchez indignes , toutes ces compositions sales ; Et enfin , une infinité d'abus

d'abus couverts de toute sorte de mauvais prétextes qui deshonnorent l'Eglise & en corrompent la pureté.

Que cette cause fournit heureusement au Public & à l'Eglise une occasion de remedier à un si grand abus , voyant des Chanoines qui n'ont autre Titre de leurs Pensions que la nécessité où les mit le Reglement de la Residence de 1647. de se défaire des Cures qu'ils possédoient lors incompatibles avec leurs Prebendes; Enquoy ils ont éludé la Justice d'un Reglement si Saint , ayant fait semblant de se défaire des Cures qu'ils retiennent néanmoins effectivement , puis qu'ils en possèdent les fruits , sous le Titre de Pensions , qui est une pure fraude faite au Reglement qui leur enjoignoit bien d'opter l'un ou l'autre des Benefices , mais non pas l'un & l'autre comme ils ont fait par cette retention de Pensions; ce qui ne peut estre excusé sous prétexte de la parvité du revenu des Prebendes , puis que le Concile permet bien à un Beneficier qui possède un petit Benefice d'emprunter le secours d'un autre Benefice sujet , mais jamais d'une Cure dont le revenu ne peut estre diverty à d'autres usages , que ceux auxquels les Saints Canons les ont toujours destinez , c'est à dire , à l'entretien du Ministère , & pour la nourriture des Pauvres , qui sont souvent privez de ce secours par ces injustes parasites qui ostent le moyen aux pauvres Curez de s'acquiter de leur devoir , & de faire les Aumônes dont ils sont redevables

aux Pauvres de leur Paroisse; Car mesme pour les Bénéficiaires qui tiennent le premier rang dans l'Eglise; Il est dit dans la Sess. 24. du Concile chap. 13. *hujusmodi Episcopis qui fructuum subventionis pro Diœcesis sua dignitate indigent poterit de Beneficiis aliquibus dum tamen curata non sint à summo Pontifice provideri.*

Que la voye que ces deux Prestres ont prise pour estre déchargez de leurs Pensions pourroit sembler extraordinaire si elle estoit moins favorable, ayant reclamé l'autorité du Conseil, comme s'ils avoient douté de la Justice de ce Parlement; Lequel cependant n'a point besoin d'estre excité à reformer l'abus des Pensions, en ayant donné des préjuges si avantageux, qu'on peut dire que le Reglement est fait dès il y a longtemps en ce Parlement, *tacito Senatus Consulto*, mesme on peut dire que la Jurisprudence du Parlement sur la matiere des Pensions, ajoûtoit beaucoup à la disposition des Arrests du Conseil, qui ne pouvoient qu'en de certains cas, au lieu qu'on tenoit pour maxime en ce Parlement de n'admettre aucunes Pensions qu'elles ne fussent legitimes.

Devray, il ne suffit pas aux termes de ces Reglemens d'ordonner qu'on ne pourra retenir de Pensions sur les Cures qu'on ne les ait desservies dix ou vingt ans; Il faut aller plus loin, il faut suivant les principes de la pureté & de la verité, contre lesquels l'usage ne peut jamais prescrire, declarer une bonne fois toutes Pensions sans cause,

se , mauvaises & abusives ; il y va du service de Dieu , de l'honneur de l'Eglise. ~~Seul~~ pensionnaire ne peut point se plaindre si on le prive d'une Pension qui n'a point de cause nécessaire.

En effet , si on compare le temps present aux Siecles passez , on aura sujet de s'étonner de voir tant de changemens si differents , estant certain qu'aux premiers temps , lors que l'Eglise estoit encor revestue de sa premiere pureté , on n'admettoit proprement les Pensions qu'en un seul cas ; sçavoir , lors que le Beneficier estoit si vieil & si caduc qu'il ne pouvoit plus desservir , comme nous en voyons un exemple en un Synode de Calcedoine , 2. vol. *Concilior.* Auquel les Peres ayans mis en la place de Domnus Evêque d'Antioche un nommé Maximus , ils ordonnerent que celui-cy nourriroit l'autre pendant sa vie , *quia scilicet propter ætatis defectum non poterat amplius sufficere oneri gerendo, ideo jusserunt ei vitæ congruum assignari solatium.*

Ce qui a esté depuis prorogé en plusieurs autres cas qui ont esté colorez d'une apparence de Justice , sous pretexte , dit-on , de desinteressier le Resignant qui dispose du Benefice , comme si c'estoit un commerce de liberté qui pût estre remply de clauses , de reserves , & de toutes les conditions ordinaires d'estre apposées aux marches des choses profanes.

De là est venu que les Benefices ont esté donnez comme à l'encan en la mesme manie-

que si on en tenoit marché ouvert, estant donné au plus offrant & dernier encherisseur, non point à ceux qui les meritent le mieux, mais à ceux qui en donnent le plus; ce qui fait que la plupart des Cures sont desservies par des indignes, des ignorans, & des incapables à la plupart, les gens de merite & de capacité ne voulant pas s'appliquer au service des Cures aux mesmes conditions que ces Mercenaires, qui se rendent comme Fermiers.

Ainsi quand on examinera la chose d'un esprit desinteressé, on trouvera assurément que l'avarice est le premier titre de ces Pensions: Et quand on ordonnera par forme de Reglement, que celui qui a un Benefice suffisant ne pourra rettenir de Pension sur un autre Benefice, notamment sur un Benefice Cure, il n'y aura rien en cela de bien nouveau, c'estoit l'ancienne pureté, tous les Canons ne detestent rien tant que cette pluralité de biens d'Eglise en une mesme main, que ce qui est destiné pour plusieurs soit consommé par un seul, qui peut bien devorer le revenu de plusieurs Benefices, mais non pas en faire l'Office; car comme il est naturellement impossible qu'un homme soit en deux lieux, il est aussi injuste qu'il ait la recompense du service d'un autre, cela est vray dès il y a long-temps; Mais il est arrivé que la facilité de créer des Pensions en certains cas favorables, les a fait ensuite multiplier à l'infiny, & l'avarice a trouvé si grand nombre de Partisans, que

que cette multitude de gens interessez en une même chose , a fait enfin un droit qui n'a pourtant point de fondement , que dans cette malheureuse envie d'avoir & d'amaſſer.

Enfin , il eſt étrange de voir les Villes & les Campagnes remplies de Preſtres qui poſſèdent les meilleurs Benefices d'une contrée , & qui ont encor de tous coſtez une infinité de Penſions ſur d'autres Benefices.

Les Benefices n'ont point eſté faits pour faire la fortune des Beneficiers , mais pour ſervir à l'entretien du Miniſtere ; tout ce qui n'eſt point dans cette regle eſt abuſif , ſoit qu'on faſſe des unions ou qu'on établiffe des Commandes , ou que l'on crée des Penſions , ſi tout cela n'eſt fondé ſur l'utilité de l'Egliſe il ne peut eſtre legitime.

Et c'eſt aux Parlements qui ſont Proteſteurs de la Diſcipline de conſerver la pureté dans la pratique de ces choſes , à ce que d'un pretexte qu'on peut avoir de créer une Penſion dans un cas legitime , on n'en faſſe pas une licence & une liberté effrenée , qui rend les Penſions auſſi communes comme les rentes , & qui fait qu'il n'y a point aujourd'huy de diſpoſition de Benefices qui ne ſoit conditionnée de quelque Penſion , bien ſouvent plus forte que le Titré même du Benefice.

Ces choſes n'ont point beſoin d'eſtre exagérées , chacun en connoiſt le vice & l'abus , &
com-

Comme on défendit il n'y a pas long-temps aux Chanoines de Séez de retenir des Pensions sur les Benefices qu'ils resignoient, voyant bien qu'ils ne s'en faisoient pourvoir qu'à l'effet de s'acquérir des Pensions injustes : Il est d'une suite de prononcer la mesme chose au regard de tous les Chanoines qui ne resignent les Cures, sur lesquelles ils retiennent des Pensions, que parce qu'ils ne peuvent posséder & la Cure & la Prebende tout ensemble ; en sorte que se voyant obligez de se défaire de l'un ou de l'autre, ils trompent la Loy, faisant semblant d'en quitter un, qu'ils gardent neantmoins effectivement.

Le Canon dit, *si promoveri non intendens Parochialem Ecclesiam susceperis ut ex ea fructus perciperes ipsam post modum dimissurus ad restitutionem fructuum teneberis, quoniam eos fraudulenter recepisti. Humana avaritia inquit Cardinalis Toletus invenit fraudes cum enim plures Episcopatus habere & plura tenere Beneficia non posset, post unum saltem de jure alterum accipit in commendam quod profecto fraud est ;* Cela peut estre aisément appliqué au fait de cette cause, ces Chanoines estans obligez de se défaire de l'un ou de l'autre des Benefices, ils en quittent un, mais ils en retiennent les fruits, *quod profecto fraud est,* & c'est une chose dont on est toujours en estat de se plaindre, quelque possession qu'on ait au contraire, *cum Beneficia sint Patrimonia*
paupe-

pauperum intelligitur eum qui satis habet de uno reum esse furti & sacrilegii si alterum plurave Beneficia obtineat , & quelque Jugement que la Cour rendre là-dessus , il est bien à craindre que Dieu n'en rende encor un jour un plus severe qu'on ne pourra parer pour lors , par ces considerations d'usage & de coûtume , dont on se pare aujourd'huy. Reseret unusquisque propria corporis prout gessit sive bonum , sive malum , Deus enim non irridetur , & horrendum est incidere in manus Dei viventis.

C'est une grande folie aux Interessez de hazarder un Jugement si important , pour un interest passager. Mais c'est encor une bien plus grande folie à ceux qui n'y ont point d'interest de le souffrir , quand Dieu leur a donné l'autorité de l'empescher.

Le Pape , dit-on , permet ces choses là ; mais on peut dire avec raison qu'il les permet seulement jusques à ce qu'on en ait remarqué l'inconvenient. Le Pape autorisoit cy-devant les graces expectatives , les Reservez , les Mandats , & mille autres choses qui ont esté abolies lors qu'on en a remarqué l'abus. Aussi dans ce desordre des Pensions qui nous sont venues de la Cour de Rome , où l'on sçait quel'on admet les Pensions indifferemment , tantost sous pretexte d'amitié , de bien faits , de literature , de service , & autres cas infinis ; nous autres en France nous sommes retranchez en de certains cas , qui sont les cas ordinaires , *pro bono pacis & ne magnum*

magnum patiatur dispendium , qui ont véritablement servy long-temps de principe en matière de Pensions , non pas pourtant par approbation de la chose , car on ne l'a jamais approuvée , mais on l'a fait pour éviter pis , & pour ce garantir de ce deluge d'abus dont on estoit menacé du costé de Rome ; qui auroit introduit bien d'autres choses dans le Royaume , également abusives , si on n'avoit trouvé enfin le moyen de s'en défendre par l'appel comme d'abus.

L'usage peut bien servir de Titre aux bonnes choses , mais non pas aux choses mauvaises , on n'en prescrit point contre la pureté , & quelque possession qu'on puisse alleguer , on est toujours en droit d'en reformer l'abus , quand on voit l'ordre des choses civiles aucunement altéré , gâté & corrompu , par la suite du temps ou par quelque abus que l'erreur ou l'inadvertance autorisent quelquesfois faute d'y prendre garde. On reclame les anciennes Loix , où l'on fait des Reglemens nouveaux pour rétablir le premier ordre , & se garantir de cette décadence fatale à toutes les choses humaines , lors qu'on n'est pas soigneux de les maintenir. A plus forte raison lors que les choses Saintes sont profanées , que le temps & la malice des hommes en ont dépravé l'usage , doit-on courir aux remedes , puis que la qualité des choses que nous respectons par un principe de Religion nous doit obliger

ger d'en prendre encor un soin plus particulier.

Or il est certain qu'il n'y a point de plus grand abus que celui des Pensions sur les Benefices Cures; Nous disons sur les Cures, parce qu'il y a bien de la difference entre une Cure & un Benefice simple, qui est la raison pour laquelle nous voyons qu'encor bien que le Concile autorise les Pensions sur les Benefices pour l'établissement des Seminaires, on en a excepté les Cures: C'est à dire qu'encor bien qu'il soit permis de créer des Pensions sur des Benefices simples, mesme sur des Prebendes pour composer la Menſe des Seminaires, on n'a point parlé des Cures; parce que les Benefices à charge d'Ames ont toujours esté dans une regle & une consideration toute particuliere, lors qu'il a esté question de les charger de Pensions.

En effet, ce ſont les Benefices Hierarchiques privilegiez, & neceſſaires à l'Eglise, & pour leſquels il importe de conſerver toujours inviolablement la maxime, *ut Beneficia ſine diminutione fructuum conferantur*: Car quoy que le Concile de Trente ſemble approuver les Pensions, mesme les Cures, en diſant qu'on ne pourra les reſigner à retention de Pension, qu'en laiſſant du moins cent Ducats à celui qui deſſert. Il ne ſ'enſuit pas pour cela que le Concile ait approuvé les Pensions ſur les Cures; car c'eſt comme ſ'il diſoit, que ſ'il arrive qu'on ſoit forcé de ſouffrir une Pension ſur une Cure, du moins que

que ce soit toujours à la charge de laisser largement de quoy vivre au Curé , ce qui n'emporte pas une approbation de la chose , car cette maniere de parler marque au contraire qu'on ne la souffre qu'à regret , & parce qu'il y a des cas de faveur & de nécessité , où l'on est obligé de souffrir les Pensions , comme un mal nécessaire.

De vray , quiconque fera reflexion sur la nécessité des Pauvres d'une Paroisse , qui n'ont autre recours dans leurs besoins qu'à leur Curé , il jugera aisément que s'il y a du bon dans une Cure , la nourriture du Curé déduite , il vaut bien mieux que ce residu soit employé à la nourriture des Pauvres , auxquels il appartient , que non pas à un Pensionnaire auquel il n'appartient point.

On voit souvent de bons Curez faire un bon usage du revenu de leurs Cures , mais on voit peu de Pensionnaires faire la mesme application du revenu de leurs Pensions , qui ne servent pour l'ordinaire qu'à hausser leur train , augmenter leur table , & bien souvent à faire des dépenses qui ne sont pas innocentes.

Ainsi donc dans la Theze generale , il n'y eust jamais plus belle occasion de prononcer , ce qui se trouve aussi beaucoup aidé dans le Particulier. Un de ces Chanoines n'ayant jamais desservy , n'ayant jamais eu de *Visa* , ny pris mesme possession de la Cure sur laquelle il pretend la Pension : Et l'autre demandant la sienne sur
un

un Benefice si petit, qu'il n'est pas capable de la porter; Outre qu'ayant tous deux chacun une Prebende capable de les nourrir & entretenir, ainsi que les autres Chanoines de la mesme Eglise, qui se passent bien de pareilles Pensions: C'est là principalement le cas où il importe de faire le Reglement, pour marquer au Public que l'intention de la Cour, est d'abolir toutes Pensions créées sur des Cures, en faveur de ceux qui ont d'ailleurs des biens d'Eglise suffisans pour leur subsistance.

C'est pourquoy dans le particulier, il estime que ces deux Curez doivent estre déchargez des Pensions qu'on leur demande, pour marquer au Public que l'intention de la Cour n'est point de souffrir de Pensions, mesme du passé, en faveur de ceux qui possèdent d'ailleurs des Benefices suffisans, dont ils peuvent vivre sans le secours de la Pension. Et pour l'avenir, il conclut au Reglement, à ce qu'il soit dit, qu'on ne pourra retenir de Pensions sur les Cures, qu'on ne les ait desservies l'espace de dix ans, ou que pendant ledit temps de dix années on fust obligé de s'en défaire par maladie, infirmité, ou de vieillesse; laquelle Pension pendant ce temps de dix années, & apres, ne pourra estre pretendue ny retenue par ceux qui auront des biens d'Eglise suffisans pour leur subsistance. LA COUR, faisant droit sur le Mandement & Conclusions des Parties, A déchargé lesdits le Chault & Nicolas des Pensions dont est question, sans resti-

stitution neantmoins de ce qui en a esté payé, dépens compensez entre les Parties. Et faisant droit sur les plus amples conclusions du Procureur General du Roy, A ordonné qu'il ne pourra cy-apres estre fait aucune Resignation de Cures avec reservation de Pension, sinon au profit de ceux qui les auront desservies pendant dix ans entiers, ou qui ne pourront les desservir à cause de leur âge ou indisposition; lesquels neantmoins ne pourront retenir lescdites Pensions, s'ils joiüssent d'autres Benefices ou Pensions qui fussent pour leur nourriture & entretenement. Et sera le present Arrest envoyé aux Sieges de Bailliages de ce Ressort, pour y estre leu, publié & enregistré, à ce qu'il soit notoire. FAIT à Rouen en Parlement, le sixième jour de Février mil six cens soixante & dix.

ARREST

*ARREST DE LA COUR
de Parlement de Roüen, pour
les Pensions.*

ENTRE M^e Gabriel Moreau Prestre ,
Curé de Sainte Radegonde de Morain-
ville , ayant fait adjourner en cette
Cour , en vertu de l'Arrest & Com-
mission du Conseil Privé du Roy du 3. jour
de Septembre 1669. M^e Philippes Langer Pre-
stre , Curé d'Acquigny ; Et M^e Louis Voisin
Prestre , Lecteur & Professeur du Roy en lan-
gue Grecque en l'Université de Caen , cy-de-
vant Titulaire dudit Benefice , pour estre dé-
chargé de la somme de trois cens livres de Pen-
sion annuelle , créée au profit dudit Langer ,
en faveur de la Resignation par luy faite du-
dit Benefice audit Moreau ; Et cent vingt li-
vres en autre part , créée au profit dudit Voi-
sin , en faveur de la Resignation qu'il auroit
faite du mesme Benefice dès l'année 1632. à
deffunt M^e Robert Duclos , cy-devant Titu-
laire d'iceluy , & par la mort duquel ledit
Langer en auroit esté pourveu ; autrement in-

intimé en appel, & renvoyé en la Cour; comparant par Me Pierre Dorée son Procureur, d'une part; Et ledit Langer deffendeur dudit adjournement; & autrement appelant de Sentences rendües par le Bailly d'Evreux ou son Lieutenant au Siege de Bretheuil, les 2. jour d'Octobre & 6. de Novembre 1669. La premiere sur la poursuite faite par ledit Moreau pour estre payé, suivant & conformément audit Arrest du Conseil sus datté, sur les deniers provenans de la vendüe des grains de la grange dimeresse de Morainville, de la somme de trois cens livres de provision; ensemble estre remboursé des frais qu'il a convenu faire pour l'ap-profitement du revenu dudit Benefice; par laquelle, apres lecture faite dudit Arrest, les Parties auroient esté renvoyées pour le principal en la Cour; & au surplus qu'il seroit executé: A laquelle fin l'Adjudicataire contraint d'étater le prix de son adjudication sur le Bureau de Justice dans la huitaine, autrement & ledit temps passé, permis audit Moreau faire revendre les fruits saisis, au dechet, perte & diminution dudit Adjudicataire, sur laquelle vente il seroit payé de la somme de deux cens vingt cinq livres; & pour les frais demandez, renvoyé à l'Estat; Et par l'autre Sentence sur le Haro interjetté par ledit Moreau, pour

pour avoir main-levée des deniers arrêtez par ledit Langer, entre les mains des nommez de la Coudre & Hellard, suivant & conformément à l'Arrest de la Chambre des Vacations du 22. Octobre audit an 1669. les Parties y auroient esté renvoyées sur ledit Haro, pour s'y pourvoir ainsi qu'ils adviseroient bien; & au sur-plus main-levée à luy accordée de ses deniers arrestez, & renvoyé en la Cour: Comparent par Me Jean Barate son Procureur, d'autre; & ledit Me Louis Voisin adjourné, en vertu dudit Arrest & Commission du Privé Conseil du Roy, present en personne & par Me Jean Yver son Procureur d'autre part. O U Y S Barate le jeune, Avocat dudit Langer, de Lespiney, Avocat dudit Moreau, Maurry, Avocat dudit Voisin, & le Guerchois, Avocat General du Roy, lequel a dit, qu'il n'y eust jamais plus belle occasion de commencer l'exécution du Reglement que la Cour n'a point seulement disposé pour l'avenir, mais elle a assez marqué, que son intention estoit aussi d'abolir toutes les Pensions du passé, qui n'avoient point de causes necessaires, qu'il n'y que la necessité qui puisse faire tollerer des sortes de Pensions, n'y ayant ny droit, ny raison, ny autorité qui permettent de retenir des Pensions sur des Cures sans causes legitimes, que cela interesse
 c les

les Pauvres , qui sont par là privez du secours le plus présent qu'ils puissent trouver dans les Paroisses. Ces Pensions ostant le moyen aux Curez de leur subvenir , & de fournir aux autres necessitez de leur Paroisse , qui demeurent negligées , le Service mal fait , les décorations delaisées , parce qu'il y a tousjours quelque Pensionnaire qui s'empare du residu qu'on pourroit employer à ces choses-là , pour lesquelles il est premierement & necessairement destiné.

Que les Benefices n'ont point esté faits pour faire la fortune des Beneficiers , *quidquid sit habito respectu Beneficarii cujus amplitudinis & opibus tantummodo consuetur nullum & inquam est* , qu'il est bien vray qu'un Prestre qui n'a point d'autre bien d'Eglise que le Benefice , qu'il peut retirer une Pension ; mais quand ce Prestre vient à estre rempli d'un autre Benefice , la Pension n'est plus necessaire.

Que l'Eglise est une bonne Mere , qui veut bien que celui qui sert à l'Autel , vive de l'Autel , mais elle ne permet pas d'amasser dans le Sanctuaire avec la mesme liberté que dans le Commerce du monde , avoir des Benefices , retirer encor des Pensions comme ces riches du monde , qui ont des terres , de grandes possessions , & qui possèdent encor sur leurs Voisins des rentes & des rede-

redevances : Que la pluralité des Benefices est une bigamie, & qu'un Curé qui a une Cure, & qui veut avoir encor une Pension sur une autre Cure, fait une convoitise de l'épouse d'autrui.

Car enfin les Benefices ont esté faits pour donner aux Prestres qui sont appliquez au Ministère ce que demande la necessité, & non pas ce que demande la cupidité.

Qu'au fait dont il s'agit, il n'y a nul pre-texte de retenir la Pension : Car de dire qu'on a quitté un bon Benefice pour en prendre un moindre dans la veüe de cette Pension, en sorte que si l'on est aujourd'huy privé de la Pension, on demande à rentrer & remettre plutôt le Benefice qu'on a restant; si on fait une fois cette ouverture, c'est le moyen d'autoriser les Pensions, & de rendre le Reglement inutile & illusoire : Parce qu'un Curé se voyant invité de quitter un Benefice, dans lequel il est établi, ou de payer une Pension, il aimera mieux continuer la Pension. Ainsi l'Eglise demeureroit toujours chargée d'un joug, dont on a eu dessein de l'affranchir.

Car enfin, en faisant le Reglement, on n'a pas considéré le particulier, on n'a pas considéré ny celui qui doit, ny celui auquel il est dû : mais on a considéré l'intérêt de l'Eglise, qu'on a tâché de deli-

vrer d'une servitude , qui n'a point d'autre titre ny fondement que l'avarice des Prestres , lesquels ayant de bons Benefices veulent encor avoir des Pensions sur d'autres.

Les considerations particulieres en ce rencontre là , quoy qu'il y ait de la mauvaise foy de ne vouloir pas payer une Pension qu'on a promise , quoy que le Benefice puisse porter la Pension , quoy que celuy qui a Resigné un bon Benefice pour en prendre un moindre , ne l'ait fait que dans la veüe de la Pension , dont il pensoit se desintéresser , tout cela n'autorise point une Pension créée sans cause , parce qu'il ne faut point remplir l'Eglise de pactions illicites , sous pretexte d'entretenir la bonne foy d'un mauvais marché.

Qu'il est bien vray qu'à cause du litige , on a pû d'abord retenir une Pension ; mais le Pensionnaire se trouvant aujourd'huy paisible , estant remply d'un Benefice suffisant , il ne peut plus exiger cette Pension.

Que toutes ces choses neantmoins ne touchent qu'à cette dernière Pension , mais non pas à la premiere créée sur le mesme Benefice , qui est anterieure du Reglement , estant créée en faveur d'un Prestre qui n'a autre bien d'Eglise que cette Pension ,
laquelle

laquelle il a retenuë après avoir deffervy le Benefice plusieurs années , & dont il s'est défait pour faire profession de la langue Grece en l'Université de Caen , où il a obtenu la Chaire de Professeur en cette Langue ; ce qui le rend encor recommandable, s'estant deuëment acquité , & au contentement du public , de ce talent qu'il a de bien sçavoir & bien enseigner la langue Grecque ; Qu'aussi il faut separer le bon grain d'avec le mauvais ; maintenir cette premiere Pension qui est legitime : Mais pour l'autre Pensionnaire qui n'a eu d'autre occasion de retenir cette derniere Pension , que parce qu'il possedoit deux Cures qu'il ne pouvoit garder ; Il est vray de dire que cette Pension n'est point deuë , & que l'Eglise en doit estre déchargée.

LA COUR a mis les appellations au neant , ordonne que ce dont est appellé fortira son effet. Et faisant droit au principal , a déchargé ledit Moreau de la Pension de trois cens livres dont est question , sans restitution neantmoins du passé , dépens compensés entre lesdits Moreau & Langer. Et sur le Mandement dudit Moreau , & Conclusions dudit Voisin , La Cour a ordonné que la Pension de six vingt livres luy sera continuée par ledit Moreau , avec les arrerages échus , & dépens à luy adjugez.

(54)

gez sur iceluy Moreau. FAIT à Roüen
en Parlement, le dixième jour de Juillet mil
six cens soixante & dix.

Signé,

BONNEL



